

Journée d'horreur à l'Assemblée nationale

Comme dans un moulin

par Ghislaine RHEAULT

Le militaire armé jusqu'aux dents entré hier à l'Assemblée nationale pour y faucher trois vies et faire un nombre impressionnant de blessés y est entré comme dans un moulin.

Malgré quelques périodes courtes où la sécurité a été extrêmement sévère à l'Assemblée depuis la crise d'octobre de 1970, on peut dire qu'en général il est facile d'accéder sans peine aux corridors et salons de l'édifice.

Hier, les premières personnes qui ont vu passer l'individu armé portant une tenue militaire ont été pris par surprise et n'ont pas eu le temps de réagir.

Pourtant, il y a eu au cours des dernières années quelques épisodes dramatiques (appels à la bombe, séquestration) qui n'ont pas eu une fin aussi tragique mais qui pouvaient inciter à plus de vigilance.

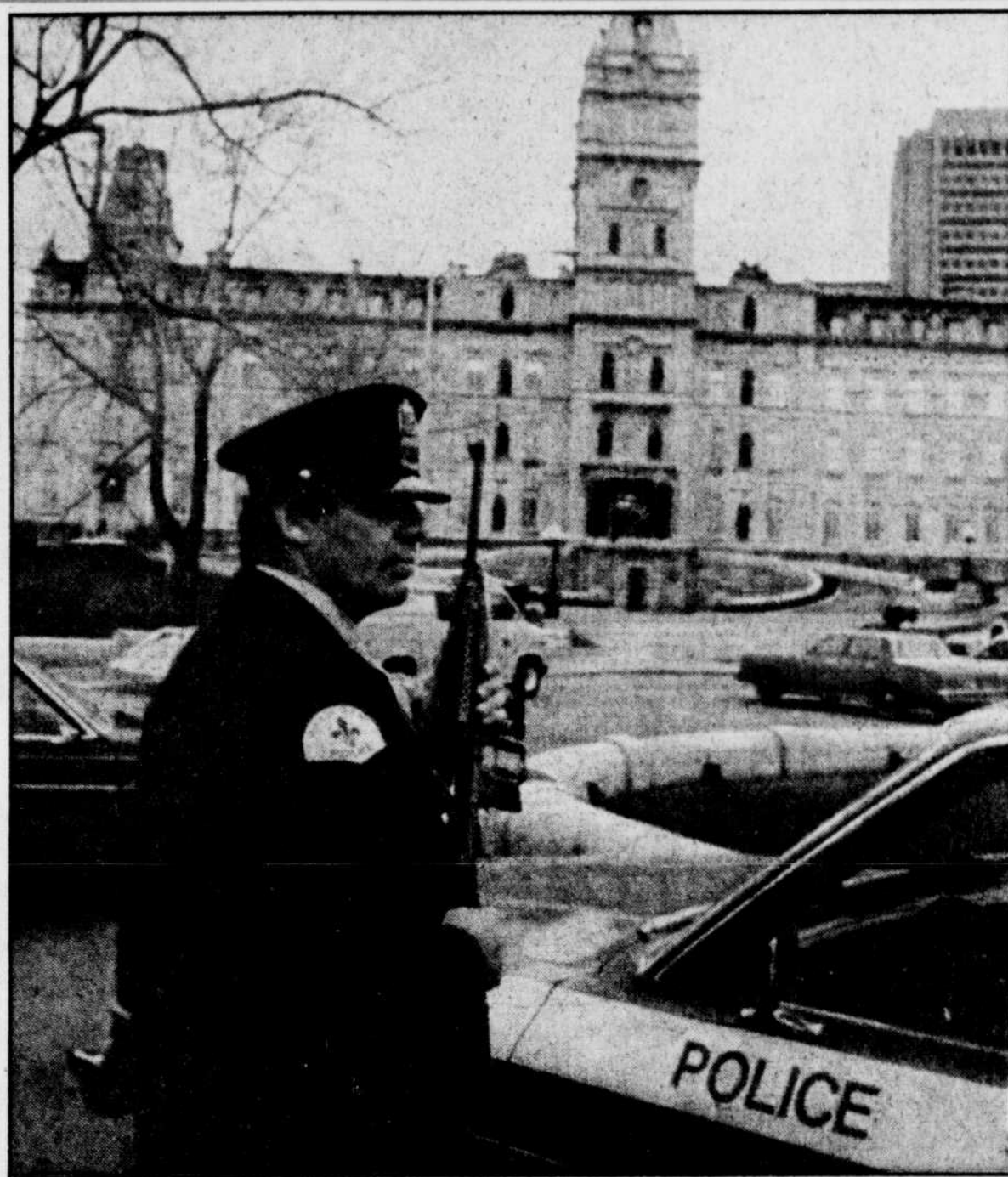
L'un de ces épisodes dramatiques remonte au 24 septembre 1981, alors que le président de l'Assemblée nationale, M. Claude Vaillancourt, a été séquestré par un homme et une femme armés durant quelques heures.

Le 19 juin 1982, des actes de violence ont éclaté à l'Assemblée au cours d'une commission parlementaire portant sur la fusion de Baie-Comeau et de Haute-Rive.

Ces gestes ont entraîné une réflexion et des mesures de contrôle plus sévères. Mais au fil des mois, la vigilance s'est relâchée.

Lire, page A-2, MOULIN

Bilan tragique: 3 morts, 13 blessés



Quatre heures durant, le parlement a été littéralement assiégé par une armée de policiers, mitraillettes au poing.

par Michel TRUCHON

C'est le Parti québécois et le gouvernement de René Lévesque qui étaient directement visés par l'auteur du carnage d'hier matin qui s'attendait visiblement à surprendre l'Assemblée nationale en pleins travaux.

Au terme de plus de quatre heures de conversation avec le sergent d'armes René Jalbert et de pourparlers avec les spécialistes du Groupe d'intervention de la Sûreté du Québec, le militaire ayant abattu 16 personnes, en tuant trois, a accepté de se rendre à la police.

L'homme qui a fait irruption dans l'hôtel du gouvernement vers 9h40 hier matin a été identifié comme le caporal Denis Lortie, âgé de 22 ans, technicien en approvisionnements au Centre des communications d'urgence du gouvernement à Carp, en Ontario. Père de deux enfants, Lortie est domicilié à la base des forces armées d'Uplands. Il est originaire de Québec où demeure sa mère.

Le bilan du massacre, rendu public en fin d'après-midi, fait état de trois morts: M. Georges Boyer, âgé de 59 ans; M. Roger Lefrançois,

âgé de 57 ans et M. Camil Lepage, âgé de 54 ans.

Les observateurs s'accordent pour dire que l'intervention du sergent d'armes de l'Assemblée nationale, M. René Jalbert, dès les premières minutes de la tragédie, a

Lire, page A-2, HORREUR



Enfin libre, le sergent d'armes René Jalbert quitte le parlement.

Autre état de siège à Québec

Un tireur vise des passants et se barricade chez lui

page G-1



Des membres de l'escouade de la SQ cernant le tireur fou.

Tout sur la fusillade à l'Assemblée nationale

Les proches des victimes parlent

page A-3

M. René Jalbert, le héros du jour

page A-3

La sécurité ne sera guère accrue

page A-4

La progression des événements

pages A-6 et A-7

Incidences sur la visite papale

page A-11

L'éditorial de Jacques Dumais

page A-18

Onze pages de textes et de photos, A-1 à A-11



UPC

Le portrait du candidat John Munro
A lire, page A-12

Libye: Kadhafi échappe de nouveau à un attentat

(D'après AFP, AP et UPI) — Le colonel Kadhafi a échappé, hier, à une autre tentative d'assassinat menée par un commando qui, mitrailleurs à la main, a pénétré dans le complexe où il réside mais pour y être abattu par les hommes du leader de la révolution libyenne.

"Il a une chance extra-

ordinaire", a commenté un diplomate dans les heures qui ont suivi ce qui apparaît être une tentative de putsch. "Kadhafi s'en est apparemment tiré une fois de plus", a-t-il lancé.

Les autorités libyennes, qui exercent un contrôle sévère sur tout ce qui se dit et s'écrit dans les

média libyens, ont, toute la nuit dernière, tenté de minimiser l'attaque du commando, formé d'une quinzaine de personnes. Elles allaient jusqu'à soutenir que les gens qui avaient tiré des coups de feu dans la matinée avaient pris en otages des femmes et des enfants dans un immeuble avoisinant la ca-

serne Azizia où le colonel Kadhafi réside sous une tente et qu'ils avaient été abattus à la suite de leur refus de se rendre.

Mais les diplomates étrangers sont unanimes: le commando d'une quinzaine de personnes voulait abattre le leader libyen.

Lire, page A-2, KADAFI

L'URSS boycotte les Jeux de Los Angeles

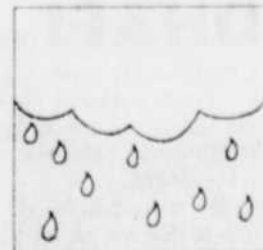
A lire, pages E-1 et E-4



SOMMAIRE

Annonces classées H-8 à H-14
Arts et spectacles F-5 à F-7
Bridge H-14
Carrières et professions G-2
Consommation D-1 à D-9
Décès H-15
Economie-finances F-1 à F-4
Editorial A-18
Feuilleton F-7
Horoscope H-14
Information régionale B-1 à B-6
Loterie A-2
Monde H-1 à H-7, H-14 à H-16
Mot mystère H-13
Mots croisés H-13
Où aller à Québec F-7
Page documentaire A-17
Patron H-14
Politique A-12 et A-13
Sport E-1 à E-20
Télévision F-6
Votre page A-19

MÉTÉO



Plutôt nuageux demain. Vents modérés. Maximum de 10 à 12. Minimum cette nuit près de 3.

Détails, page H-8



On connaît not' monde!

Recherchez nos prix exceptionnels en pages G-3, G-4, G-5

LA FUSILLADE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La télé des débats a tout enregistré

par Réjean LACOMBE

Au cours de l'intrusion du militaire Denis Lortie dans le Salon de l'Assemblée nationale, où siègent habituellement les députés, tous ses faits et gestes ont été filmés pendant une période qui varie entre 20 et 25 minutes par les préposés à la radio-télévision des débats.

Cet important document a été immédiatement saisi par la Sûreté du Québec. Il devrait servir de pièce à conviction. Le directeur de la radio-télévision des débats, M. Marcel Rheault, a indiqué au SOLEIL, qu'il ignorait à quel moment ce film lui sera rendu.

Quoi qu'il en soit, une des jeunes filles préposées à l'opération des caméras télévisées, dont le bureau est situé dans l'édifice Pamphile-Lemay voisin du Parlement, a raconté à la radio le film des événements pour le moins tragique.

A compter de 10h, hier matin, les membres de la commission parlementaire des institutions devaient se tenir au Salon de l'Assemblée nationale dans le but d'entendre le directeur général des élections, M. Pierre-F. Côté. Ces délibérations devaient être filmées.

Denis Lortie serait entré au Salon bleu, une dizaine de minutes avant que débutent les travaux de la commission parlementaire. A ce moment les fonctionnaires met-

taient la dernière main aux préparatifs entourant la séance de cette commission. Aucun député ou ministre se trouvait sur les lieux.

Les événements

Tout en voulant garder l'anonymat, la préposée à la caméra télévisée qui se trouve en face du siège du président de l'Assemblée nationale, a expliqué qu'elle ajustait sa caméra.

Au moment où elle agrandissait le champ d'action de sa caméra est alors apparu sur l'écran un individu revêtu d'un uniforme militaire qui faisait feu de tous côtés avec une mitraillette. "Il portait aussi à l'épaule un revolver", ajoute-t-elle.

C'est à ce moment que le sergent d'armes, M. René Jalbert, est entré en scène. "L'individu, de poursuivre la préposée à la caméra, s'est ensuite assis sur le siège réservé au président. Régulièrement, il faisait feu en direction de ma caméra sans parvenir à la toucher".

Elle a également rendu hommage à M. Jalbert qui grâce à son sang-froid, a réussi à calmer le militaire. "Il lui a donné la main, souligne-t-elle. Il lui a aussi fourni une cigarette tout en discutant avec lui".

Cette tragique séance s'est arrêtée là. L'édifice Pamphile-Lemay où l'on retrouve la bibliothèque nationale, a alors été évacué.

HORREUR

(Suite de la première page)

sans doute empêché le militaire déchaîné de continuer à faire feu sur tout ce qui bougeait.

S'identifiant lui-même comme un ancien militaire, M. Jalbert s'est avancé vers l'homme en tenue de commando qui avait pris place sur le siège du président de l'Assemblée nationale, lui a serré la main et lui a offert une cigarette. Après plusieurs minutes de conversation, les deux hommes sont descendus au bureau de M. Jalbert, au sous-sol de l'édifice de la bibliothèque. C'est à cet endroit que Lortie a été arrêté.

Le drame avait commencé peu avant 9h40 quand l'homme s'était présenté à la Citadelle, se rendant à la guérite principale où il a fait feu en direction d'un groupe de touristes, n'atteignant heureusement personne. Un militaire s'était lancé à ses trousses, mais Lortie avait sauté dans sa voiture et était parvenu à sortir du labyrinthe.

A 9h41 une voiture de la police de Québec est alertée par un message lui disant qu'un individu tirait sur tout le monde à la Citadelle. Partant de la rue Wolfe, le véhicule de patrouille arrivait sous la porte Saint-Louis quand l'opérateur lui signalait que le tireur était rentré au Parlement et que là encore il tirait sur tout le monde.

Les deux premiers policiers municipaux à entrer dans l'hôtel du gouvernement, les agents Yvon Barabé et Yves Crête, aperçoivent le spectacle de désolation: gens étendus sur le plancher du corridor, dont plusieurs étaient blessés. Ils demandent immédiatement des renforts et commencent à faire évacuer la section est du parlement.

De tous les coins de la ville, les voitures de patrouille et les ambulances arrivent à toute allure sur la colline parlementaire. Dès les premières minutes, il y aura une cinquantaine de policiers municipaux.

MOULIN

(Suite de la première page)

Le dernier épisode ultra-sécuritaire remonte aux grèves du secteur public en janvier 1983 alors que la colline parlementaire, occupée par la Sûreté du Québec jour et nuit, était transformée en forteresse au grand dam des journalistes et des personnes qui fréquentent l'édifice régulièrement.

Depuis l'hiver 1983, toutefois, on a pu constater un retour à la normale.

KADHAFI

(Suite de la première page)

Une organisation connue sous le nom de "Front national pour le salut de la Libye" a revendiqué, depuis Washington, l'attaque lancée contre la caserne.

Selon le porte-parole de ce groupe, qui a déclaré se nommer Abou Anas, des forces à l'intérieur de la caserne se seraient même jointes aux membres du commando, lors de l'attaque.

Un autre membre de cette organisation a fait savoir à Londres que le FNSL avait reçu des informations en provenance de Tripoli selon lesquelles les membres du commando "ont malheureusement manqué de munitions et ont été tués".

"Les événements de ces deux derniers jours sont le début de la campagne militaire du front en Libye", a spécifié le correspondant anonyme.

Le FNSL a été créé à Khartoum en octobre 1981. Sa formation a été

auxquels viendront se joindre les agents de la Sûreté du Québec.

Les secours s'organisent rapidement. Les personnes les plus touchées sont immédiatement transportées pendant qu'on s'occupe de conduire en sûreté et de prodiguer les premiers soins aux autres.

Une des personnes tuées l'a été dans le hall d'entrée, non loin du bureau où la réceptionniste Jacinthe Richard a été gravement blessée d'une balle au dos. Les deux autres morts se trouvent dans l'antichambre du Salon bleu.

Le tireur avait laissé sa voiture, un véhicule de location, juste à côté de la statue de Maurice Duplessis sur la Grande-Allée. Il était entré par une porte secondaire, suivant le corridor pour se rendre dans le hall. Il a commencé à faire feu dès son entrée dans le parlement.

"Où sont les députés? Je veux les tuer!" crie l'homme en tenue de commando, armé d'un pistolet-mitrailleur de calibre 9 mm. Un témoin raconte qu'en se dirigeant vers le Salon bleu, il lui arrivera de ramper sur le plancher, après avoir fait feu.

Toute la scène dans la salle de l'Assemblée nationale a été enregistrée sur bande vidéo par une préposée à une caméra automatique. Deux autres cameramen chargés de préparer les appareils pour les délibérations de la matinée ont été blessés par les balles. La bande vidéo a été immédiatement saisie et remise à la Sûreté du Québec comme pièce à conviction.

Après l'évacuation des victimes, la Sûreté du Québec prit la direction des opérations, élargissant de minute en minute un périmètre de sécurité pour éviter que les curieux ne soient blessés. La rumeur voulait en effet que le tireur se promène dans les corridors et l'on craignait qu'il ne fasse feu à travers les fenêtres.

Cette fois, le choc ressenti hier risque de favoriser un retour aux mesures sévères. Plusieurs députés réclamaient déjà hier durant le siège de l'édifice qu'on revise les mesures de sécurité. Le ministre des Communications, M. Jean-François Bertrand, ex-leader du gouvernement, a conclu quant à lui qu'il faudrait revoir toutes les notions de sécurité entourant l'Assemblée nationale.

annoncée dans la capitale soudanaise le 7 octobre 1981 par l'ancien ambassadeur de Libye à New Delhi et ancien président de la Cour des comptes libyenne, M. Mohammed Youssef el-Maghariaf. Le mouvement comprend, selon ce dernier, un bon nombre d'anciens responsables libyens — membres du Conseil de commandement révolutionnaire, ministres, diplomates, officiers, etc.

L'agence d'informations officielles de la Libye, Jana, a diffusé plusieurs informations contradictoires à ce propos.

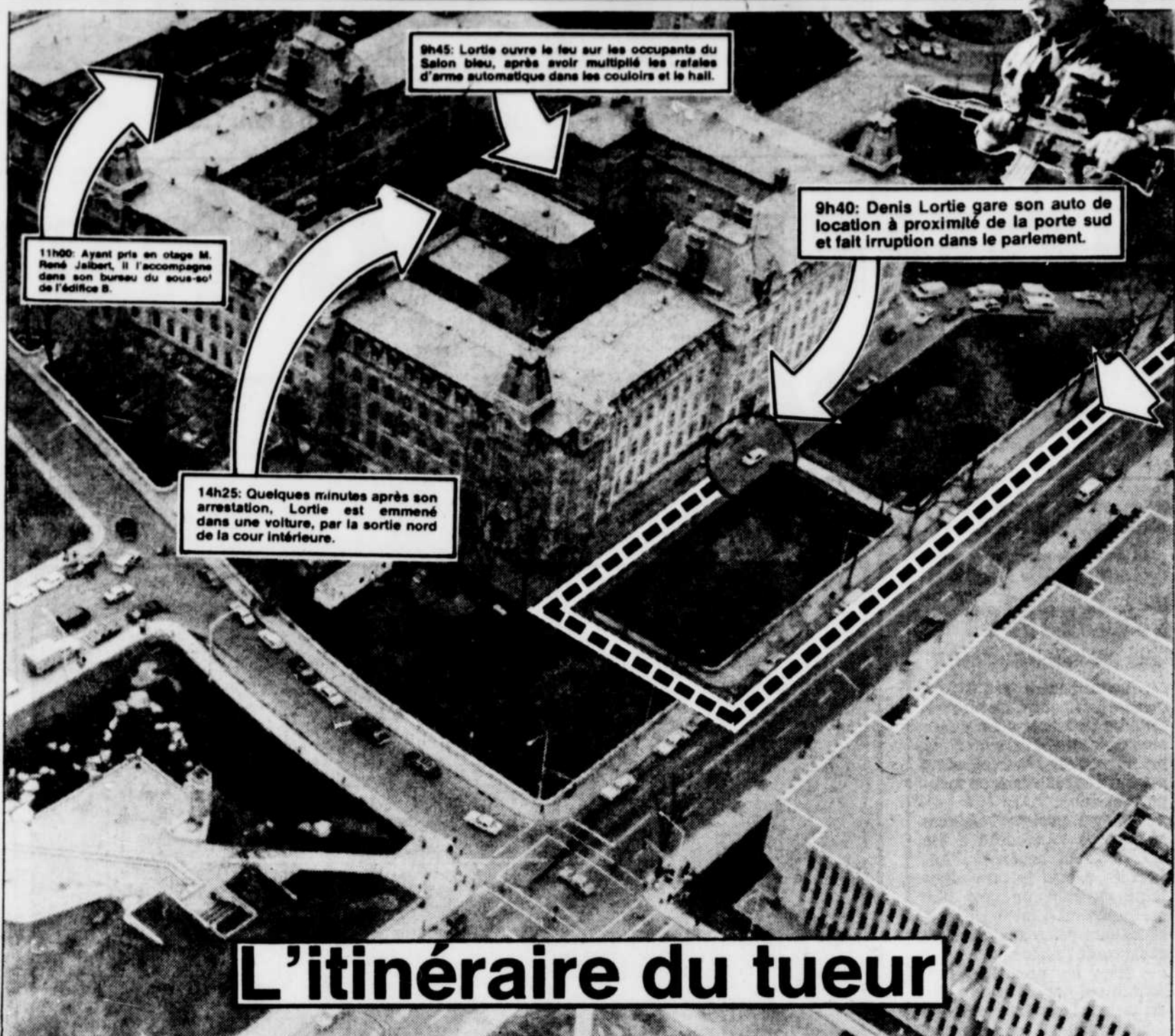
LA QUOTIDIENNE

(tirage du mardi 8 mai 1984)

4-6-5

1-3-2-6

Informations: 643-8990



L'itinéraire du tueur

Collaboration spéciale, Photo Ray

au trente et un

polo de ralph lauren

le blouson en toile de coton

un choix judicieux en ce qui a trait à vos moments de loisirs, c'est le blouson en toile de coton... parce que le coton est facile à porter, se prête bien à tous vos mouvements et qu'il respire facilement par grandes chaleurs. celui-ci comporte un fermoir pleine longueur, taille et poignets extensibles, envers du col et intérieur du capuchon amovible de couleur contrastante: vert, royal ou blanc. p.m.g. 85.00

au trente et un

achat spécial

le complet poids-plume 259.⁹⁵

la légèreté, rien n'est plus important quand il s'agit d'acheter un complet pour la saison chaude. optez donc pour la finesse d'un mélange polyester et coton, souple, facile d'entretien. choisissez notre complet poids-plume... épaules soulignées par une ligne très naturelle, revers à crans ouverts, poches à rabat, kaki, sable ou marine. 36 à 46 incluant quelques modèles courts et longs.

la maison
Simons
place ste-foy, place de l'hôtel de ville, les galeries de la capitale

LA FUSILLADE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Calme, Jalbert apaise Lortie

par Réjean LACOMBE

Ironie du sort, le héros des événements tragiques d'hier, celui qui a réussi à calmer et à négocier avec le jeune militaire Denis Lortie et qui lui a servi d'otage, M. René Jalbert, est un militaire de carrière.

Toutes les personnes qui ont été directement ou indirectement touchées par la tragique fusillade d'hier à l'Assemblée nationale ont été unanimes à louer le courage et le sang-froid du sergent d'armes de l'Assemblée nationale.

Agé de 63 ans, M. Jalbert occupe le poste de sergent d'armes à l'Assemblée nationale depuis 1974. Il est responsable du service de protection, de la sécurité dans le parlement et les édifices Pamphile-Lemay et Honoré-Mercier. Il est également responsable du service de messagerie et des pages de l'Assemblée nationale.

De par ses fonctions, c'est lui qui est chargé de transporter la masse, symbole de l'autorité, à chaque ouverture des travaux de l'Assemblée nationale.

C'est en 1969 que M. Jalbert quittait les Forces armées du Canada pour entrer au service du gouvernement du Québec à titre de chef de cabinet du délégué général du Québec à New York. Il a occupé cette fonction pendant deux ans. De 1971 à 1974, il devenait chef du protocole adjoint au ministre des Affaires intergouvernementales.

M. Jalbert qui est marié et père de deux enfants a servi dans les Forces armées canadiennes pendant 27 ans. Il s'est enrôlé en 1942.

Avant de quitter l'armée en 1969, M. Jalbert commandait le Centre de recrutement des Forces canadiennes pour l'Est du Québec. Il possédait le grade de major.

Il a également servi l'Armée canadienne en Indochine, à Chypre et en Allemagne. Au cours de sa carrière, il a visité une trentaine de pays.

Du sang-froid

Selon la version des personnes qui ont été impliquées dans ces événements d'hier, M. Jalbert a manifesté beaucoup de sang-froid. Il se serait présenté au Salon de l'Assemblée nationale lorsque le jeune militaire Lortie faisait feu dans toutes les directions avec sa mitrailleuse.

Le président de l'Assemblée nationale, M. Richard Guay, a indiqué que le sergent d'armes avait interpellé Denis Lortie en lui disant: "Tu es militaire. Moi aussi j'en suis un." Quelques fonctionnaires qui se trouvaient sous les pupitres de député ont éprouvé un sursaut de soulagement en entendant l'intervention de M. Jalbert.

Les négociations entre Lortie et le sergent d'armes ont alors immédiatement débuté. M. Jalbert a alors invité le jeune militaire à le suivre dans son bureau de l'Assemblée nationale où les négociations se sont alors poursuivies.

Au terme des événements d'hier, M. Jalbert a pris place dans une voiture de la police.



Mme Louise Sunderland-Boyer: "Tout le monde respectait mon mari. On disait que c'était le meilleur page de l'Assemblée nationale."

"Georges, c'était le meilleur page"

par Louise LEMIEUX

Louise Sunderland Boyer a perdu son mari, hier, dans la fusillade de l'Assemblée nationale. Pourtant, hier soir, entourée de sa famille, elle n'avait pas envie de pleurer. Elle voulait parler, parler, encore parler de son Georges, même à une journaliste. "Ça me fait du bien, dit-elle. Tout le monde respectait mon mari. On disait que c'était le meilleur page de l'Assemblée nationale", déclare-t-elle, fière.

Georges Boyer, âgé de 61 ans, était en train de préparer la salle où devait siéger une commission parlementaire hier matin. Un homme vêtu d'un costume de soldat est entré, l'a mitraillé dans les jambes. Georges Boyer est mort dans l'ambulance, probablement d'une crise cardiaque. "Il avait deux gros trous dans les cuisses. Le sang, le sang, c'est pas possible", murmure Mme Boyer, qui a tenu à identifier son mari à la morgue.

Coiffeuse à l'Assemblée nationale, Louise Boyer, âgée de 50 ans, prenait son petit déjeuner au restaurant Le Parlementaire lorsque la fusillade a commencé. Elle a entendu un, puis trois coups de feu. Elle a tout de suite senti que quelque chose était arrivé à son mari.

"Pourtant, je lui ai suggéré ce matin de rester à la maison. Il avait mal partout à la suite de sa pratique de balle de samedi dernier", se rappelle Mme Boyer.

Mais Georges Boyer est un homme de devoir, discipliné, méthodique. Il ne manque pas le travail sans raison. Policier militaire durant 21 ans, puis chef de la sécurité à Place Québec, M. Boyer était employé occasionnel à l'Assemblée nationale depuis quatre ans. Il songeait à prendre sa retraite à la fin de la session.

Il était aussi très critique face au manque de sécurité à l'Assemblée nationale. "Il va arriver un malheur un jour", prédisait-il souvent à sa femme, en songeant aux nombreuses alertes à la bombe, aux quelques prises d'otages.

Un couple uni

"Comme je vous aime, bébé", disait souvent Georges Boyer à sa femme. Mariés depuis 10 ans,



Georges Boyer, 61 ans, a perdu la vie dans la fusillade.



M. Victorin Laurin, directeur général de l'Hôtel-Dieu.

Service d'urgence vite préparé à l'Hôtel-Dieu

par Louise LEMIEUX

C'est à l'Hôtel-Dieu de Québec que sont arrivées 12 des 16 personnes évacuées du parlement.

"Nous étions en réunion, lorsque nous avons appris la nouvelle de la fusillade. On nous a demandé de nous préparer en conséquence", explique calmement le directeur de cet hôpital, M. Victorin Laurin. Son bureau est envahi par les journalistes, les photographes, les cameramen.

Ça fait 27 ans que je travaille en milieu hospitalier, jamais je n'ai vécu un événement semblable", déclare le directeur.

En moins de 15 minutes, le personnel de la salle d'urgence est doublé grâce à l'équipe volante de l'hôpital. Le programme chirurgical de la journée est remis au lendemain, les trois salles de chirurgie sont à la disposition des huit blessés de l'Assemblée nationale. Un ratio d'un médecin par malade, spécifie le directeur Laurin.

Des 12 personnes hospitalisées à l'Hôtel-Dieu, deux sont mortes, M. Camille Lepage, un messageur, de 67 ans, et M. Georges Boyer, un page de 61 ans. Le premier est mort d'une balle dans la tête, le second d'une crise cardiaque. Il avait reçu une rafale de balles dans les jambes.

Six autres personnes ont été traitées à l'Hôtel-Dieu, puis ont été libérées. Quatre personnes ont été opérées, hier après-midi, dont Mme Jacynte Richard, préposée à l'accueil, qui avait été déclarée morte au cours de la journée. Elle a reçu une balle à la poitrine.

Michel Rhéaume et Réjean Dionne, tous

deux employés de la radiotélédiffusion des débats) de même que Gilles Coulombe, un employé du bureau du directeur général des élections ont subi des opérations.

La vie des quatre opérés n'est pas en danger, a assuré le directeur de l'hôpital.

L'hôpital avait mis un salon, à la disposition des familles des blessés. Et mis à part un travail de soudure au sous-sol qu'on a pris pour un début d'incendie, la journée d'hier s'est déroulée calmement pour le reste des patients de l'hôpital.

Enfant-Jésus et Saint-Sacrement

C'est à l'hôpital de l'Enfant-Jésus qu'est morte la troisième victime de la fusillade, M. Roger Lefrançois, âgé de 57 ans. D'après le directeur des services professionnels de l'hôpital, le Dr Gilles Lagacé, M. Lefrançois était mort en arrivant à l'hôpital. Il avait reçu des balles au niveau thoracique. L'hôpital a soigné deux autres victimes qui ont pu rentrer chez elles en fin de journée.

Un blessé par balle et deux victimes de choc nerveux ont été acheminés à l'hôpital du Saint-Sacrement. Ils n'ont pas été hospitalisés.

ROBERT DROUYN
ARPEUR - GÉOMÈTRE
URBANISTE - CONSEIL

Veillez prendre note que le bureau de Robert Drouyn arpenteur-géomètre et urbaniste-conseil est maintenant situé à:

**5275, DE GAULLE
CHARLESBOURG, P.Q.
G1H 4J3
TEL.: 628-7639**

N.B.: L'annonce publiée dans l'édition du 5 mai 1984 à la page A-3 ne doit pas porter à confusion avec Maurice Drouyn, arpenteur-géomètre et urbaniste-conseil, du 6031, boul. Henri-Bourassa, âgé de 79 ans. Il s'agissait de Robert Drouyn arpenteur-géomètre et urbaniste-conseil opérant maintenant son bureau d'affaires à l'adresse ci-haut mentionnée.



Louise et Georges Boyer formaient un couple uni. "Encore hier, il me disait: 'On est heureux ensemble, hein bébé', rappelle Louise Boyer. Elle ne pleure pas. Mais elle fume trop. Le cendrier déborde.

La rivière Saint-Charles qui coule sous la fenêtre du salon était leur mer Méditerranée. Ils ne sentaient plus le besoin de passer deux semaines en Floride, l'hiver.

Le téléphone sonne sans cesse. La cérémonie funéraire à organiser, une robe à faire raccourcir chez la couturière, les condoléances des voisins, les journalistes à renseigner. Louise Boyer veut voir à tout elle-même.

C'est une femme énergique, optimiste, profondément religieuse, toujours prête à aider les autres, disent d'elle sa mère et sa soeur. "Comme je la connais, elle va avoir une grosse réaction, mais elle s'en sortira, prédit sa soeur Dorothee. Vous savez, on s'imaginerait toujours que ces choses-là n'arrivent qu'aux autres. Nous vivons un mauvais rêve", poursuit-elle.

Louise Boyer continue, elle, de parler de son mari. "Il me disait: 'Bébé, je vais mourir avant vous. Sans vous, je serais un légume'. Pauvre Georges!". De mère anglaise, M. Boyer avait gardé l'habitude de vouvoyer les gens.

La famille n'a pourtant pas de désir de vengeance contre Denis Lortie, le présumé agresseur de l'Assemblée nationale. "Sa mort ne me redonnerait pas Georges, après tout", constate tristement Mme Boyer. "Je trouve plutôt qu'il fait pitié." Tout ce qu'elle voudrait, c'est de parler à Denis Lortie et lui demander pourquoi tout ce gâchis...

Lise Dallaire, l'épouse de Paul Warren, a elle aussi été hospitalisée quelques heures à l'Hôtel-Dieu, victime d'un choc nerveux. Elle fait partie du bureau du directeur général des élections (DGE), venu hier matin défendre ses crédits en commission parlementaire.

"Ma femme est arrivée face à face avec le gars, raconte M. Warren. Elle a pensé que sa mitrailleuse était un jouet. Elle s'est réfugiée sous une table et la fusillade a commencé."

Un membre de l'équipe a été tué, Roger Lefrançois, âgé de 57 ans. Cinq autres ont été blessés, dont un a dû être opéré.

Hier matin, Jean-Olivier Blanchette se rendait tout bonnement rencontrer le député de Gaspé à l'Assemblée nationale. Mal lui en prit. Il a été victime d'un choc nerveux et témoin de la fusillade.

Il s'est retrouvé au beau milieu d'un groupe d'enfants venus visiter leur parlement, en face d'un soldat mitraillette au poing.

"J'avais entendu des rafales de balles, mais je croyais que c'étaient des menuisiers qui travaillaient", explique M. Blanchette.

Il n'a pas longtemps confondu marteau et mitrailleuse.

"Le gars s'est mis à tirer. Le prof et moi, on a fait coucher les élèves par terre."

Une balle lui a frôlé les tempes. "J'ai entendu 'zomm', puis j'ai vu un trou gros comme ça dans le mur, explique M. Blanchette. Heureusement que j'ai les cheveux épais", lance M. Blanchette.

Le soldat, de petite taille — à peine 5 pieds 7 pouces — aurait déclaré à M. Blanchette: "J'en ai une gang à tuer au deuxième et au troisième étage".

M. Blanchette s'en est tiré avec une peur bleue et une pilule supplémentaire de nitroglycérine à avaler.

Pour la FÊTE des MÈRES

Nous vous proposons un menu préparé avec amour, des plats servis avec attention et... à prix modiques!

Table d'hôte disponible à partir de 7,50\$

Reservations:
527-1225 527-1951

chez camille

1384, Chemin Ste-Foy, Québec

Spécial Bonne Fête maman

Laissez maman prendre plaisir à sa fête! Emmenez-la au Kyoto le dimanche 13 mai, parce que nul autre restaurant ne peut célébrer mieux que le Kyoto.

Pour chacune des mamans, un cadeau spécial, plus une fleur fraîche.

Appelez dès aujourd'hui pour réserver.

Horaires du "Jour de la Fête des Mères": 15h à 12 heures.

Reservations recommandées.

Kyoto

GRILLES À LA JAPONAISE, 508, Grande-Allee est, Québec 29-6141

ABRI FISCAL
Immeubles Classe 31

Votre Revenu	Impôt payé Actuellement	Impôt payé si vous avez un abri fiscal
30 000\$	6 986\$	0 à 2 924\$
35 000\$	9 292\$	0 à 4 856\$
45 000\$	14 761\$	0 à 7 490\$
55 000\$	18 515\$	0 à 12 154\$
65 000\$	25 158\$	0 à 19 606\$

Comme vous le constatez, il est très important aujourd'hui de connaître les lois et plus particulièrement celles qui vous permettraient de conserver pour vous la rémunération si durement acquise.

Si vous possédez une bonne réputation de crédit, aucun comptant n'est nécessaire. Nous faisons modifier vos déductions à la source et vous pourrez ainsi profiter immédiatement de votre retour d'impôt. De plus, vous pouvez obtenir les services d'un administrateur de votre choix, qui verra à faire l'administration de vos immeubles.

Le taux de logements vacants dans tous les groupes (copropriété indivise) actuellement formé est nul (0.05), ce qui ne peut que démontrer la qualité de nos dossiers et l'attention particulière que nous portons à nos clients.

AGISSEZ MAINTENANT

Ce privilège, à l'encontre de la croyance populaire, n'est pas réservé exclusivement aux riches.

"Le monopole Immobilier n'est pas seulement le seul monopole mais le plus grand, le plus perpétuel et le père de tous les monopoles". Winston Churchill

GUY PARÉ & ASSOCIÉS INC.

(418) 681-7757
(514) 848-9175

Courtage Immobilier - Fiscalité Immobilière

* Ces montants peuvent varier selon votre investissement et vos déductions actuelles.

Heures d'affaires: Lundi au Vendredi 9h30 à midi - 1h30 à 17h - 18h30 à 21h.

VOTRE CHOIX D'AUBAINES

LA RENCONTRE DES FORMES ET DES COULEURS

Collection à rabais en magasin.

Profitez-en!

AMISCO

15 couleurs disponibles

DESIGN 2000

CHOISIT POUR VOUS...

VOTRE REVE À PRIX RAISONNABLE EN MELAMINE

Mobilier de chambre non représenté à partir de \$650 (matelas et boîte en sus)

\$895

complet (matelas en sus)

Mobilier de salon modulaire 5 pièces. Tissu velours 100% nylon.

\$695

LIVRAISON INCLUSE

LE PLUS BEAU CHOIX EN VILLE

Ameublement complet

Mobilier de salon de 3 pièces à manger et mobilier de chambre (non représentés)

\$1 449

Stationnement sur le côté - 3 étages de meubles

355, Marie-de-l'Incarnation, Québec

681-6054

LES AMEUBLEMENTS GAUDET ET FRÈRES INC.

LA FUSILLADE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Pantorama

JEANS

JORDACHE®

29⁹⁹\$

Valide jusqu'au 12 mai '84

ROBERTO
JEANS
POUR ENFANTS
A 20%
DE RÉDUCTION
DU PRIX RÉGULIER

NOS VÊTEMENTS
PRINTANIERES
• BLOUSES • CHEMISES
• T-SHIRTS • COTON OUAÏE

20% DE RABAIS
(du prix régulier)

Galeries de la Capitale - Galeries Canadienne -
Galeries Charlesbourg - Place Québec - Galeries Chagnon -
Place Ste-Foy - Mail Centre-ville - Place Fleur de Lys

Pour Guay,
pas d'action
précipitée

par Michel DAVID

Malgré la tragédie survenue, hier, le président Richard Guay n'a pas voulu s'engager à renforcer de façon radicale les mesures de sécurité à l'Assemblée nationale.

Même s'ils témoignent de "la fragilité de notre système démocratique", M. Guay a d'ailleurs fait preuve d'un certain fatalisme à la suite des incidents d'hier, qui ne pouvaient, selon lui, être évités, à moins de transformer l'Assemblée nationale en "camp retranché".

"Si l'on veut un parlement le moins ouvert à la population, il est évident qu'il y a des mesures qu'on ne prend pas, a expliqué M. Guay. Bien sûr, on

peut penser à un parlement mieux protégé, mais je ne pense pas que la population souhaite qu'il ait l'air d'un camp retranché où se réuniraient les députés."

"L'Assemblée nationale est celle de tous les députés québécois, a-t-il poursuivi, elle se réunit publiquement, et ce n'est pas parce qu'une personne — une seule — souffrant visiblement de troubles mentaux, entre avec une mallette et tire à bout portant que la sécurité est compromise pour autant." Il s'agissait, selon lui, d'un cas "hypermarginal" qui ne pouvait être prévu.

M. Guay a indiqué qu'un "bilan" des événements d'hier serait

dressé et que la nature de la sécurité à l'Assemblée nationale serait réévaluée, en gardant cependant à l'esprit que le parlement doit demeurer accessible à la population.

C'est ainsi que M. Guay n'a pas voulu s'engager à recommander que l'Assemblée nationale soit à l'avenir protégée par des gardes armés, alors que les accès à l'hôtel du parlement sont actuellement surveillés par un "service d'accueil" absolument incapable de faire face à une situation comme celle d'hier.

Selon lui, le rythme des événements démontre d'ailleurs qu'il s'agissait d'un "plan conçu à l'avance, pré-

médité et froidement exécuté" par un homme armé jusqu'aux dents qu'aucun agent de sécurité, armé ou non, n'aurait pu arrêter. Il a cependant indiqué qu'à l'occasion des travaux de réfection du parlement, des éléments de sécurité électronique seraient progressivement mis en place.

Le président de l'Assemblée nationale a tenu à souligner "le courage, la présence d'esprit et le sang-froid" du sergent d'armes René Jalbert. Il a également annoncé que le drapeau qui flotte au-dessus du parlement sera mis en berne jusqu'aux funérailles des victimes, dont les frais seront pris en charge par l'Assemblée nationale.

L'an passé, le syndicat des
constables s'était plaint de ne
pouvoir faire face aux urgences

par Ghislaine RHEAULT

Les mesures de sécurité à l'Assemblée nationale sont un des sujets de litige qui, depuis plusieurs mois, ont provoqué des affrontements entre le Syndicat des constables spéciaux et la

direction de l'Assemblée nationale.

Au cours d'une conférence de presse l'année dernière, le syndicat s'était plaint de n'avoir "qu'une paire de menottes, une hache et une paire de "rubbers" pour faire face aux situations d'urgence à l'Assemblée nationale. Il évoquait alors la prise d'otage dont avait été victime le président de l'Assemblée nationale, M. Claude Vaillancourt, de même que l'incendie qui s'était déclaré au parlement quelques mois auparavant.

Depuis le 1er avril, les agents de sécurité ne relèvent plus de l'Assemblée nationale mais du ministère de la Justice par décision du bureau de l'Assemblée nationale. Ils ne sont plus que 55 au lieu de 70.

On se souviendra que l'année dernière, le président de l'Assemblée, M. Richard Guay, insatisfait de l'accueil que recevait le public de la part des

agents membres du Syndicat des constables spéciaux, songait à réduire le nombre de ces employés. Il avait déclaré, au cours d'une entrevue au SOLEIL, qu'on avait besoin d'avantage de gardiennage à l'Assemblée nationale de services de sécurité. Il voulait alors réduire d'un tiers le nombre d'agents de sécurité et confier les services de gardiennage à l'entreprise privée, tout en améliorant les services d'accueil.

Il estimait alors qu'on pourrait économiser \$700,000 par an sur un budget de \$1.9 million consacrés aux agents de la paix en poste à l'Assemblée nationale.

De leur côté, les agents réclamaient au contraire qu'on renforce l'aspect sécuritaire de leur travail. Ils voulaient porter chacun une paire de menottes, avoir accès à des réserves de gaz, à des masques à gaz, des casques et des bâtons antiémeute, des

couvertures antibombes, des bâtons de patrouille, des alarmes portatives, une trousse de premiers soins, des lampes de poche.

Réduction de postes

Depuis le 1er avril, la responsabilité du corps des gardiens du parlement de même qu'une grande partie des agents du ministère des Travaux publics ont été transférés sous l'autorité du ministère de la Justice, qui les affecte selon les besoins.

Cette entente entre le ministère de la Justice et l'Assemblée nationale vaut pour un an. Elle est renouvelable d'année en année.

Entre-temps, un rapport sur les services de sécurité à l'Assemblée nationale réalisé par la vice-présidente était attendu sous peu. Mais on peut songer qu'à la lumière des événements qu'on a connus hier, c'est à un durcissement des mesures et à un contrôle resserré de l'accès qu'il faut s'attendre.

LE CHEVROLET S-10 L'EMPORTE
SUR LA CONCURRENCE...

PRIX POUR PRIX! COUP SUR COUP!

À PARTIR DE **7 209\$***

CHEVROLET S-10:
LE PLUS BAS PRIX
DES CAMIONS À V6.

Ni Ford, ni Dodge, ni même les
importés comme Toyota, Nissan
ou Mazda ne peuvent nous battre!

PUISSANT V6 STANDARD:

Aucun des pick-ups nouvelle
grandeur de Ford, Nissan, Toyota,
Mazda ou Dodge n'a le robuste V6
standard du Chevrolet S-10.

PLUS D'ESPACE AUX JAMBES:

42.5 po. Aucun pick-up nouvelle grandeur
à cabine ordinaire ne vous en donne plus.

DE LA PLACE
POUR 3:

Plus d'espace pour la tête
que dans les modèles
importés.

V6 OU 4-CYL.
À ESSENCE:

Sans supplément

COTE
DE CONSOMMATION
EXCEPTIONNELLE:

Cote comparative 7 L/100 km
(40 mi/gal), avec moteur 4 cyl. de
1.9 L et boîte manuelle à 5 vitesses
livrables**

LE PLUS LONG EMPATTEMENT
DISPONIBLE:

117.9 po. Le pick-up Chevrolet S-10 vous
donne le plus de confort de roulement.

LA PLUS LONGUE CAISSE
DE PICK-UP LIVRABLE:

89 po. Pour les charges les
plus longues.

CHARGE UTILE POUVANT
ATTEINDRE 1 625 LB:

Le Chevrolet S-10 peut transporter
une charge plus lourde que bien des
grands camions standard.

TOLÉRIE À DOUBLE
PAROI:

Le Chevrolet S-10 est
doublement solide.

5 000 LB DE
CAPACITÉ DE
REMORQUAGE:

Avec l'équipement
approprié.

EXTRAORDINAIRE
SYSTÈME INSTA-TRAC 4x4:

Passez de 2 à 4 roues motrices en
rapport élevé et inversement, sans
vous arrêter et à n'importe quelle
vitesse. Livrable dans le S-10.
SUSPENSION AVANT
À ROUES
INDÉPENDANTES:

Pour rouler en douceur sur les
pires routes.

*Prix de détail
suggéré pour le
Chevrolet S-10 à
V6 ou 4 cyl.
avec équipe-
ment standard.
Certains équipe-
ments repré-
sentés sont
livrables contre
supplément.
Transport en
sus. Le conces-
sionnaire peut
vendre moins
cher.

** Basé sur les
méthodes
d'évaluation de
Transport
Canada.

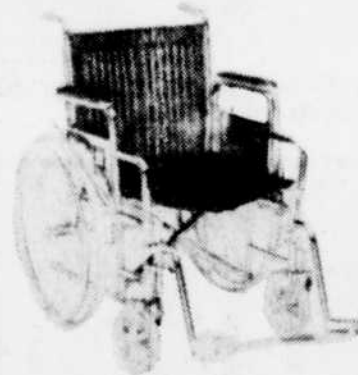
Toutes les
comparaisons
excluent
les autres
véhicules GM.

GM 75 ANS

PASSEZ À L'ACTION AVEC LES CAMIONS CHEVROLET.

Chevrolet

VENTE - LOCATION



- chaises roulantes
- béquilles
- marchettes
- cannes
- lits d'hôpitaux
- etc.

Laboratoire

Prothèses Orthèses Savard Inc.

2305, BOUL. HAMEL OUEST

QUÉBEC, QUE.

TEL.: 681-6381/82

PROMOTION
SPÉCIALE
D'OUVERTURE

MENU DE LA FÊTE DES MÈRES

10.50\$
MOUSSE DE FOIE DE VOLAILLE
PETITE MARMITE QUÉBÉCOISE
FEUILLETÉ D'ESCARGOTS EN COFFRET
BROCHETTE DE POULET
OU
CONTREFILET RÔTI AU JUS
BOUQUETIÈRE DE LÉGUMES
RIZ CRÉOLE
POMMES PÉRILLÉES
CRÈME CARAMEL À L'ORANGE
THÉ - CAFÉ - INFUSIONS

Table d'hôte
à partir de 4,25\$Maintenant ouvert les
samedi et dimanche
à compter de midiUn nouveau rendez-vous
gastronomique
à Québec

MENU DE LA FÊTE DES MÈRES

14.50\$
MELON AU PORTO
CRÈME ARGENTUIL
QUENELLES DE CROÛTE SAUCE
NANTUA
FILET DE DORÉ AU VINAIGRE DE
FRAMBOISE
OU
PICCATO DE VEAU AU MADÈRE
BOEUF EN CROÛTE BOUQUETIÈRE
SALADE PANACHÉE
SORBET AUX 3 PARFUMS
THÉ - CAFÉ - INFUSIONS

restaurant
CARTIER
1534^{av.}

980, rue Cartier,
QuébecRÉSERVATIONS:
522-7732

LA FUSILLADE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Déterminé à détruire le PQ

par
Michel TRUCHON

En se présentant, hier matin, à l'hôtel du Parlement armé de deux mitraillettes de 9mm et d'un pistolet de même calibre, le caporal Denis Lortie était déterminé à détruire le Parti québécois et à mettre fin à ses jours.

"Le gouvernement va être détruit parce que le PQ et René Lévesque font beaucoup de tort aux francophones...", dit-il dans le message enregistré sur cassette qu'il est allé porter quelques minutes avant le carnage au poste CJRP.

Les sanglots dans la

voix, hésitant à plusieurs reprises, Denis Lortie explique qu'il veut s'attaquer à ce gouvernement qui a fait beaucoup de mal depuis qu'il est au pouvoir, pas pour lui, mais pour le monde à venir qui parle le français.

Selon lui, la politique péquiste a fait en sorte que les autres

habitants du pays considèrent les Québécois comme des gens stupides.

"Personne ne va pouvoir m'arrêter, ni la police, ni l'armée. Après cette destruction, je me détruirai moi-même. Ça me regarde..."

Le jeune militaire ajoute qu'il aurait pu

s'attaquer à quelque chose de plus puissant, comme le Parti libéral ou les conservateurs à Ottawa, mais que ce ne sont pas eux qui ont fait tort aux Québécois. "Ma langue est au Québec mais je ne veux pas qu'on la détruise..."

Il précise que cela l'insulte de voir des

gens se faire marcher sur la tête par des stupides et des incompetents.

"Ça va peut-être faire du mal à plusieurs, mais pour faire quelque chose de bon, il faut détruire...", dit-il, avant de préciser que ce qu'il faisait venait de son cerveau. Il ajoute qu'il ne veut pas que l'on jette le blâme sur les Forces armées. "Je me sers de ma tête comme je le pense."

Disant que les armes sont faites pour tirer, il précise que ceux qu'il va abattre ont fait beaucoup de mal. "La politique est une vraie

bouffonnerie...", dit-il quelques instants avant d'ajouter que le Parti québécois est pire que le Parti communiste.

"Lévesque veut former un Québec indépendant, mais il ne réussira pas. Je vais le détruire avant..."

Dans son message enregistré lundi, selon toute vraisemblance sur un petit magnétophone, dans une voiture, Denis Lortie précise que vers 10h ou 11h, mardi, le Parti

québécois n'existera plus.

"J'aurais pu le détruire avant, avec quelque chose de beaucoup plus puissant, car ça n'aurait pas été difficile pour moi de l'avoir. Mais j'attendais l'occasion propice et je l'ai pré-sentement..."

Disant qu'avec la politique péquiste, le monde se réveille, il précise: "Avant

qu'il ne soit trop tard, je vais vous arranger ça..."

"Je vais tout tuer ce qui est sur mon chemin au Parlement", dit-il.

Lortie demande aux gens de penser avec leur tête avant de le juger. "Mais ça ne me dérangera pas parce que je vais être mort."

A 9h20, il voulait voir André Arthur

par
Michel TRUCHON

Décrit par un de ses ex-voisins comme "l'image même du bon gars", le caporal Denis Lortie, de la base militaire de Carp près d'Ottawa, s'est présenté vers 9h20 hier matin au poste de radio CJRP sur le boulevard Laurier pour remettre une enveloppe à l'animateur André Arthur.

"J'étais en ondes et c'est une journaliste qui lui a parlé...", raconte Arthur.

Le visiteur, vêtu d'un treillis de commando, paraissait très calme et parlait de façon cohérente. Refusant d'attendre dans l'antichambre, il rencontre la journaliste sur le pas de la porte. "Pour vous, mon nom c'est Monsieur D.", lui dit-il en lui remettant l'enveloppe.

Intrigué, André Arthur quitte son studio pour voir disparaître l'homme. "C'était un gars d'environ 33 ou 35 ans, vêtu d'un uniforme de commando. J'ai pensé que cela pouvait être un messager de l'armée. Ce

qui m'a frappé, c'est le poignard qu'il portait à la jambe droite et ses bottes impeccables cirées. Il est monté dans une voiture blanche garée à reculons et en y repensant, j'ai remarqué qu'elle portait l'écusson d'un garage de l'extérieur..."

L'enveloppe qu'on lui remet porte la mention "A ne pas ouvrir avant 10h", le nom de D. Lortie, un numéro d'assurance sociale ainsi que l'inscription "La vie d'un homme" suivie de gribouillages ressemblant à ceux d'un enfant de maternelle.

L'animateur appelé par son travail demande qu'on écoute le contenu de la bande. Quand on constate qu'elle comporte des menaces à l'endroit du gouvernement, on décide de prévenir la police. Comme CJRP est sur le territoire de Sillery, ce sont les policiers de cette ville qui sont appelés. Entretemps, les choses se précipitent au parlement et en fin de compte c'est la police de Québec qui prendra livraison de la bande.

Les techniciens, dans les instants qui suivront, auront le temps de faire une copie d'une partie de l'enregistrement: 12 minutes d'une cassette qui semblait en contenir 45.

Devant la gravité des choses, les policiers communiquent avec André Arthur et lui demandent de ne pas diffuser le message, soutenant que son contenu pouvait devenir objet de négociation.

A 14h30, avec le dénouement de l'affaire, il ne se sent plus lié par son engagement et fait entendre au public les propos de Denis Lortie que, dans son style habituel, il qualifiera de "triste délire".



André ARTHUR Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve



Les lunettes de chez Yves R. Girard, opticien, sont tellement élégantes.

Même si les montures sont maintenant réduites de 50%,

elles demeurent à la fine pointe de la mode jeune, raffinée, subtile.

EPARGNEZ DE 30\$ à 100\$

50%, profitez-en!

Cette offre est valable à l'achat de lunettes complètes, montures et lentilles comprises.

Yves R. Girard
Opticien d'ordonnances
1307, chemin Sainte-Foy
(face à l'église Saint-Sacrement)
681-3578

VOLS
Protégez vos biens
Résidences et commerces

SPECIAL
Ensemble complet pour résidence
Disponible dès maintenant
Pièces et main-d'œuvre garanties
(Démonstration sans frais)

SYSTEME D'ALARME "PROTECTIVE"
"23 ANS D'EXPERIENCE" **842-0223**

Faites faire votre grand ménage!

Nettoyage de tapis murs
plafonds, planchers
fenêtres int. et ext. etc.
dans maisons
appartements
commerces et autres.

Service rapide
et de
première qualité
Prix très
concurrentiels
ESTIMATION
GRATUITE

**L'ENTRETIEN
CHEVALIER**
(Région de la ville de Québec)
1588 av. de Vitry, Québec - 529-3386

Stores Experts

STORE VERTICAL EN TISSU
"Importation d'Europe"
pour porte-patio standard **169⁹⁵**

25% 50%
SUR VÉMENTIENNES
verticales et horizontales

Aussi: choix de luminaires et
tapisserie Sunworthy.

**4500, Henri-Bourassa
Charlesbourg - 622-4661**

**CAMP DE VACANCES
L'OASIS NOTRE-DAME
ST-LÉONARD, COMTE PORTNEUF
FILLES ET GARÇONS**

Le camp dirigé par les Religieux de St-Vincent-de-Paul, reçoit les filles de 7 à 10 ans et les garçons de 7 à 14 ans, du 24 juin au 16 août. On peut profiter de une ou de deux périodes au camp. Des activités variées sont offertes telles que camping, sciences naturelles, natation, canot, VOILE, HEBERTISME, arts plastiques, feux de camp, etc.

Le camp est situé à St-Léonard de Portneuf sur les bords du beau lac Simon.

Il est à noter que l'Oasis Notre-Dame est membre accrédité de l'Association des camps du Québec.

Pour renseignements supplémentaires et inscriptions, veuillez communiquer, soit par écrit ou par téléphone avec

**Adrien Duperré, fr. s.v.
804, côte d'Abraham
Québec G1R 1A3
Tél.: (418) 525-7178**

LIN, COTON ET SABLE



**Prêt-à-porter
Club Méditerranée
Prêt-à-porter Perreault inc.**

Galerias de la Capitale. Tél.: 622-3626

20%

sur les coupe-vent de toile et de nylon. Un vaste choix vous est offert, tailles 4 à 20 ans, dans plusieurs coloris.

Profitez de ce spécial d'une durée limitée, jusqu'au 12 mai inclus.

L'extravagant magasin pour enfants

clément

Les Galeries de la Capitale
627-3472

653-9363

Le Deauville
SAINT-FOY
PRESENTE SON

FESTIVAL DU HOMARD

Bisque de homard \$2
Homard bouilli (chaud ou froid) 8⁹⁵
Filet mignon demi-homard 12⁹⁵

RESERVEZ DES MAINTENANT
POUR LE BRUNCH DE LA
FÊTE DES MÈRES
Le dimanche 13 mai
10⁹⁵

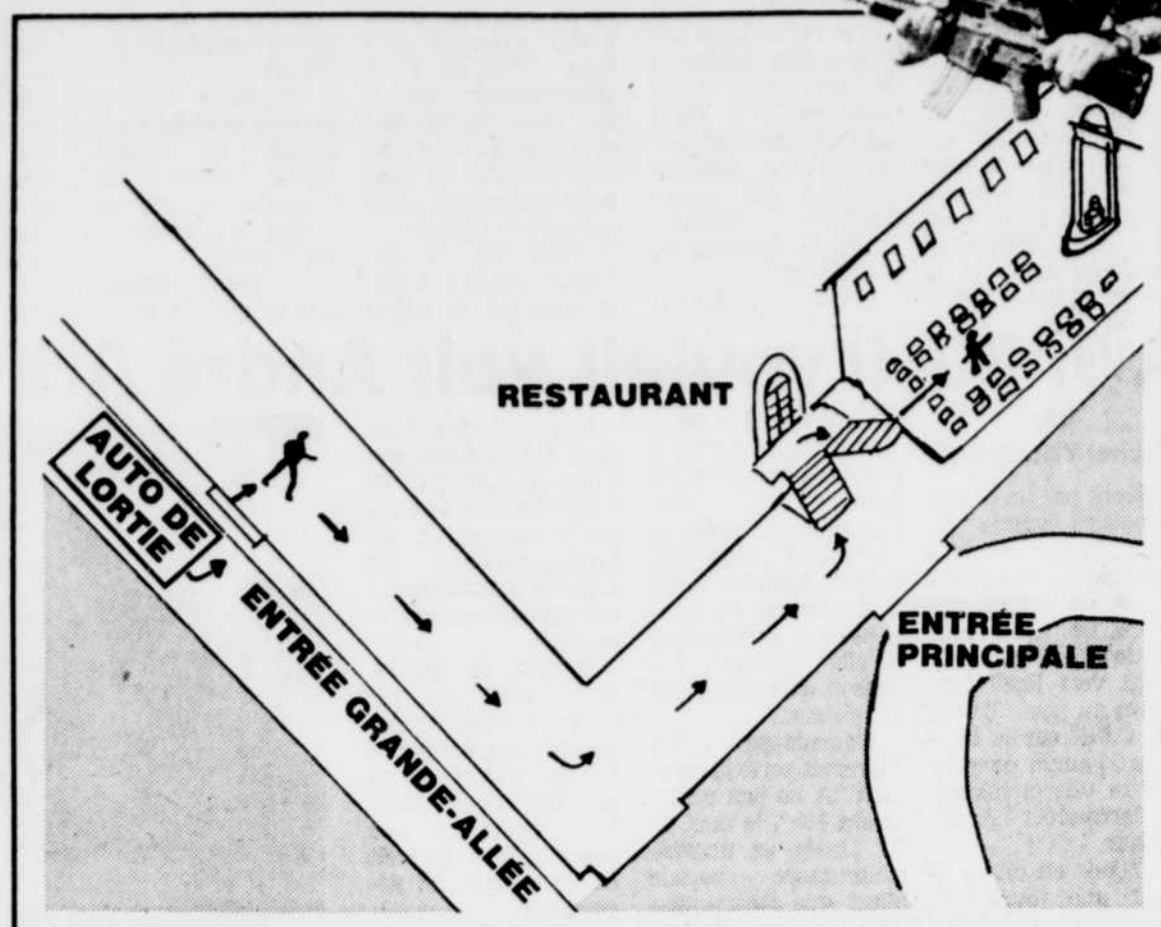
Le Deauville
SAINT-FOY
658-3644

LA FUSILLADE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La progression des événements



Le chemin du drame



Le film des événements

Voici le film des événements de la journée la plus violente qu'ait connu le parlement de Québec. "Heures interminables... et violence aussi barbare qu'insensée", dira le premier ministre René Lévesque.

— 9h20: Un homme dans la trentaine, barbu, vêtu d'une tenue de combat impeccable se présente aux studios de CJRP, boulevard Laurier, demandant à rencontrer l'animateur André Arthur pour lui remettre une enveloppe;

— 9h35: Une fusillade éclate à la Citadelle où un groupe de touristes doit se coucher sur le sol pour échapper aux balles;

— 9h40: La police de Sillery est avertie par les employés du poste qu'une cassette contenant des menaces à l'endroit du gouvernement péquiste leur est parvenue. C'est la police de Québec qui en prendra possession.

— 9h41: Les patrouilleurs québécois sont alertés concernant les coups de feu à la Citadelle;

— 9h45: Le tireur entre dans l'hôtel du gouvernement et les premiers coups de feu éclatent faisant trois morts et 13 blessés;

— 9h50: L'évacuation du parlement commence et les blessés sont transportés en sécurité; au même moment un reporter de CJRP passant par là hurle dans son micro que le bordel est pris au parlement;

— 9h55: Le sergent d'armes de l'Assemblée nationale commence à parler avec l'homme armé tandis que les derniers employés évacuent le Salon bleu;

— 10h: La police parvient à repousser les curieux et à établir un périmètre de sécurité. A peu près au même moment elle demande à CJRP de ne pas diffuser le message du tireur pour ne pas nuire aux négociations;

— 10h45: Le président de l'Assemblée nationale annonce que les travaux ne reprendront que le lendemain;

— 11h15: Le ministre de la Justice Pierre-Marc Johnson arrive sur les lieux. Il repartira à 12h15;

— 11h30: Les rumeurs circulant depuis plus d'une heure sont confirmées en partie: deux personnes ont été tuées et une douzaine blessées, dont trois gravement;

— 11h35: Un porte-parole de la SQ confirme que le tireur n'est plus dans le Salon bleu et que des négociations se poursuivent avec lui à partir du bureau du sergent d'armes;

Liste des morts et des blessés

Liste des blessés dont nous avons pu obtenir les noms:

Yves Gaboury, employé de la Direction générale des élections, a quitté l'hôpital après traitement.

Lise Dallaire, agent de presse à la DGE, a quitté l'hôpital après traitement.

Gilles Coulombe, employé de la DGE, a dû subir une intervention chirurgicale.

Laurent Rodrigue, employé de la DGE, Laval Tremblay, employé de la DGE.

Michel Rhéaume, employé à la radiotélédiffusion des débats, a dû subir une intervention chirurgicale.

Réjean Dionne, employé à la radiotélédiffusion des débats, a dû subir une intervention chirurgicale.

Hélène Savary, assistance greffière aux commissions parlementaires, a quitté l'hôpital après traitement.

Denis Samson, employé de la sécurité, a quitté l'hôpital après traitement.

Jacynthe Richard, préposée à l'accueil, a dû subir une intervention chirurgicale.

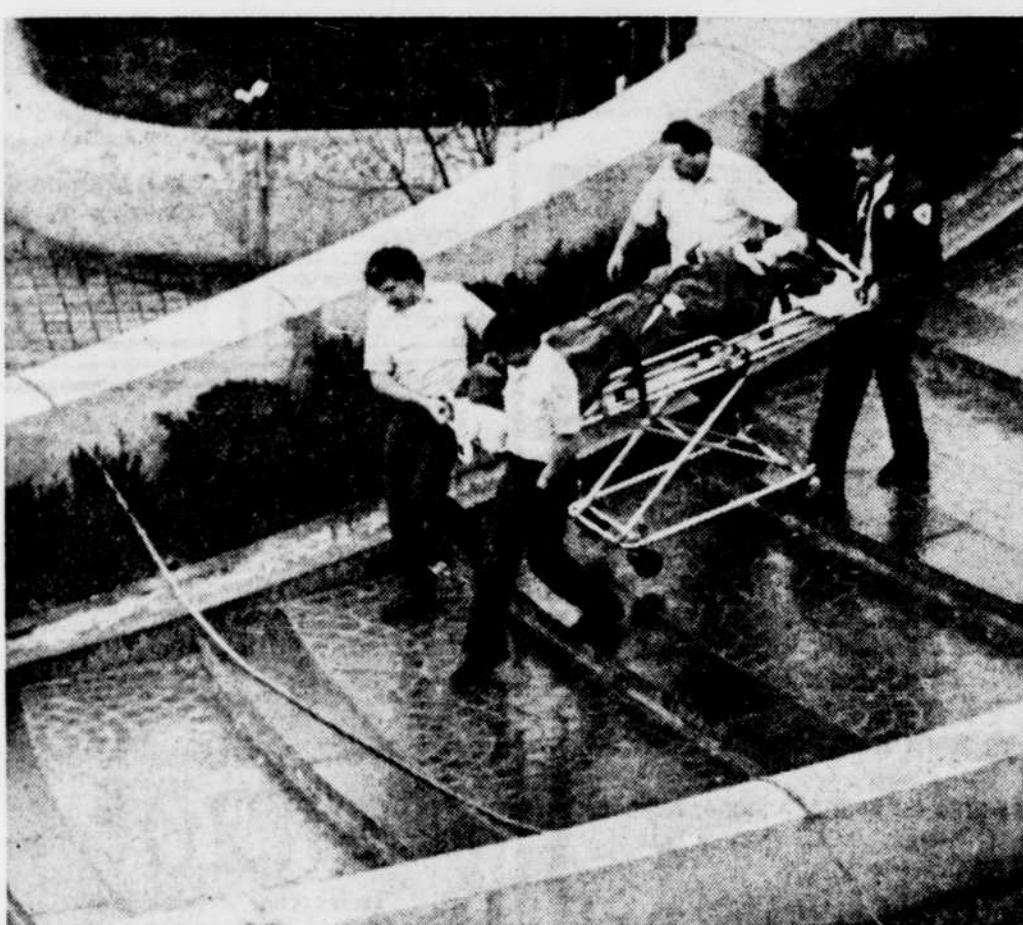
Olivier Blanchette, visiteur à l'hôtel du gouvernement, a quitté l'hôpital après traitement.

Roy Maurill, contremaître, a quitté l'hôpital après traitement.

Gaston Gingras.

Les morts

Camille Lepage, 67 ans, messenger.
George Boyer, 61 ans, page.
Roger Lefrançois, 57 ans, employé de la DGE.



9h50



La tête recouverte d'un bandage, M. Maurill Roy, se reposant chez lui, après avoir été, dans la journée, atteint à la tête par une balle. Il est, ici, en compagnie de sa femme, Jeanne.

11h35

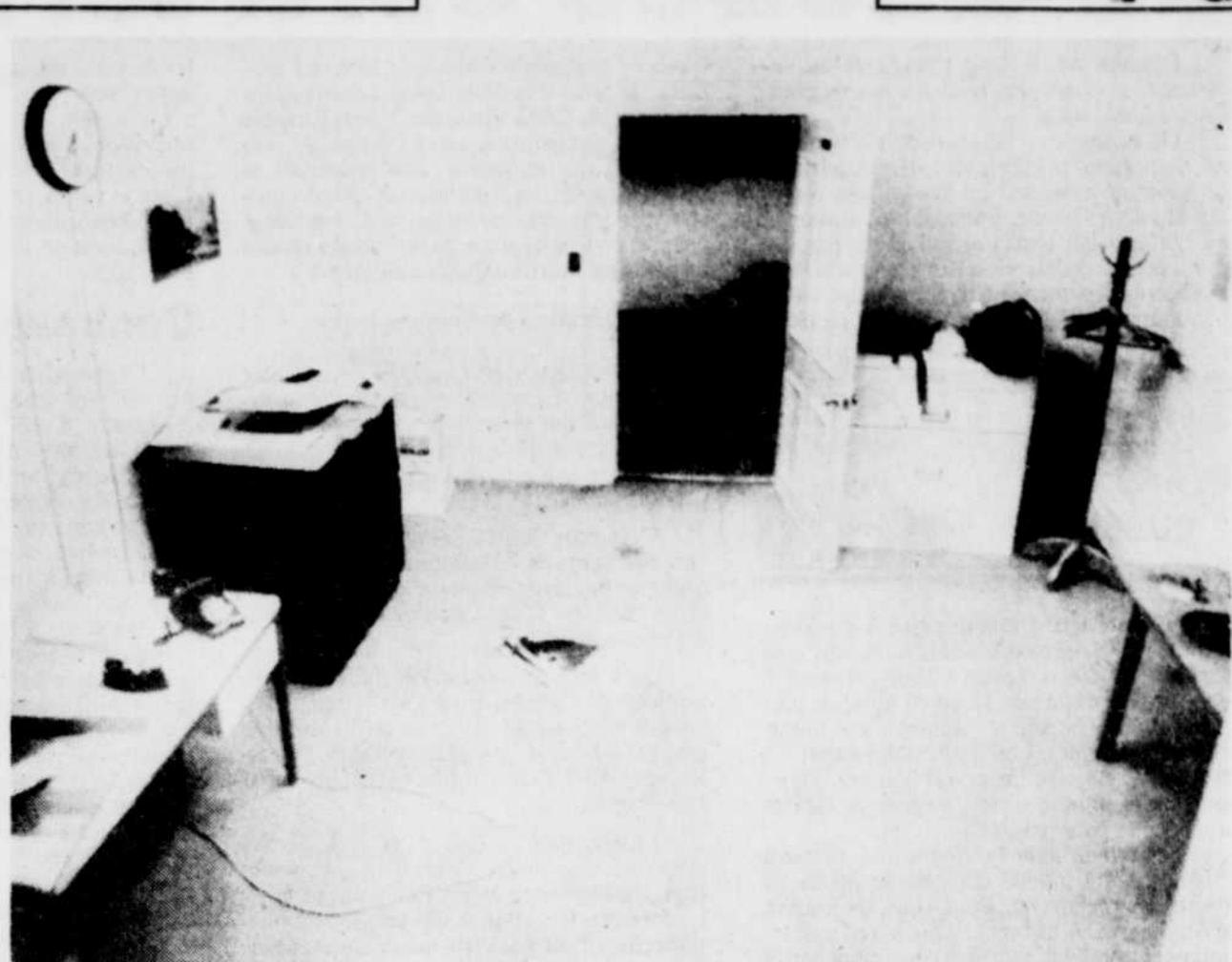


LA FUSILLADE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE



11h15

11h35



— 11h40: L'élite du Groupe d'intervention tactique de la Sûreté du Québec arrive;

— 11h45: Les artificiers de la SQ fouillent la voiture abandonnée par le tireur près de la statue de Duplessis. L'auto n'est pas piégée comme on l'avait craint;

— 12h00: Nouvelle confirmation, celle de l'identité de l'individu: Denis Lortie, d'âge inconnu, un militaire de la base de Carp près d'Ottawa;

— 12h15: Le nom de la première victime est révélé. Il s'agit de M. Georges Boyer, âgé de 59 ans, messager à l'Assemblée nationale;

— 12h20: Un autre nom de victime: M. Camil Lepage, âgé de 54 ans;

— 12h25: On murmure que le tireur est prêt à se rendre;

— 13h25: La police renforce le périmètre, demandant aux journalistes de s'éloigner prétextant que le tireur s'est installé dans une fenêtre de la façade et menace de faire feu dans le groupe;

— 14h: On apprend que Lortie est prêt à se rendre, mais à des policiers militaires;

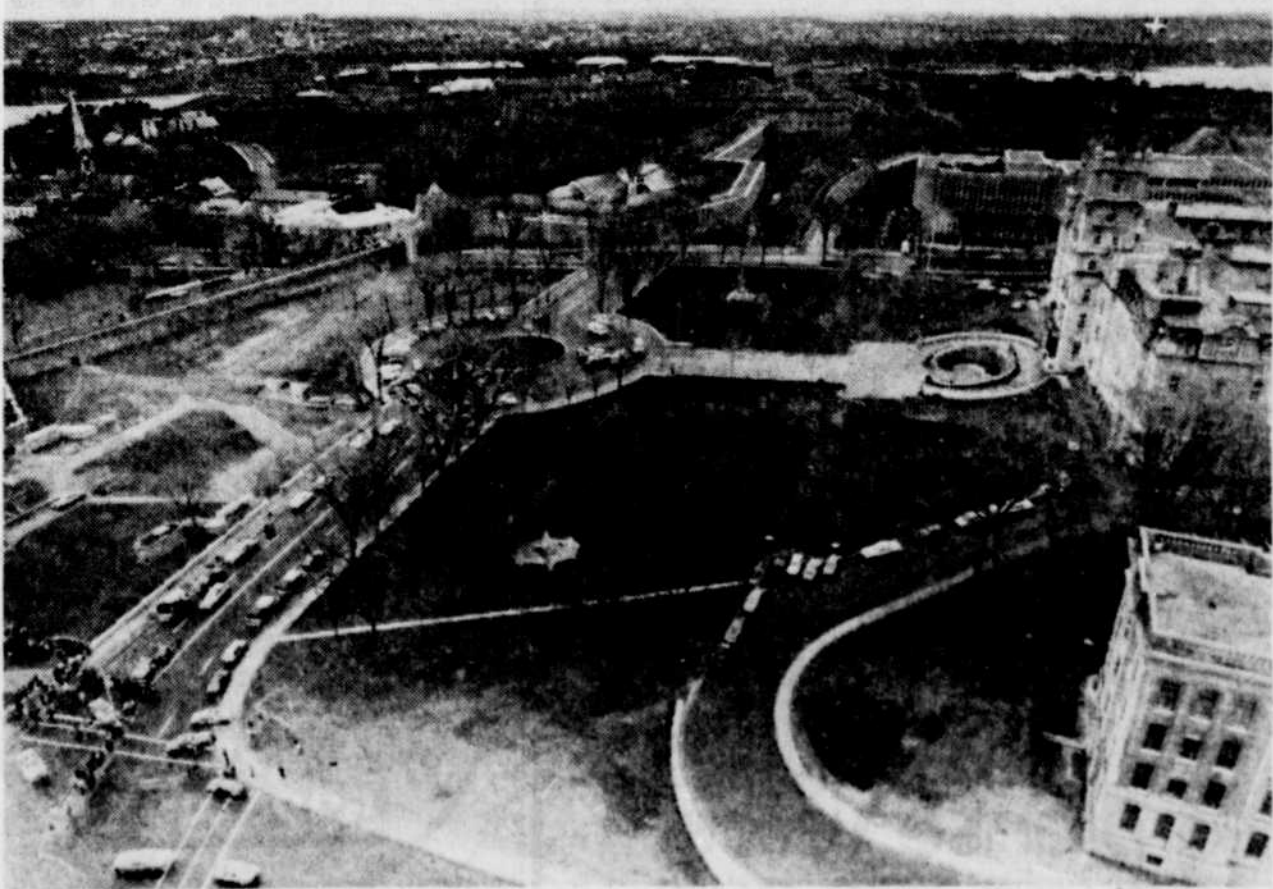
— 14h22: Un homme vêtu d'un habit de commando est aperçu, entouré d'agents de la SQ, quittant le parlement à toute vitesse dans une voiture de police;

— 14h25: La SQ confirme que l'affaire est terminée et que Lortie a été capturé.

11h45

13h25

14h22



LA FUSILLADE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'image internationale du Québec sera ternie

L'image du Québec sur la scène internationale vient une nouvelle fois de prendre un solide coup.

Les nouvelles publiées depuis hier matin ne rapportent pas un geste démentiel mais un attentat mené par un caporal des forces armées canadiennes, francophone, stationné en Ontario qui explique son geste par des motivations politiques: faire payer au Parti québécois les torts qu'il aura causés à la communauté linguistique dont il est issu.

J.-Jacques SAMSON

A
QUÉBEC



Le Québec est même passé à quelques minutes près, probablement, d'un véritable carnage: si Denis Lortie s'était présenté à l'Assemblée nationale 15 ou 20 minutes plus tard, quand les députés auraient été réunis en commission parlementaire, il lui aurait été facile d'en abattre un grand nombre. Pareil désastre politique aurait secoué la société québécoise pour longtemps.

Le secrétariat de la tribune de la presse à Québec a été inondé d'appels de média de toutes les régions des États-Unis, de France, d'Angleterre. A distance, dans pareil cas, les nuances tombent vite dans les manchettes qui sont retenues et les associations d'idées causent des dommages à la réputation pendant des années.

A quelques mois de la visite du pape Jean-Paul II et à quelques semaines seulement de la visite au Québec de nombreuses personnalités politiques à l'occasion des fêtes du 450^e anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier, l'attentat d'hier aura une résonance encore plus forte à l'extérieur du

Québec, soulignait d'ailleurs, hier, au SOLEIL, le président de la Société Saint-Jean-Baptiste, M. Gilles Rhéaume. "Je crains que là où les événements seront rapportés, expliquait-il, que le Québec, son parlement, le seul parlement en Amérique du Nord contrôlé par des francophones, soit considéré comme un lieu où il y a de la violence et cela ne peut que nuire au Québec lui-même".

La récupération partisane

M. Rhéaume s'est empressé de réclamer hier une commission d'enquête indépendante qui produirait un rapport inattaquable sur le plan politique pour que cet incident ne soit pas récupéré pour des fins partisans.

C'est un autre danger. Les souverainistes qui se laisseront aller à la facilité souligneront avec emphase que la fusillade, et ce bain de sang sont l'oeuvre d'un militaire canadien.

Qu'il était en possession d'un fusil mitrailleur de l'armée; qu'il s'était rendu d'abord à la Citadelle avant qu'on le laisse se diriger, de façon inexplicable, vers le parlement, sans tout mettre en oeuvre pour l'intercepter...

L'opposition libérale, certains de ses membres au moins, pourraient pour leur part, trouver assez attrayante pour ne pas résister, la tentation de reprendre les dénégations du gouvernement Lévesque de Denis Lortie. Ils y verront une illustration de l'écoeurément généralisé de la population, appauvrie et aux prises avec un grave problème de chômage.

Déjà, hier matin, les deux discours pouvaient être entendus autour du parlement, pendant que députés, fonctionnaires, journalistes et badauds épiaient fébrilement, sous la pluie, la scène d'un parlement assiéé, comme nous en montrent chaque soir

les caméras des grands réseaux de télévision américains.

Au fait, les trois grands réseaux de télévision des États-Unis avaient dépêché des équipes de reporters à Québec hier... C'est le parlement de Québec qui, hier soir, fut probablement le hors-d'oeuvre télévisé de dizaines de millions de téléspectateurs à l'étranger.

Controverse

Le président de l'Assemblée nationale, Me Richard Guay, se retrouvera sûrement au centre d'une controverse sur les mesures de sécurité à appliquer pour contrôler l'accès au parlement. Des députés à Ottawa signalaient hier qu'on peut entrer comme dans un moulin dans ce parlement aussi, même si on y dénote des mesures inexistantes à Québec comme le détecteur de métal.

Me Guay a raison sur un aspect de la question indéniablement: ceux-là même qui hier soir le blâmaient pour un accès aussi facile à l'assemblée, c'est-à-dire les journalistes, sont les premiers à dénoncer habituellement les contrôles de cette sorte et à crier au régime policier.

La leçon portera sûrement et il faut s'attendre à voir beaucoup de gens en uniformes pour un bon bout de temps au parlement.

Les responsables de la sécurité personnelle du premier ministre et de ses principaux collègues seront aussi sur les dents pour plusieurs jours. Pareil geste d'éclat peut "donner des idées" à des personnes déséquilibrées, craint-on toujours dans les milieux policiers et même si ce n'est pas le genre d'informations qu'on pouvait facilement obtenir hier dans le feu de l'action, M. Lévesque jouira pour un certain temps d'équipes de gardes du corps renforcées.



Le cameraman Réjean Dionne a été blessé lors de l'attentat.

Un cameraman blessé garde la douille du chargeur en souvenir

par Ghislaine RHEAULT

Quand il est sorti de l'Assemblée nationale blessé au bras, le pantalon taché de sang, mais solide sur ses deux jambes, le cameraman Réjean Dionne portait serré dans sa main la douille du chargeur qu'il avait ramassée par terre sur le parquet de l'Assemblée nationale. "En souvenir", a-t-il dit.

Il était environ dix heures hier matin. Les députés et employés sains et saufs qui affluaient à l'extérieur du parlement, tout comme les journalistes sur les dents qui s'arrachaient des informations contradictoires, tout ce monde était loin d'imaginer l'ampleur du drame qui venait de se jouer à l'intérieur de l'Assemblée.

Déjà toutefois les rumeurs circulaient à une vitesse incroyable. Une employée affirmait que l'auto de Lortie garée sur la Grande-Allée était piégée. On comptait un à un les blessés qui avaient été vus. Des rumeurs faisaient état alors de deux morts.

Témoignage

M. Réjean Dionne, le cameraman blessé, fut le premier à fournir une description assez précise de l'attaquant. Il a raconté alors avoir vu un gars habillé en militaire, portant une mitrailleuse entrant dans le Salon bleu. "Je me suis sacré à terre", a-t-il dit, avant de voir arriver ensuite le sergent d'armes Jalbert.

D'après M. Dionne, le militaire aurait

crié "qu'il était du Royal 22e et qu'il allait nettoyer la place". Il s'est assis sur le trône du président de l'Assemblée. M. Dionne a affirmé avoir vu tomber l'un de ses camarades de travail également blessé. Quelques minutes plus tard, un surintendant de travaux en cours à l'Assemblée est sorti à l'arrière du parlement, portant une serviette ensanglantée sur la tête. Il s'est écoulé par la suite beaucoup de temps avant que les blessés plus graves ne soient évacués à l'avant de l'édifice.

Deux continents

Dix minutes après l'annonce du drame qui se jouait, les téléphones en provenance de toutes les parties des États-Unis et de l'Europe ont afflué à la Tribune de la presse, a raconté hier M. Melvin Racine, chargé d'administration. Dès le début de l'après-midi de nombreux journalistes et techniciens de partout étaient sur place et faisaient le pied de grue sous une pluie qui se faisait de plus en plus insistante.

Une tension extrême a régné durant les quatre heures qu'a duré le siège, alimentée par les rumeurs et informations contradictoires. Car une fois recueillis les premiers témoignages et fait le décompte des blessés et des morts, au travers les "oui-dire", les informations se sont faites rares, distillées au compte-gouttes par M. Pierre Bourgault, le porte-parole de la Sûreté du Québec qui faisait la navette entre l'édifice du parlement et les journalistes, tout en faisant mine d'ignorer des informations qui couraient sur toutes les lèvres et que tout le monde aurait voulu voir confirmer.

Les curieux se sont venus en nombre relativement restreint tout autour de la zone de sécurité durant toute la durée des événements.

Il a fallu quatre heures après le début de l'Assemblée ne redevienne accessible aux journalistes. Toutefois, autour de 2h30, un petit groupe qui avait réussi à pénétrer à l'intérieur et s'est rendu jusqu'aux portes du Salon bleu a été promptement évacué.

Quatre heures après le début de cette tragédie, en dépit de la présence des policiers, on entrainait encore dans le parlement... comme dans un moulin!

ROBERVAL (d'après PC) — "On a beau avoir la meilleure politique de sécurité, on n'est jamais capable de se protéger contre un fou armé d'une mitrailleuse", a déclaré l'ancien président de l'Assemblée nationale, le juge Claude Vaillancourt, qui a délaissé la politique l'année dernière pour embrasser la carrière de magistrat à la cour provinciale du district judiciaire de Roberval.

Le juge Vaillancourt ne croit pas que la situation aurait été moins tragique si les gardiens de sécurité avaient été armés.

PRIÈRE-SECOURS
687-2220
UNE HALTE D'ESPERANCE
Appelle, on t'écouterà

CLINIQUE BELLEMARE
LE CENTRE DU
VERRE DE CONTACT
OUVERT:
5 JOURS, 5 SOIRS
UNE SEULE ADRESSE À QUÉBEC
210, boul. Charest est
522-3924
Stationnement gratuit

Douze députés auraient pu se trouver dans le Salon bleu

par Réjean LACOMBE

Si Denis Lortie ne s'était pas présenté quinze minutes trop tôt hier matin pour s'en prendre aux membres du gouvernement du Parti québécois, il se serait retrouvé en présence d'au moins une douzaine de députés, péquistes et libéraux, en pénétrant dans le Salon bleu.

Ce sont ces députés, membres de la commission parlementaire des institutions, qui auraient été les cibles du tireur.

Cette commission est présidée par le député de Trois-Rivières, M. Denis Vaugeois. Le vice-président est M. Jean-Claude Rivest, de Jean-Talon. Les députés péquistes membres sont MM. Gilles Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Jacques Brassard (Lac-Saint-Jean), Pierre de Bellefeuille (Deux-Montagnes), Roland Dussault (Châteauguay), Marcel Léger (Lafontaine) et David Payne (Vachon).

Les députés libéraux membres sont Mme Aline Saint-Amand (Jonquière), MM. Gérard-D. Lévesque (Bonaventure), Raymond Mailloux (Charlevoix), Herbert Marx (D'Arcy-McGee). Le whip du PLQ, M. Michel Pagé, a indiqué au SOLEIL que lui-même et ses collègues Marc-Yvan Côté et Raymond Mailloux devaient in-

tervenir devant la commission. Il présumait cependant qu'un grand nombre de députés libéraux se seraient rendus au Salon bleu assister à une partie des travaux, entre 10h à 10h30, avant le début de la réunion de l'aile parlementaire de leur parti. Plusieurs libéraux étaient intéressés, précisait-il, à entendre le directeur général des

David Payne a porté secours à une femme

par Réjean LACOMBE

Un membre de la commission parlementaire des institutions, le député péquiste de Vachon, M. David Payne, s'est porté au secours d'une femme qui venait d'être atteinte au dos par les tirs de Denis Lortie.

Encore sous le coup du choc, M. Payne a expliqué qu'il s'était rendu à une réunion préparatoire à la commission parlementaire. "Je m'apprêtais, explique-t-il, à retourner à mon

bureau pour aller chercher mes documents. J'ai entendu des coups de feu. Il y avait des personnes qui criaient à l'aide".

M. Payne a alors remarqué une porte qui était tachée de sang. En pénétrant dans ce bureau, il a vu une femme qui gisait par terre.

"Je me suis approché d'elle, raconte-t-il. J'ai vu qu'elle était blessée dans le dos. J'ai appuyé sa tête sur mon bras. Elle demandait de l'eau. Elle voulait des gouttes d'eau. Je lui ai demandé ce qui s'était passé. Elle m'a dit, très lentement, qu'un militaire avait fait feu. Je lui ai demandé quelle couleur était son uniforme. Elle m'a répondu qu'il était vert de même que le béret qu'il portait".

J'ai pu profiter d'un grand solde de disques! Parce que...

MOI, JE LIS
LE SOLEIL
TOUTES LES JOURS!

abonnement:
647-3333

Place aux fleurs de soie!

Créations irrésistibles en boutique et sur commande. Apportez un de vos vases et nous concevrons pour vous un arrangement unique. Une invitation toute spéciale...

Colette Roy, concepteur



la plante verte

916, av. Cartier, Québec - 524-4966

Le Soleil

9, 10, 11, 12 mai

30% 20% 10%

de rabais sur plusieurs groupes de vêtements de saison, coordonnés, robes, etc., etc.

Place Sainte-Foy
Place Fleur-de-lys
Galerias Charlevoix
Galerias Chagnon
1060 rue Saint-Jean

brissot

LA FUSILLADE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Yvon Picotte tient le PQ responsable

par J.-Jacques SAMSON

Le whip adjoint du Parti libéral, M. Yvon Picotte, a eu une réaction émotive hier matin sur les gazons du parlement, peu après avoir reconduit à l'abri, dans l'édifice André-Laurendeau situé juste derrière, une employée souffrant d'un fort choc nerveux.

Le député de Maskinongé s'en est pris à la fois au président de l'Assemblée nationale pour le relâchement des mesures de sécurité et au Parti québécois qui a "écœu-

ré" des gens au point qu'ils posent pareil geste.

"Quand nous étions au pouvoir, que nous avions des manifestations, que nous avions des agents de sécurité, c'était toujours trop fort...", a déclaré M. Picotte.

"C'est tellement fort qu'aujourd'hui, après avoir tout chambardé, tout reviré à l'envers, il y a des gens qui se font tirer dans ce parlement-là parce que les gens sont écoeurés, ils ne savent plus où donner de la tête, ils n'ont plus de

travail, ils n'ont plus rien.

"On vient dans nos bureaux de comté, on est fort inquiets. Moi cela ne me surprend pas ce qui est arrivé ici ce matin, ajoutait M. Picotte. Déjà depuis quelques mois au bureau, les gens disent on va prendre le fusil s'il le faut!

"C'est malheureux ce qui se passe ici ce matin mais je pense que cela se prépare de longue date.

"Je pense que le président de l'Assemblée nationale va avoir à prendre des mesures ex-

ceptionnelles. Ça beau être la "maison du peuple", faut que ce soit contrôlé la "maison du peuple" sinon c'est l'anarchie..."

Députés ébranlés

Plusieurs députés rencontrés aux abords du parlement dans les minutes qui ont suivi la fusillade étaient visiblement ébranlés. C'était particulièrement le cas des membres de la commission parlementaire des institutions qui de-

vaient se réunir à 10h hier matin au Salon bleu et qui auraient été les cibles de Denis Lortie si ce dernier ne s'était pas présenté 20 minutes trop tôt.

Les députés présents dans l'édifice ont été invités à quitter en hâte leurs bureaux. Certains comme M. David Payne (Vachon, PQ) ou Lucien Garon (Verdun, lib.) n'avaient même pas pris le temps d'enfiler leur veston.

Les policiers de la Sûreté du Québec demandaient aux députés,

fonctionnaires et journalistes groupés derrière le parlement de s'abriter à l'intérieur de l'édifice André-Laurendeau pendant que les blessés étaient confiés aux ambulanciers. Ce fut la confusion totale pendant quelques minutes sur la colline parlementaire.

Lévesque et Johnson parcimonieux

par Michel DAVID

Le premier ministre Lévesque et le ministre de la Justice Pierre-Marc Johnson sont demeurés extrêmement parcimonieux dans leurs déclarations, à la suite des tragiques événements d'hier.

Même si Denis Lortie voulait "détruire le gouvernement du Parti québécois" en commettant son attentat à l'Assemblée nationale, ni l'un ni l'autre n'ont cru bon de rencontrer les journalistes pour livrer leurs commentaires.

MM. Lévesque et Johnson se sont tous deux contentés d'un bref communiqué dans lequel ils ont fait part de leur tristesse face à cette "violence aussi barbare qu'insensée" et offert leurs sympathies aux familles des victimes.

Le premier ministre se trouvait à Montréal quand la fusillade a été déclenchée. Une fois averti, il n'a cependant pas jugé nécessaire d'utiliser l'hélicoptère pour regagner Québec, préférant la voiture.

A son bureau, on indique que M. Lévesque a maintenu le contact avec le ministre de la Justice, responsable de la SQ, ainsi qu'avec le président de l'Assemblée nationale, M. Richard Guay, mais que c'est M. Pierre-Marc Johnson qui était le responsable gouvernemental dans cette affaire.

M. Johnson a en effet pénétré dans l'hôtel du Parlement vers 11h15, pour en ressortir un peu plus d'une heure plus tard, mais il ne semble pas avoir participé directement aux tractations qui ont entraîné la reddition de Lortie, survenue vers 14h15.

Au cabinet du ministre, on n'a voulu faire aucun commentaire sur le rôle de M. Johnson au cours de la journée.

Insuffisance des mesures de sécurité, dit Bourassa

par Réjean LACOMBE

Le chef du Parti libéral, M. Robert Bourassa, a dénoncé, hier, l'insuffisance des mesures de sécurité en vigueur actuellement à l'Assemblée nationale.

Appelé à commenter les événements tragiques survenus hier matin à l'Assemblée nationale, M. Bourassa estime que le renforcement de ces mesures de sécurité devient une simple question de sens commun.

"La montée de la violence individuelle dans nos sociétés contemporaines, a dit le chef libéral, ne nous permet pas de prendre de risques à cet égard, car la réalité d'une société démocratique comme la nôtre implique justement qu'el-

le sache faire respecter le droit de se réunir et de s'exprimer en toute sécurité."

Après avoir offert ses condoléances aux familles touchées par ces événements, M. Bourassa a dit éprouver un sentiment de tristesse à l'endroit des familles éprouvées.

En raison des événements tragiques qui sont survenus à l'Assemblée nationale, tous les travaux parlementaires prévus hier ont été naturellement annulés. L'Assemblée nationale reprendra donc ses travaux dès ce matin à 10h.

Autre annulation

Le ministre des Affaires sociales, M. Camille Laurin, qui devait tenir, hier, une conférence de presse au centre hospitalier Robert-Giffard, a dû annuler cette rencontre avec les journalistes. Des consignes de sécurité très strictes ont été émises, hier matin, à l'endroit des ministres du gouvernement québécois.

"C'est la faute à..."

Certains militants péquistes en avaient long à dire sur les événements d'hier. Ainsi, l'attaché de presse du ministre de la Science et de la Technologie, M. Jean-Yves Duthel, pointait du doigt un animateur de lignes ouvertes de la capitale comme responsable, en quelque sorte, de la fusillade à l'Assemblée nationale. Un autre membre du bureau du premier ministre s'est rapidement empressé de lui mettre la main sur la bouche. Il soulignait que c'était un militaire qui relevait du gouvernement fédéral.

Un complot international

Dans ce genre de si-

tuation, il n'en faut pas beaucoup pour que les incidents prennent la tournure d'une catastrophe. Ainsi deux badauds qui attendaient depuis longtemps la suite des événements, à proximité du parlement, possédaient une version bien à eux des faits. L'un d'entre eux, le plus sérieusement du monde, confiait à son ami, qu'au moment même où se produisaient ces événements à Québec des cas semblables étaient enregistrés à Washington, Paris et Ottawa.

En chemise sous la pluie

Quelques députés n'ont guère eu le temps de retrouver

leur veston au moment où les policiers ont entrepris d'évacuer rapidement le parlement. Certains d'entre eux, c'est le cas pour le député péquiste de Vachon, David Payne, et du député libéral de Verdun, Lucien Caron, ils se sont retrouvés tous les deux en chemise sous la pluie. Des policiers leur ont permis de séjourner quelques minutes dans une auto-patrouille.

C'est fermé...

Au moins 20 minutes après la fin du siège à l'Assemblée nationale, l'édifice André-Laurendeau où se trouve la Tribune de la presse, le bureau du lieutenant-gouverneur de même que le Conseil du trésor

étaient toujours fermés. Les gardiens avaient reçu l'ordre de verrouiller les portes. Les journalistes et les fonctionnaires ont dû attendre de longues minutes sous la pluie avant de pouvoir regagner leur bureau. "On a des ordres de ne pas ouvrir", de dire un des gardiens. Même le lieutenant-gouverneur Gilles Lamontagne et sa suite ont dû attendre quelques minutes que les gardiens reçoivent "les ordres" de les laisser passer. C'était évidemment le lieutenant-gouverneur. Les journalistes, pour leur part, ont été refoulés.



Un seul sujet de conversation
Les premiers ministres des quatre provinces de l'Ouest n'ont eu qu'un seul sujet de conversation, la fusillade à l'Assemblée nationale du Québec, lors d'une pause, hier, au cours de leur réunion de deux jours à Kelowna, en Colombie-Britannique. De gauche à droite, nous remarquons MM. Grant Devine (Saskatchewan), Howard Pawley (Manitoba), Bill Bennett (Colombie-Britannique) et Peter Lougheed (Alberta).

Les travaux reprennent dès ce matin à l'Assemblée nationale

Baril a eu la frousse de sa vie

par Michel DAVID

Un de ceux qui ont eu la frousse de leur vie, hier, est le cadet de l'Assemblée nationale, Gilles Baril, député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue.

M. Baril prenait tranquillement son café au restaurant Le Parlementaire, vers les 9h30, avant de se rendre à la commission parlementaire des institutions, qui devait siéger à 10h au Salon bleu de l'hôtel du parlement.

Environ 35 personnes étaient également attablées devant leur petit déjeuner, dont les ministres Marc-André Bédard et Jacques Parizeau, les députés Jean-Claude Rivest (Jean-Talon) et Roland Dussault (Châteauguay).

Au premier coup de feu, Gilles Baril a pensé qu'il s'agissait d'une pièce de contreplaqué qui s'était abattue avec fracas. Mais quand les coups sont devenus rafale, tout le monde a compris qu'il s'agissait de bien autre chose.

La situation est apparue dans toute sa réalité quand Denis Lortie a lâché une autre rafale à l'entrée du restaurant et qu'un employé occupé à la réfection du parlement y a été amené en catastrophe, le visage ensanglanté.

Gilles Baril avait déjà eu l'occasion de tirer de la mitrailleuse, lorsqu'il était élève-officier dans l'armée canadienne. "S'il entre ici, a-t-il pensé, il va faire une maudite salade."

"On s'est dit: le mieux c'est de ne pas sortir, poursuit M. Baril. Dans ce temps-là, les secondes deviennent des heures. Les seuls qui avaient des armes étaient les gardes du corps de Bédard et Parizeau, mais à côté d'une mitrailleuse, un calibre 38 c'est comme un fusil à eau." Tout le monde a finalement pu quitter l'édifice sain et sauf, mais seulement après avoir passé trois très mauvais quarts d'heure.

"C'est pire que la crise d'octobre et ça s'est passé en quelques minutes", a-t-il conclu, encore secoué par les événements qu'il venait de vivre.

Enquête demandée par la SSJB-M

MONTEAL (PC) — La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal demande la tenue d'une commission d'enquête sur la tragédie qui s'est déroulée hier à l'Assemblée nationale.

Le président Gilles Rhéaume recommande au premier ministre René Lévesque de nommer des personnes n'ayant aucun lien politique, militaire ou policier pour faire la lumière sur les événements tragiques.

Pour motiver cette recommandation spécifique, M. Rhéaume écrit que "l'histoire récente du Québec incite à ne pas tirer trop vite des conclusions suite à des événements tragiques comme celui qui vient de se dérouler".

Congrès de l'Association des Assureurs-vie de Québec

Conférencier



M. Denis Bachand

"Le vent dans les voiles". C'est sous ce titre que se déroulera cette année le traditionnel Congrès de l'Association des Assureurs-vie de Québec. L'endroit: Auberge des Gouverneurs Haute-Ville. La Date: 11 mai 1984. L'heure 08H30 l'inscription. Le coût: \$25. - Nous vous attendons en très grand nombre. (ANN)



Façon Façonnable

Exclusif

Directement d'Italie, la magnifique collection de pantalons, blousons, vestons et chemisiers. La qualité s'allie au raffinement.

la bonne adresse

Place Belle-Cour, Ste-Foy 653-0958

RUE

BAM. BIN



A l'âge des complicités, quand un jeu n'attend pas l'autre... vous pouvez toujours compter sur les vêtements Bam.Bin!

Les plus jolis vêtements pour enfants de la naissance à 20 ans CHARGEX MASTER CHARGE AMERICAN EXPRESS

place XXXX 658-2218

LA FUSILLADE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Dawson: un système basé sur l'hostilité

"Nous, les élus du peuple, on devient aux yeux du public les responsables de tous les maux de la société et on risque de plus en plus de se faire tirer dessus."

"C'est bien plate, mais c'est le système

qui semble encourager des attitudes hostiles ou belligérantes à l'endroit des hommes politiques."

Dennis Dawson, le président du caucus québécois du Parti libéral du Canada, lance ces deux phrases spon-

tanément au journaliste du SOLEIL, en sortant d'une réunion de son exécutif, alors que je lui demandais s'il voulait commenter les tragiques événements de la journée d'hier à l'Assemblée nationale de Québec.

"Cela m'ennuie, continue M. Dawson, de penser que la mentalité qu'on semble encourager dans la société c'est d'inviter le monde à se défouler sur les parlementaires. "C'est la mentalité des lignes ouvertes à la

radio. N'est-ce pas? On incite les gens à tout nous mettre sur la tête. Cela fini par aboutir à des folies. Il y a quelques années, à Ottawa, un détraqué voulait jeter une bombe au parlement mais il s'est tué lui-même dans une des chambres de toilette."

M. Dawson a dit que l'exécutif du caucus québécois a décidé de mettre l'acte terroriste commis contre l'Assemblée nationale de Québec à l'ordre du jour de la réunion du caucus d'aujourd'hui.

Que recommande l'exécutif?

M. Dawson dit qu'il faut éviter de tomber dans un état de panique et que l'exécutif recommande que les mesures de sécurité au parlement canadien ne soient pas resserrées au point où le public se trouvera comme dans une forteresse armée.

"Faudrait vraiment pas qu'on retombe dans l'hystérie de la crise d'octobre 1970", dit M. Dawson.

Cibles

Les temps sont difficiles. Les hommes politiques reçoivent des menaces.

"Nous sommes devenus les cibles de la haine", dit M. Dawson.

Le député de Louis-Hébert rappelle les querelles politiques qui avaient entouré la campagne référendaire.

"Nous on était des traîtres d'Ottawa."

Néanmoins le député affirme que l'homme public doit demeurer accessible à la population même dans un contexte où il y a des risques.

Richard DAIGNAULT

OTTAWA



"Notre système parlementaire encourage la confrontation entre le gouvernement et l'opposition. On s'attaque, on s'accuse et on s'applique, d'un côté comme de l'autre, à imposer la discipline de parti."

"Le système américain ne repose pas

sur la confrontation continue entre démocrates et républicains. On le voit souvent dans les nouvelles: on voit républicains et démocrates d'accord sur telle ou telle mesure, on voit des républicains critiquer les

positions de leur président mais on voit aussi des démocrates déroger à la ligne du parti. Là-bas on a tendance à se défouler contre le président", commente M. Dawson.



Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

PARLER ANGLAIS!

SESSION D'IMMERSION COMPLÈTE AU VERMONT

du 8 au 27 juillet 1984 - 1,350\$

LE PRIX COMPREND:

- Transport aller-retour par autobus, chambre individuelle et pension.
- Sessions préparatoires à l'Université de Montréal, cours intensif à University of Vermont à Burlington, Vermont.
- Matériel pédagogique, activités socio-culturelles et excursions.

Réunions d'information et de classement:

DATES: 9, 15, 23, 30 mai

6, 13, 20, 28 juin

HEURE: 18h00

LIEU: 3333, chemin Queen Mary
salle 530

Montréal H3C 3L4

Ceux et celles qui ne peuvent se présenter aux réunions d'informations doivent communiquer avec nous aux numéros:

(514) 343-7386

343-6982

Retombée de la télé violente

André Maltais, le député libéral de Manicouagan, voit la tragédie d'hier dans un autre contexte.

"On voit ça presque chaque soir à la télévision, on tue le monde. Le niveau de violence monte. Les hommes publics vont être obligés de prendre plus de précautions. Plus de policiers, plus de soldats pour protéger la liberté, voilà vers quoi on se dirige", conclut M. Maltais.

• • •

L'épouvantable drame qui s'est déroulé à l'Assemblée nationale, hier, répand l'inquiétude à Ottawa.

J'ai entendu dire, hier, qu'on prendrait des mesures de sécurité extraordinaires autour des grandes cérémonies qui se dérouleront lors de l'investiture de Mme Jeanne Sauvé au poste de gouverneur général du Canada, samedi.

C'est Mme Sauvé qui avait resserré la

sécurité sur la colline parlementaire lorsqu'elle était présidente de la Chambre des communes.

Par exemple, aucun visiteur ne peut entrer aux Communes sans passer par un poste de sécurité semblable à ceux des aéroports où les objets métalliques peuvent être détectés.

La GRC a de plus installé des caméras et chaque personne qui entre dans l'enceinte parlementaire se trouve ainsi fichée, quant à son apparence en tout cas.

Les mesures prises par Mme Sauvé avaient soulevé certaines protestations de la part de journalistes qui trouvaient, par exemple, que le règlement obligeant tous les journalistes de porter bien en vue une carte d'identification était excessif.

Une catastrophe comme celle qui s'est produite hier a modifié l'opinion de beaucoup d'incrédules, de gens qui s'imaginent que de tels événements ne peuvent se produire au Canada.

Circulation des armes de la Défense Blais promet une enquête

par Denis LESSARD

OTTAWA (PC) — Une enquête sera effectuée pour expliquer comment le caporal Denis Lortie a pu utiliser les armes de la Défense nationale pour perpétrer un attentat à l'Assemblée nationale de Québec.

Hier, pris au dépourvu aux Communes par les événements survenus au parlement de Québec, le ministre de la Défense, M. Jean-Jacques Blais, a promis de mettre en lumière les circonstances entourant ce geste désespéré.

"Nous sommes très conscients du fait que les militaires canadiens ont à leur disposition des

instruments de guerre, qui sont dangereux par nature", a dit M. Blais.

La Défense canadienne, selon lui, prend "toutes les mesures nécessaires afin d'assurer que les gens qui détiennent ces instruments sont d'une responsabilité à pouvoir rencontrer leurs obligations", a dit M. Blais, ajoutant qu'il ne pourrait faire d'autre commentaire tant que les détails n'auront pas été réunis.

Selon les témoins, le caporal Lortie s'est servi d'un fusil mitrailleur de l'armée pour faire irruption aux Communes, tuant trois personnes et en blessant 13 autres.

ameublement le petit prince

DE CHARLESBOURG

se rafraîchit!

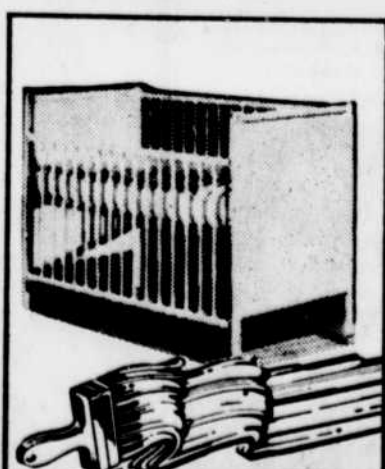
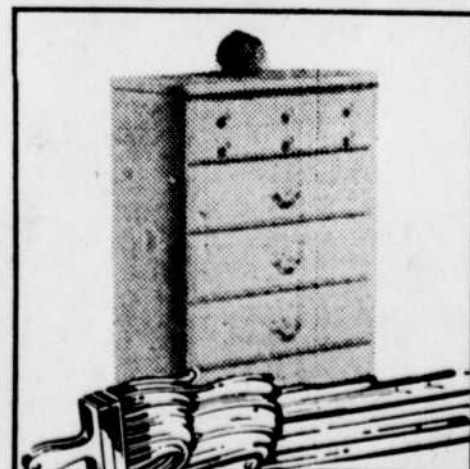
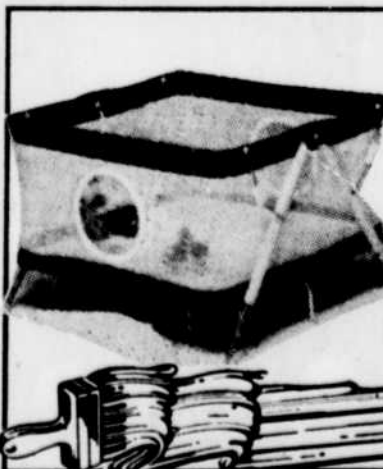
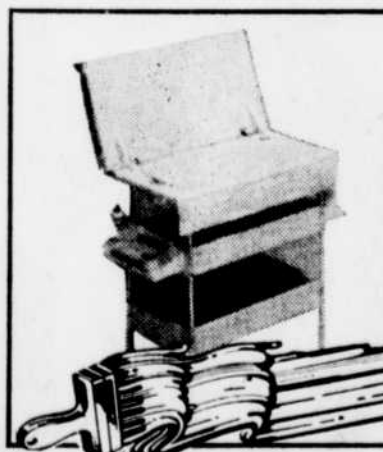
Faut faire de la place...

RÉDUCTION JUSQU'À

60%

(du prix suggéré du manufacturier)

SUR CERTAINS ÉCHANTILLONS DE PLANCHER



Cette vente a lieu à Lévis et Charlesbourg

ameublement
le petit prince
Inc.

155, route Kennedy, Lévis 245, 71e Rue est, Charlesbourg
835-1825 628-3583

LE PLUS GRAND CHOIX DE MEUBLES POUR ENFANTS

La clef de Sol
2, rue Saint-Jean (angle Salaberry) 524-8431

SANS 6 MOIS INTERET

EN COLLABORATION AVEC

SODOR

FOUR À MICRO-ONDES
à partir de
39.90
PAR MOIS
SANS INTERET

GRATUIT
Un jambon de 10 lb à chaque achat d'un four à micro-ondes une valeur de

\$45

Panasonic®

LE MEILLEUR FOUR À MICRO-ONDES

Plusieurs modèles en magasin
Four à convection • Plateau rotatif • Auto-sensor

PSST...

Les mesures de sécurité pour le pape ne sont pas modifiées

par Michel CORBEIL

L'attentat meurtrier commis hier à l'Assemblée nationale ne modifiera pas les mesures de sécurité envisagées pour la visite du pape au pays. Mais il éclairera l'opinion publique sur la nécessité de les déployer et de les payer.

Interrogé sur l'impact que peuvent avoir les événements tragiques sur les préparatifs du voyage de Jean-Paul II, M. Jacques Vallée, commissaire général du Québec pour la visite, a exprimé: "Sans doute que l'opinion publique sera plus sensibilisée à cet aspect de la sécurité et aux coûts nécessaires pour l'opération. L'opinion publique comprendra plus aisément les mesures."

Mais le plan de sécurité ne sera pas substantiellement modifié, a-t-il laissé entendre. "Un événement comme celui-là rend plus sensible, mais il n'y a pas lieu de paniquer. Notre propre planification devait tenir compte du risque qui existe toujours lors d'une visite de cette nature."

"Dès le départ, pour nous, il n'était pas question de prendre de chance pour la sécurité du visiteur de marque et pour la foule. Et comme il existe des précédents d'événements tragiques, notre planification en a tenu compte."

Au commissariat, l'inspecteur chef Pierre-A. Gagné est le responsable du dossier de la sécurité. C'est le même homme qui est le conseiller en mesures d'urgence pour la Sécurité du Québec. "Il a sûrement été impliqué aujourd'hui", a souligné M. Vallée pour bien marquer l'expertise du coordonnateur de la sécurité. Le commissaire général a répondu qu'il est trop tôt pour préciser les effectifs et les moyens qui seront déployés pour la visite papale.

Du côté du gouvernement fédéral, un porte-parole a déjà indiqué que \$6 millions du budget global du \$15.8 millions du groupe de travail sur la visite du pape ira à la sécurité. Joint hier, M. Clément Tousignant, responsable des médias et des relations publiques pour le groupe, a répondu, tout comme M. Vallée, que les prévisions de sécurité ne seront pas modifiées de façon importante à la suite du carnage commis à

Congrès de l'Association des Assureurs-vie de Québec



M. Jean-Denis Vincent
"Le vent dans les voiles". C'est sous ce titre que se déroulera cette année le traditionnel Congrès de l'Association des Assureurs-vie de Québec. L'endroit: Auberge des Gouverneurs, Haute-Ville. La date: 11 mai 1984. L'heure: 08h30 l'inscription. Le coût: \$25. Nous vous attendons en très grand nombre. (ANP)

Québec par un tireur-fou.

"Je ne crois pas que cela affectera les mesures prévues, a répondu M. Tousignant. Mais il ne faut mêler la visite au problème posé par l'attentat de Québec. Il y aura des mesures de sécurité justement pour prévenir un attentat (en septembre). On ne peut éliminer tous les risques, mais, a repris le porte-parole du

groupe fédéral, les deux situations ne se comparent pas.

"Je ne crois pas qu'il y aura des changements. Mais l'événement vient tout juste de se produire. C'est à la Gendarmerie royale du Canada de l'analyser et de prendre les décisions qui s'imposent. Décisions, a-t-il terminé, qui ne seront pas nécessairement rendues publiques."



Le Soleil, René St-Pierre

Pour le commissaire québécois à la visite du pape, M. Jacques Vallée, l'attentat sanglant perpétré hier à l'Assemblée nationale ne force pas une révision de l'ensemble des mesures de sécurité prévues: c'est plutôt l'opinion publique qui saisira maintenant l'importance de les déployer lors de la venue de Jean-Paul II.



TRAITEMENT DE TEXTES INSCRIPTION

LE COLLEGE BART, LA PREMIERE INSTITUTION D'ENSEIGNEMENT A DISPENSER DES COURS EN TRAITEMENT DE TEXTES DANS LA REGION DE QUEBEC, RECOMMENCE UNE NOUVELLE SESSION DE COURS DANS CETTE DISCIPLINE D'AVENIR.

COURS DU JOUR: DU LUNDI AU JEUDI 9:00h à 12:00 (36 hrs) DEBUT: 21 MAI

COURS DU SOIR: LES LUNDI ET MERCREDI 18:00 à 21:00 (36 hrs) MARDI ET JEUDI DEBUT: 14 MAI 15 MAI

CARACTERISTIQUES: Une étudiante par appareil Temps de pratique libre disponible et gratuit Service de Placement en traitement de textes

Inscription dès maintenant



Collège Bart

751, côte d'Abraham
Québec
G1R 1A2
522-3906

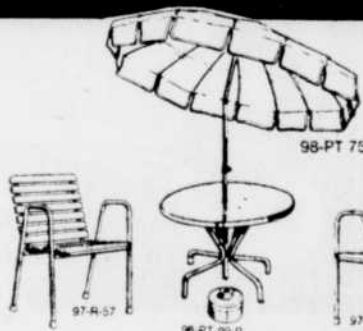
Achetez directement du manufacturier

MEUBLES D'ÉTÉ ALPHA-VICO

25% à 50% DE RABAIS

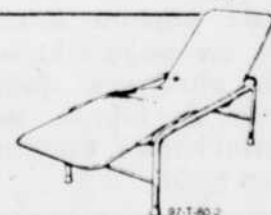
sur tout le stock en magasin

EXEMPLES:



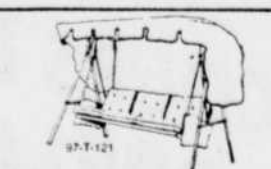
Ensemble comprenant:
1 table 45" diam., fibre de verre
4 chaises Relax, 7 lattes, empilables
1 parasol 7 1/2' en Textilène
1 base de parasol (universelle)

Prix de détail: 910^{50\$}
NOTRE PRIX: 594^{65\$}



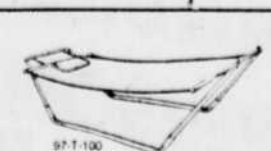
Chaise longue en Textilène auto-ajustable.

Prix de détail: 278^{\$}
NOTRE PRIX: 189^{95\$}



Balanoire à trois coussins

Prix de détail: 700^{\$}
NOTRE PRIX: 349^{95\$}



Hamac démontable en Textilène

Prix de détail: 188^{\$}
NOTRE PRIX: 139^{95\$}



Desserte à 2 plateaux lattés

Prix de détail: 197^{\$}
NOTRE PRIX: 139^{95\$}

Vaste choix d'ameublement pour CAFÉ-TERRASSE



ALPHA-VICO CANADA INC.

820, St-Jean-Baptiste
(angle Henri-IV et boul. Hamel)
local 170
Tél.: 871-6878

Pharmacie
Camille Têtu
DE PLACE LAURIER
où tout vous est vendu
à prix d'escompte
(près du magasin Provigo)
TEL.: 653-4081

"SOUVENT IMITE, JAMAIS EGALÉ!"

Vaste choix de cosmétiques et parfums également à prix coupés.

Heures d'affaires:
dim. 10h à 12h
mar. 9h30 à 17h30
ven. 9h30 à 21h
sam. 10h30 à 17h

UNE PHARMACIE OÙ L'ON SOIGNE VOTRE BUDGET

Promotion

JE REVIENS

Cadeau avec achat



Avec tout achat de produits "Je reviens", vous recevrez gratuitement un parfum de toilette en flacon vaporisateur, format 15 ml, d'une valeur de 8 \$.

La représentante de la compagnie, Ginette Rousseau, sera au comptoir des cosmétiques et parfums pour vous conseiller.

Jeudi - vendredi et samedi les 10 - 11 - 17 mai 1984.

Promotion

MOLINARD

Un parfum Molinard d'une valeur de 65 \$ vous est offert pour seulement 35\$

Un rabais extraordinaire pour souligner la fête des mamans!



Promotion

Cabochar

Cadeau avec achat

A l'achat de 15 \$ ou plus de produits Cabochar, vous recevrez gratuitement un parfum Cabochar, format 3.5 ml, d'une valeur de 20 \$.



Promotion

ANNE-MARIE et BRUNANTE

Sur présentation de ce coupon, vous obtenez un ESCOMTE DE

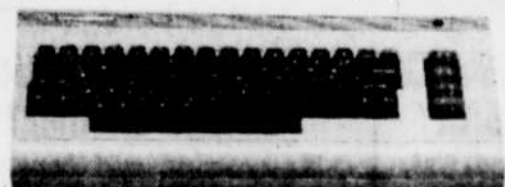
20%

ou un PLATEAU A COSMETIQUES d'une valeur de 10.00\$ GRATUITEMENT avec tout achat de 10.00\$ ou plus de ces produits.



CONCOURS-TIRAGE

COMMODORE 64K DE GILLETTE



Comprend: le clavier, 1 magnétocassette et en boni, un ensemble de cassettes.

Pour être éligible, il suffit d'acheter un ou plusieurs déodorants Right Guard - Uni-sec - Dry Idea - Soft & Dri.

Tous les déodorants de marque Gillette vous donnent droit à un coupon de participation par produit acheté.

A GAGNER:

25 COMMODORE (tel que décrit plus haut), dont un chez Camille Têtu à Place Laurier.

Spéciaux "Concours Commodore de Gillette" en vigueur jusqu'au 27 juillet ou jusqu'à épuisement des stocks.



Spéciaux en vigueur jusqu'au 16 mai ou jusqu'à épuisement des stocks



Selon M. Chrétien, sa proposition atténuerait l'aliénation de l'Ouest.

Chrétien promet la représentation proportionnelle

BRANDON, Manitoba (PC) — Le ministre de l'Énergie Jean Chrétien a déclaré hier qu'il instaurerait un système de représentation proportionnelle pour les prochaines élections fédérales s'il était élu premier ministre.

Il a déclaré aux journalistes que le système électoral fédéral devait être réformé pour mettre fin à l'aliénation des provinces de l'Ouest.

M. Chrétien, l'un des sept candidats à la direction du Parti libéral, a précisé qu'il aimerait ajouter 22 ou 23 nouveaux sièges aux 282 que compte actuellement la Chambre des communes.

Il a précisé que ces nouveaux sièges seraient comblés par les can-

didats ayant obtenu le plus de votes parmi ceux qui n'auraient pas été élus. Les autres députés seraient élus de façon traditionnelle.

Les nouveaux sièges seraient répartis entre les provinces en fonction de la population. Par exemple, la Colombie-Britannique obtiendrait trois sièges alors que l'Alberta, le Manitoba et la Saskatchewan se verraient attribuer deux sièges chacune.

Les partisans de la représentation proportionnelle estiment qu'elle mettrait fin au régionalisme des partis politiques. Actuellement, les libéraux comptent seulement deux députés dans l'Ouest et les conservateurs un seul au Québec.

Hervieux-Payette insatisfaite

OTTAWA (PC) — Les sept candidats au leadership libéral n'ont pas des positions suffisamment claires sur les questions des femmes et des jeunes, a soutenu hier la ministre d'État à la Jeunesse, Mme Céline Hervieux-Payette.

Mme Payette, qui n'a toujours pas annoncé lequel des candidats

elle entendait appuyer, estime que les délégués ont droit à "plus que des vœux" sur ces deux questions importantes et que les sept aspirants à l'investiture devront préciser leurs intentions.

"Si j'étais satisfaite de leurs positions, vous pourriez dire que je me contente de peu", a-t-elle lancé.

Munro vise un poste hors de sa portée, si efficace soit-il

Voici le quatrième d'une série de portraits des sept candidats à la direction du Parti libéral du Canada. Ces textes ont été rédigés dans le cadre d'une expérience de collaboration entre Le Droit d'Ottawa, Le Quotidien de Chicoutimi et LE SOLEIL.

OTTAWA — John Munro. Même ses collègues libéraux frémissent à la mention de son nom.

John Munro, c'est le ministre qui, en 1978, avait dû démissionner du cabinet parce qu'il avait commis l'imprudence de téléphoner à un juge pour l'inviter à rendre un jugement rapide dans une cause qui l'intéressait.



Collaboration spéciale

par
Michel
GRATTON
LE DROIT

C'est le ministre qui s'est fait casser la mâchoire dans une bagarre en 1980 à une réception de mariage, selon les rumeurs, et qui a eu ensuite l'audace de se présenter devant les caméras de télévision, la bouche cousue de fils métalliques, pour faire croire au pays qu'il était vraiment tombé dans sa baignoire, tête première.

C'est le ministre qui est près, trop près, des syndicats d'après certains de ses collègues, ces syndicats puissants du port de Hamilton.

C'est le ministre qui est entré au cabinet en 1968 parce que Allan MacEachen l'avait exigé dans l'entente qui le faisait passer dans le camp du candidat gagnant au congrès de leadership, Pierre Elliott Trudeau.

D'abord ministre sans portefeuille, Munro devait survivre à tous ses problèmes de vétéran de la politique et de la scène d'Ottawa où il est député depuis 20 ans.

C'est aujourd'hui le ministre fort influent des Affaires indiennes et du Nord et, contre toute attente, un candidat à la succession de Pierre Elliott Trudeau.

Pourquoi? "Parce que c'est maintenant ou jamais pour lui", nous dit un collaborateur libéral.

"La mère de John Munro, Katherine, a toujours eu une grande influence sur son fils et sur sa carrière politique jusqu'à sa mort, récemment, raconte le même homme. Quand il s'est présenté à la présidence de son école secondaire, c'est elle qui gérât sa campagne..."

"Elle avait tout simplement décidé que son fils serait premier ministre un jour". Il ne fait donc qu'au fond suivre sa destinée.

30 ans de politique

Agé de 53 ans, il fait de la politique depuis l'âge de 24 ans où, à une époque où ce genre de choses n'arrivaient tout simplement pas, il renversait tous les calculs en étant élu conseiller municipal de Hamilton. Il venait tout juste de finir son cours de droit. Il devait y rester de 1955 à 1962 avant d'être élu député cette année-là par une majorité de 3,500 voix contre les conservateurs de John Diefenbaker.

Il survivait à la vague conservatrice de Joe Clark par une majorité de 2,700 voix en 1979 et l'emportait par plus de 3,000 voix en 1980.

Plusieurs fois au cours de sa carrière ministérielle on a cru que la protection d'Allan MacEachen, la conscience anglophone de Pierre Trudeau, ne serait pas suffisante pour sauver



John Munro est entré dans la course pour défendre ses idées de gauche.

la peau de John Munro, un homme dont l'image, peut-être injustement, est plutôt négative dans le public.

"Mais, on n'y pouvait rien parce que le gars continuait de produire", de dire un conseiller politique d'un autre ministre du cabinet.

"Il a convaincu les commentateurs les plus difficiles à convaincre: ses collègues de cabinet", affirme-t-il.

Un ministre devait d'ailleurs confier avec incrédulité: "Je n'en reviens pas de voir comment il réussit..."

Un homme efficace

On prétend qu'il a fait preuve de la même efficacité et du même dynamisme partout où

il est passé, que ce soit à l'Emploi et l'Immigration, à la Santé, au Travail ou aux Affaires indiennes, tous des ministères explosifs et difficiles à cause des relations humaines qu'ils impliquent.

Il s'est assis à table avec les leaders syndicaux comme il cherche aujourd'hui à négocier avec les chefs de bande des nations indiennes à un moment crucial de leur histoire et de la réforme constitutionnelle qui dictera leur avenir.

Si on lui reproche quelque chose c'est peut-être d'aimer un peu trop se mêler à eux socialement et de faire des promesses difficiles à tenir au nom du gouvernement dans l'euphorie et l'intimité de ces rencontres amicales.

Mais il réussit. On a pu être témoin de son efficacité de négociateur quand le député néo-démocrate des Territoires du Nord-Ouest, l'inuk Peter Ittinuar, passait dans le camp des libéraux grâce à son intervention.

Mais, aussi efficace soit-il, le leadership du Parti libéral n'est vraisemblablement pas à sa portée, son unilinguisme s'ajoutant au reste. Il le sait et il avoue lui-même que sa seule véritable chance réside dans son idéologie de gauche. Il est en fait, indéniablement, le plus à gauche des sept candidats à la direction.

Et, on soupçonne que c'est en même temps pour s'assurer que le parti ne sombrerait pas dans le piège de la droite et qu'il pourrait se négocier un siège au cabinet auprès du gagnant éventuel qu'il est entré dans la course.

Une fois éliminé, on le voit facilement dans le camp de Jean Chrétien. Plusieurs de ses partisans seraient d'ailleurs déjà gagnés à la cause du ministre québécois pour un deuxième tour.

Demain: John Roberts

l'aliberté

MAIL CENTRE-VILLE, QUEBEC

OFFRES SPÉCIALES FÊTE DES MÈRES



MAGNIFIQUES MONTRES QUARTZ MARQUE RENOMMÉE "PULSAR"

- | | |
|--|---|
| A- Boîtier carré.
Bracelet uni ton or. | C- Boîtier rond. Fini plaqué couleur argent. |
| \$150 | \$140 |
| B- Boîtier couleur or.
Bracelet de cuir fini léopard. | D- Boîtier baguette.
Bracelet uni, ton or. |
| 89.50 | \$210 |

EN SPECIAL! BOUCLES D'OREILLES GENRE CHAINETTE EN OR 10K

Nouveauté qui fera sûrement plaisir à maman. Choix de 4 modèles tels qu'illustrés avec coeur, boule, perle d'eau douce et perle cultivée.

SPECIAL FÊTE DES MÈRES **\$16** ch.

CLINIQUE DE PERÇAGE D'OREILLES

Pour vous-même, votre fille et même pour votre bébé de 2 mois et plus, faites confiance à Mme Pauline Fecteau, conseillère à la bijouterie. Jeudi et vendredi de 12h.30 à 21h. et samedi de 10h. à 17h.



Boutons de ton or: **8.88**
Pierre de naissance: **10.88**
Perle satinée: **12.88**



Eau de parfum Fidji de Guy Laroche. Format pratique 57 ml avec pompe, tel qu'illustré.

Spécial Fête des Mères: **\$15**



Eau de parfum Anais Anais en vaporisateur 30ml, plus une jolie trousse à bijoux en matériel brodé. Cadeau de bon goût. **Seulement: 27.50**



Ensemble "Aphrodite" comprenant parfum concentré 10 ml et savon gel satiné pour le bain et la douche, format 100 ml.

Rég. \$17.50
Spécial: **\$12**

COURS DE MAQUILLAGE PERSONNALISÉ

présenté par Mlle Lise-Anne Michaud

Esthéticienne visagiste diplômée



Cours individuel ou en groupe. Tous les produits utilisés durant les cours sont gratuits. Inscrivez-vous dès maintenant à notre rayon des cosmétiques. Composez:

525-4841

POLITIQUE

L'Ouest veut moins de barrières tarifaires

KELOWNA, C.-B. (PC) — Les quatre premiers ministres des provinces de l'Ouest ont demandé hier au gouvernement fédéral de songer en priorité à la possibilité de libéraliser le commerce international. Selon eux, une telle évolution est nécessaire si l'on veut que la reprise économique persiste, créer des emplois, accentuer l'exploitation des ressources naturelles et diversifier l'économie dans l'ouest du pays.

Les premiers ministres ont exprimé cet avis dans un communiqué à l'issue d'une rencontre de deux jours, à Kelowna. Ils ont demandé l'élimination des barrières tarifaires internationales applicables aux produits canadiens, en particulier aux produits agricoles et aux ressources naturelles en demande.

Ils se sont aussi prononcés en faveur d'efforts plus constants de mise en marché et de publicité, sous-entendant une meilleure communication et une plus grande coopération entre le

fédéral et les provinces en ce qui regarde les missions commerciales et la participation aux foires. Et ils ont souhaité une expansion des démarches en vue d'ouvrir des marchés à l'exportation, à laquelle devrait s'ajouter des méthodes de financement des exportations plus stimulantes.

Sommet économique

Le Canada doit, selon eux, continuer à résister à toute mesure protectionniste.

La Colombie-Britannique lutte depuis quel temps déjà en faveur de zones franches. Avec les autres provinces de l'Ouest, elle a demandé au premier ministre Trudeau d'être présente au sein de la délégation canadienne qui participera au sommet économique des 28 et 29 juin, à Londres. Plusieurs accords multilatéraux doivent être renouvelés prochainement, ont rappelé les provinces.



MM. Trudeau et de la Madrid, à tour de rôle, ont déclaré que les relations entre le Canada et le Mexique étaient "plus étendues et mutuellement avantageuses que jamais".

Entente totale Ottawa-Mexico

OTTAWA (AFP) — La visite officielle de trois jours du président mexicain M. Miguel de la Madrid à Ottawa a montré une entente quasi totale du Mexique et du Canada tant du point de vue multilatéral que bilatéral, ont souligné les deux délégations hier à Ottawa.

Ainsi, les deux pays ont la même vision de la situation en Amérique centrale. Le premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau et M. de la Madrid ont la conviction que les conflits et les troubles qui s'y déroulent "trouvent leur origine dans les conditions économiques et sociales" de ces pays.

Pour parvenir à une solution en Amérique centrale, il faut donc, selon eux, promouvoir le développement de ces pays "sans discrimination ni préalables politiques".

Dans un communiqué commun publié hier soir, MM. Trudeau et de la Madrid réaffirment à cet égard le droit à l'autodétermination des pays d'Amérique centrale. Ils leur re-

connaissent également "la liberté de résoudre leurs différends sans ingérence politique ni militaire".

Cette entente planera sans doute sur les entretiens de la Madrid-Reagan qui doivent avoir lieu dans une semaine à Washington, estiment tous les observateurs.

Par ailleurs, une identité de vues s'est dégagée sur la nécessité, d'une part, de relancer le dialogue Nord-Sud et, d'autre part, d'étendre la reprise économique naissante aux pays en développement en leur donnant les moyens d'exporter leur production, leur permettant ainsi de résoudre la "crise de l'endettement" qu'ils connaissent.

Sur ce point, les Canadiens notent avec satisfaction la manière dont le Mexique gère sa dette extérieure (\$86 milliards dont \$5 milliards prêtés par le Canada). La signature hier soir d'un protocole d'entente sur le financement des exportations témoigne de la confiance canadienne dans l'attitude du Mexique à résoudre ses difficultés économiques.

POLITIQUE CANADIENNE

Rénovation de \$175,000 par Mulroney

OTTAWA (PC) — Le chef de l'Opposition Brian Mulroney a dépensé plus de \$150,000 en fonds publics pour la rénovation de sa résidence officielle de Stormoway, lui qui s'est à plusieurs reprises prononcé en faveur du resserrement des dépenses gouvernementales.

Ces coûts de rénovation sont plus élevés que les dépenses combinées qu'ont consacrées les deux prédécesseurs immédiats de M. Mulroney, MM. Joe Clark et Pierre Trudeau, à l'amélioration de la résidence officielle du chef de l'Opposition située dans le chic quartier de Rockcliffe.

Les chiffres ont été rendus publics hier aux Communes en réponse à une question du député néo-démocrate Vic Althouse.

Pour Calgary

OTTAWA (PC) — Le ministre d'Etat au Sport amateur, M. Jacques Olivier, a admis, hier, en Chambre, que les profits du programme de paris sportifs du gouvernement fédéral serviront prioritairement à financer les Jeux olympiques d'hiver de Calgary.

Discrimination

OTTAWA (CP) — Le projet de loi mettant fin à la discrimination contre les Amérindiennes et aidant les Amérindiens à créer leur propre gouvernement risque de mourir au feuillement en raison des vacances d'été des parlementaires.

Contre le chômage

OTTAWA (PC) — Le gouvernement fédéral a fait connaître, hier, les détails de son programme de \$150 millions pour la lutte contre le chômage chez les jeunes. La Corporation 1534-1984, de Québec, a obtenu \$1.9 million dans le cadre de ce programme.

Source d'orgueil

HALIFAX (PC) — "C'est une source d'orgueil pour les marins", a déclaré hier le ministre de la Défense nationale, M. Jean-Jacques Blais, en racontant qu'un sous-marin canadien avait réussi, dans le cadre de manoeuvres l'an dernier, à s'approcher assez près d'un porte-avions américain pour y porter un coup fatal.

Expropriés de Mirabel

OTTAWA (PC) — Le chef conservateur Brian Mulroney appuie, en principe tout au moins, la lutte des expropriés de Mirabel pour faire reconnaître leurs droits. C'est ce qui ressort d'une réunion d'une trentaine de minutes, hier, entre le leader Tory et des représentants de ces expropriés.

Pompistes à sec

TORONTO (CP) — Deux propriétaires indépendants de postes d'essence qui ont affronté le gouvernement fédéral en cour et obtenu le droit de vendre de l'essence au gallon affirment qu'ils n'ont pas les moyens de se payer des avocats pour l'appel interjeté par le fédéral et qu'ils devront eux-mêmes plaider devant cette instance judiciaire. Selon eux, un avocat éminent de Toronto leur réclamait \$25,000 pour ce travail.

Ottawa n'y peut rien

OTTAWA (CP) — Le gouvernement fédéral ne peut faire grand-chose pour aider Terre-Neuve dans sa dispute avec le Québec au sujet du contrat avec Hydro-Québec. M. Eddie Goldenberg, un adjoint du ministre de l'Energie Jean Chrétien, a commenté, hier, que le contrat était valide et ne pouvait être modifié que par les signataires de l'accord. Le premier ministre terre-neuvien Peckford avait demandé lundi l'intervention du premier ministre Trudeau dans cette affaire.

Rendez-vous franco-canadien

OTTAWA (AFP) — Les négociations entre la France et le Canada sur la délimitation de la zone maritime de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon ont pris fin, hier, avec la fixation d'un nouveau rendez-vous à l'automne, après deux jours de discussions.

Pas d'accord secret

OTTAWA (CP) — Le bureau du ministre fédéral de l'Energie a fait savoir, hier, qu'il n'y avait pas eu d'accord secret entre Ottawa et la Nouvelle-Ecosse sur un nouveau partage des revenus des richesses off-shore. "Lorsque la législation sera déposée vous saurez de quoi il en retourne", a affirmé un porte-parole de M. Chrétien.

ON EST EN FÊTE

chez GASTON LEVESQUE

PROFITEZ DE NOS AUBAINES

DE LA FÊTE DES MÈRES

NOUS CÉLÉBRONS L'OUVERTURE D'UN NOUVEAU DÉPARTEMENT D'ÉLECTRONIQUE À NOTRE MAGASIN DE VILLE VANIER. NOUVELLE SUCCURSALE AU CARREFOUR CHARLESBOURG, 8500, BOUL. HENRI-BOURASSA

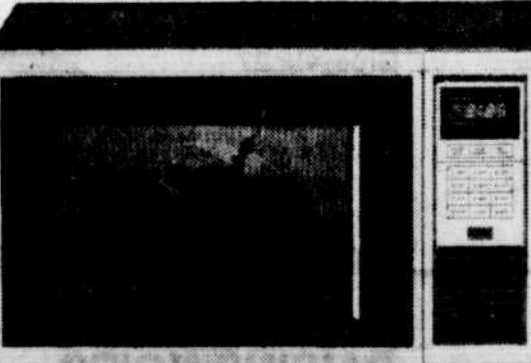
A l'occasion de cette fête, profitez de spéciaux d'ouverture dans tout le magasin, sur meubles, appareils de son, audio-vidéo et électroménagers.

FOUR À MICRO-ONDES programmable de 1,0 cu.ft



ER-174BTC
 • Programmation à 2 étapes • Cuisson basée sur le temps ou la température • Touches de commande à signal sonore • Sonde de détection automatique de la température • 9 niveaux de réglage de puissance • Réglage de température à 10 positions • Minuterie électronique de 10 minutes • Horloge • Livre de recettes en couleur inclus

549\$

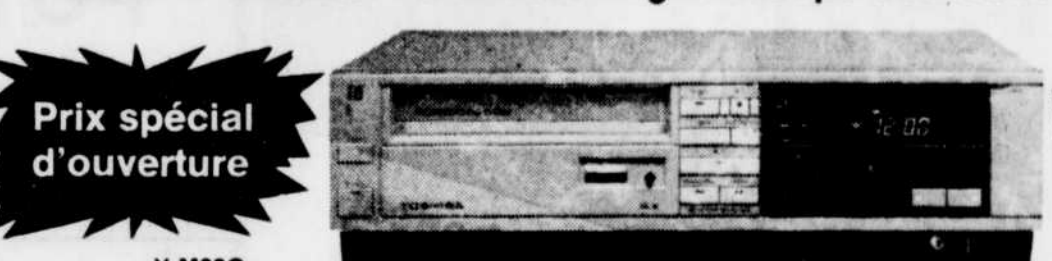


ER-874BTC
 • Décongélation automatique temps ou température • Cuisson basée sur le temps ou la température • Touches de commande à signal sonore • Sonde de détection automatique de la température • 9 niveaux de réglage de puissance • Réglage de température à 10 positions • Grande capacité de cuisson de 1,6 cu.ft • Minuterie électronique de 100 minutes • Horloge • Livre de recettes en couleur inclus

599\$

TOSHIBA offre la garantie la plus complète au Canada

Vidéo V-M32C Toshiba Magnétoscope à cassette



Prix spécial d'ouverture

V-M32C
 • Chargement frontal
 • Prêt au câble - 105 canaux
 • 8 programmes - 14 jours programmables

• Recherche d'image fixe/ralenti
 • Fonctions à télécommande



CB-330 TÉLÉCOULEUR
14 po. 50 mois de garantie

• syntonisateur électronique
 • pré-sélection des canaux
 • Base pivotante
 • Prise d'écouteur

399⁹⁵

GARANTIE DE 50 MOIS
 pièces et main-d'oeuvre

PLUSIEURS CHAINES STÉRÉO EN LIQUIDATION
 Jusqu'à **50% DE RABAIS**

PLAN MISE DE CÔTÉ AVEC LIVRAISON ET PRIX GARANTIS JUSQU'AU 1er JANVIER 1985.

...Un service de qualité garanti



100, rue Chabot, Ville-Vanier - 683-3471
 (tout près de Place Fleur de Lys)

Profitez dès maintenant de notre plan de mise de côté, en prévision de votre prochain déménagement.

De plus, réalisez des économies supplémentaires, grâce à notre plan "Payez et emportez".

DÈS DEMAIN

Carrefour Charlesbourg, 8500, boul. Henri-Bourassa (à compter du 10 mai)

...ET DAVANTAGE ENCORE:

• Service de livraison rapide, même les jours de vendredi soir et le samedi.
 • Spécialiste en art culinaire pour tous à micro-ondes, sur place à temps plein.
 • École de cuisson gratuite pour tous à micro-ondes.

Tous nos prix comprennent la livraison, le déballage et l'installation à domicile.

Venez faire la différence!

Campagne pour recueillir \$1 million

par
Lise LACHANCE

Le Fonds de recherche de l'hôpital Saint-François-d'Assise a lancé, hier, sa première campagne de souscription publique. L'objectif de l'opération, qui s'étalera sur cinq semaines, est de \$1 million.

"Cette somme sera placée en fiducie. Nous n'utiliserons que les intérêts", a déclaré au SOLEIL, le directeur général de l'hôpital, le Dr Gérard Roy. Elle s'ajoutera aux octrois de plus d'un million

de dollars que les chercheurs touchent déjà de la part du Fonds de recherche en santé du Québec, du Conseil médical de la recherche du Canada, de l'Institut national du cancer et de la Fondation des maladies du cœur.

Ces subventions ont permis à l'équipe de chercheurs de l'hôpital Saint-François-d'Assise de se hisser à la fine pointe de la recherche dans leur domaine respectif et être présents sur la scène internationale. Mais

un apport financier supplémentaire est nécessaire à la poursuite de leurs travaux. D'où l'appel public lancé hier. Déjà, \$400,000 ont été recueillis auprès du personnel de l'institution, des médecins et de la corporation des bénévoles.

Un vaporisateur nasal bien précieux

Les recherches qui bénéficieront de la générosité du public concernent quatre grandes disciplines: l'endocrinologie de la

reproduction; les biomatériaux et leur comportement dans l'organisme humain; les causes et la prévention de l'alcoolisme; la biochimie médicale, particulièrement en pédiatrie et dans le développement de nouvelles techniques de laboratoire.

Neuf chercheurs seniors, une trentaine d'assistants de recherche, d'étudiants gradués et de résidents se consacrent à ces travaux, sous la direction du Dr Jean-

Claude Forest.

En ce qui concerne la reproduction humaine, un groupe d'endocrinologues se penche sur les hormones du cerveau responsables du contrôle des ovaires et des testicules. À l'aide de l'hormone LHRH administrée par insufflation intranasale, ils cherchent à comprendre le rôle que jouent des hormones secrétées par le cerveau et les ovaires dans l'apparition de certaines maladies chez la femme.

Les recherches cliniques portent actuellement sur l'endométriose (prolifération des glandes utérines dans l'abdomen, ce qui entraîne douleurs et infertilité)

et les léiomyomes utérins (fibrome de l'utérus). D'autres phénomènes seront bientôt étudiés, comme la puberté précoce et le cancer du sein hormono-dépendant chez la femme préménopausée.

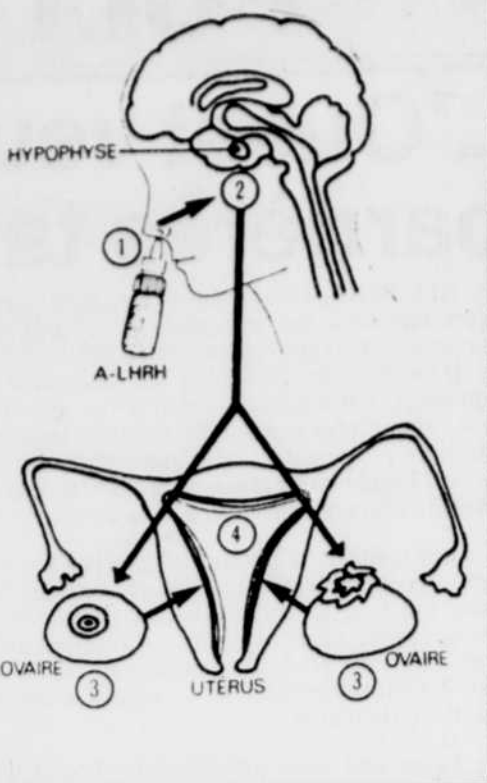
Depuis quatre ans déjà, l'équipe étudie le recours à l'hormone LHRH, en vaporisateur nasal, comme nouvelle approche contraceptive chez la femme. Cette médication étant utilisée pour le traitement du cancer de la prostate, les données de ces travaux sont utiles pour le développement possible de la contraception chez l'homme.

L'excellence des tra-

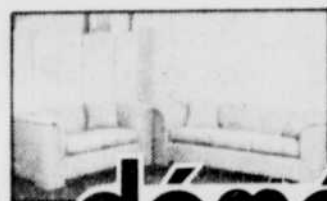
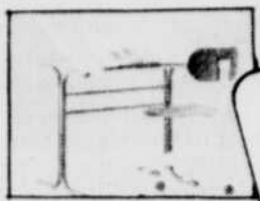
vaux de cette équipe lui a permis d'acquérir une réputation internationale. Dernièrement, la Société canadienne de fertilité et d'andrologie lui a décerné le prix de la meilleure communication scientifique lors de son congrès annuel.

Le Fonds de recherche de l'hôpital Saint-François-d'Assise a été créé en collaboration avec l'université Laval, en 1982. Cette première campagne de souscription publique se déroule sous la présidence d'honneur du ministre des Communications du Québec et député de Vanier, M. Jean-François Bertrand.

Québec, Le Soleil, mercredi 9 mai 1984



Source: Hôpital Saint-François-d'Assise



bientôt au 1240, boul. Charest ouest (angle St-Sacrement)

Cumulus meubles

le meilleur rapport qualité-prix!

1106, rue St-Jean (Vieux) Québec 694-1818

Stationnement gratuit et facile. Carré d'Youville et Place de l'Hôtel de Ville.

FERMETURE



Dernière chance!
Profitez-en pour la
Fête des Mères

De **40 à 60%** de rabais
sur tous les bijoux

Michel Herbelin

35% à 40% de rabais

Nous avons un très bon choix de bagues à diamants
(bagues de fiançailles) jongs et bijoux en or

Deux heures de stationnement gratuit
à la bibliothèque de Québec et au Holiday Inn

MARCOU

365, de la Couronne
2e étage
(face à la bibliothèque de Québec)

Tel. 522-6861



POTAGER



"La qualité n'est jamais un accident, elle est toujours le résultat d'un effort constant".

Saviez-vous que...

Les pamplemousses importés de Floride sont présentement à leur meilleur, sucrés et juteux jusqu'en juin. Ceux qui nous viendront alors de Californie seront moins savoureux. L'Indian River est l'un des meilleurs qu'on puisse trouver. Originaire des Antilles, quatre états américains produisent 90% de la récolte mondiale. Le pamplemousse est l'un des plus jeunes fruits au monde. Il est riche en vitamine C, les roses contiennent plus de vitamine A. Un demi-pamplemousse ne contient que 45 calories.

**PAMPLEMOUSSES
BLANCS
EXTRA-GROS**
Grosneur 27
Indian River
de Floride

39¢
ch.

**RAISINS NOIRS
RIBIER**
du Chili

89¢
lb
1.96
kg

**CHOU-FLEUR
DE CALIFORNIE**
Grosneur 12
Cat. Canada
No 1

1.59
ch.

• Tous ces prix spéciaux sont en vigueur à nos 3 magasins du 9 au 15 mai inclusivement
• Nous nous réservons le droit de limiter les quantités • Nos 3 magasins sont ouverts le dimanche

**BIENTÔT, UN
4e POINT DE VENTE**
AU 1191, RUE CARTIER

HALLS DE STE-FOY
2500, Quatre-Bourgeois
coin Du Vallon
659-6666

ANCIENNE-LORETTE
4218, boul. Hamel ouest
871-1717

NEUVILLE
358, route 138
876-2066



Entrain vous en offre plus!

SPECIAL ÉTÉ 1984



NAUTILUS

**DANSE AÉROBIQUE
PHYSI-RYTHME
JAZZ AÉROBIQUE**



**RACQUETBALL
SQUASH
(A VOLONTÉ)**

LIFECYCLE

\$109
SEULEMENT

Etudiant: **\$89**
Le couple: **\$159**
**DISPONIBLE DES
MAINTENANT**

**TOUT
LE PARADIS DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE
JUSQU'AU 31 AOÛT 1984**

CLUB



Entrain Nautilus

2600, boul. Laurier

Place Belle-Cour, Ste-Foy — Tél.: 658-7771

La contraception par un vaporisateur nasal: une nouvelle approche sur laquelle se penchent des chercheurs de l'hôpital Saint-François-d'Assise et qui leur a valu une réputation internationale. L'hormone A-LHRH administrée par voie intranasale peut s'avérer la médication de l'avenir pour la contraception et le traitement de certaines maladies des ovaires et de l'utérus.

Un appel lancé à Laurin

MONTREAL — Le syndicat des 1.200 infirmières de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont a demandé hier au ministre des Affaires sociales, M. Camille Laurin, d'intervenir auprès de la direction de l'institution au sujet des compressions budgétaires.

Selon la présidente syndicale, Mme Hélène Wavroch, près de 200 postes infirmiers ont été abolis depuis deux ans et 68 autres pourraient l'être d'ici peu, ce qui rend la situation dangereuse pour les patients.

En revanche, le directeur général de l'hôpital, M. Claude Desjardins, réplique que les contraintes gouvernementales lui laissent peu de choix.

Par ailleurs, le syndicat fait valoir que le centre hospitalier a publié récemment une étude d'orientation à l'intérieur de laquelle est prévue l'embauche d'environ 40 médecins avec équipement et personnel ultra-spécialisés.

Selon la présidente du syndicat, il est difficile de comprendre comment l'hôpital envisage de tels services quand il prétend ne pas avoir les moyens de maintenir les soins infirmiers.

Congrès de l'Association
des Assureurs-vie
de Québec
Conférencier



M. Robert Lachance

"Le vent dans les voiles". C'est sous ce titre que se déroulera cette année le traditionnel Congrès de l'Association des Assureurs-vie de Québec. L'endroit: Auberge des Gouverneurs Haute-Ville. La date: 11 mai 1984. L'heure 08h30 l'inscription. Le coût: \$25. Nous vous attendons en très grand nombre. (RNR)

Solidarité des médecins-démisionnaires à Gaspé

par André DIONNE

GASPE — A la toute veille d'exécuter le mandat collectif qu'ils se sont donnés, les 22 médecins-démisionnaires de Gaspé ont maintenu avec la même unanimité leur décision de n'assurer à compter de ce matin que les services essentiels, soit de ne s'occuper que des cas jugés urgents.

Il n'y eut aucune défection lors de cette réunion de fin d'après-midi,

hier, de tous les membres du Conseil des médecins et dentistes de Gaspé, soulignant le porte-parole du "comité de crise", le Dr Daniel Dubois, un des deux seuls médecins omnipraticiens qui demeurent.

Entre-temps, le ministère des Affaires sociales a fait savoir par intermédiaires aux médecins-démisionnaires qu'on attendait d'eux une invitation vraiment formelle de se rendre à Gaspé pour étudier le problème, une information dont

nous n'avons pu hier soir obtenir confirmation.

Le Dr Dubois s'est dit étonné de cette attitude puisque les médecins ont expédié au ministère des lettres et télégrammes indiquant les problèmes et les solutions envisagées par le corps médical.

Au plan politique, les médecins de Gaspé franchiront vendredi une autre étape puisqu'un important contingent de praticiens venus de toute la Gaspésie se rencontreront à

l'Hôtel-Dieu de Gaspé, l'un des deux hôpitaux touchés par ce mouvement. Cette réunion est commandée par la section régionale de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

Les effets

Ce mouvement qui touche principalement l'hôpital de courte durée, l'Hôtel-Dieu, produira un ralentissement sensible des activités

du centre hospitalier d'une capacité de 108 lits et normalement occupé à 80 pour 100.

A compter de ce matin, le taux d'occupation doit passer à 35 ou 40 pour 100.

Hier soir, disait le porte-parole du "comité de crise", l'hôpital ne comptait plus que 56 patients hospitalisés. Quelques-uns seront transférés dans d'autres hôpitaux de la région.

Il n'y aura plus d'interventions chirurgicales électives et seuls les cas urgents seront admis pour des traitements. Les médecins maintiendront cependant les services auprès d'une dizaine de personnes souffrant de maladies chroniques qu'héberge toujours ce centre hospitalier.

Les appuis

Entre-temps, plusieurs regroupements, dont les clubs sociaux, ont fait connaître leur appui au mouvement de contestation des médecins.

La section Bas-Saint-Laurent—Gaspésie du Syndicat professionnel des infirmières et infirmiers du Québec auquel sont rattachés les travailleurs professionnels des deux hôpitaux de Gaspé, a donné un appui non équivoque au mouvement des médecins-démisionnaires. La Corporation des Fêtes de Gaspé 84 a formellement donné son appui et pour cause. Il faut un règlement de cette crise pour que puissent s'organiser comme on le désire les services de santé nécessaires pendant ces fêtes alors qu'on prévoit un achalandage de près de 40,000 personnes dans la région immédiate de Gaspé.

Les autres associations sociales, telles les Lions, la Chambre de commerce, le Club Richelieu et même la Légion canadienne, ont soutenu officiellement le mouvement des médecins.

Au sein de la population, la popularité du mouvement demeure encore impossible à mesurer. C'est à compter d'aujourd'hui qu'elle pourrait se manifester.

Laurin demande des explications à la direction de Robert-Giffard

par Anne-Marie VOISARD

Le ministre des Affaires sociales, Camille Laurin, a pris contact, dès hier, avec les autorités du centre hospitalier Robert-Giffard pour en savoir plus long sur les conclusions d'une étude qui décrit cette institution psychiatrique comme un foyer de violence.

La recherche, dont LE SOLEIL présentait les principaux résultats dans ses éditions d'hier, a été préparée par le département de sociologie de l'université Laval, à la demande du conseil d'administration de Robert-Giffard. Elle porte aussi sur les conditions d'intimité des bénéficiaires. Bref, c'est la qualité de la vie à Robert-Giffard qui se trouve ici mise en cause.

L'attachée politique du ministre, Micheline Paradis, estime responsable de la part d'un conseil d'administration d'avoir voulu identifier les problèmes qui risquent de perturber le séjour des bénéficiaires. On sait que cette enquête a été commandée peu de temps après l'entrée en fonction du nouveau directeur général, Réjean Cantin. Celui-ci remplace Léo-Paul Beausoleil, qui fut destitué de ses fonctions.

Louis-Hippolyte-Lafontaine

Toute cette affaire suit de peu la présentation d'un autre rapport faisant état de mauvais traitements infligés à des patients de l'hôpital psychiatrique Louis-Hippolyte-Lafontaine. Dans ce cas, le ministre Laurin a ordonné une enquête. Le comité chargé de cette étude vient d'obtenir une prolongation de mandat. La présentation du rapport est prévue pour le 21 mai.

Réjean Cantin, le directeur général de Ro-

bert-Giffard, refusait hier de livrer ses impressions au public, avant, disait-il, de s'être entretenu avec le ministre. On sait qu'un sondage, impliquant cette fois la qualité de la nourriture à Robert-Giffard, a été aussi rendu public, hier. C'est le syndicat des employés, membres de la Fédération des affaires sociales (CSN) qui l'a préparé.

La cuisine centrale de Robert-Giffard vient d'être restaurée au coût de presque \$3 millions. N'eût été de la fusillade qui a bouleversé la colline parlementaire, le ministre Laurin devait d'ailleurs présider à son inauguration en matinée. Pourtant, 92 pour 100 des employés jugent toujours "insatisfaisante" la qualité de la nourriture servie aux bénéficiaires de Robert-Giffard.

Larose songe à un retour à la CSST

MONTREAL (PC) — Il faut que la CSN (Confédération des Syndicats Nationaux) ait le courage de "reposer clairement l'ensemble de la question" de sa présence à la CSST (Commission santé et sécurité au travail).

Au cours d'une entrevue accordée hier au quotidien Le Devoir, le président de la centrale, M. Gerald Larose, s'est dit favorable à un retour de la CSN au sein d'un organisme qu'elle boude.

A deux reprises récemment, le conseil confédéral a discuté d'une "politique de présence" qui pourrait pousser les délégués au 52e congrès de la centrale (qui s'ouvre dimanche prochain à Montréal) à restaurer un mandat syndical auprès d'un organisme certes controversé mais d'où la CSN ne saurait s'absenter indéfiniment sans accroître les difficultés que la centrale s'est créée en ne participant pas activement à la CSST.

M. Gerald Larose s'est notamment félicité de la santé financière de la CSN qui, pour l'exercice de deux ans se terminant le 29 février 1984, se retrouve avec un surplus budgétaire de \$970,000.

Le président de la SAQ poursuivi

MONTREAL (PC) — Le syndicat des employés de magasins et de bureaux de la Société des alcools du Québec, a décidé d'intenter une poursuite contre le président de la SAQ, M. Jean-Guy Lord, et ses assistants, pour avoir con-

venu à certains articles du code du travail. Dans un communiqué publié hier, le syndicat explique avoir pris cette décision après que le président de la SAQ eut autorisé la tenue de rencontres rassemblant des salariés afin de leur expliquer le projet pilote de franchise-coopérative, à la condition qu'ils démissionnent de leur syndicat. Le syndicat estime qu'en agissant ainsi, ils entravent les activités du syndicat.

BOIS DE PLANCHER
• CHENE • MERISIER • ERABLE

Spécial pour un temps limité
Erable no 2: 102\$ P.M.P.
Merisier no 2: 112\$ P.M.P.

(planches ou parqueterie)

LES PARQUETS de la CAPITALE Inc.
651-4432
2405, Dalton (Parc Colbert)
Sainte-Foy
Heures d'affaires: Du lundi au vendredi, 8h30 à 17h00

CONSERVEZ - RÉNOVEZ

- réfrigérateur
- lave-vaisselle
- hotte de cuisine
- laveuse
- sècheuse
- mobilier de chambre

Faites-les émailler à L'ACRYTAN (couleurs au choix)

871-5441

PRO EMAILLEUR INC.



LES GALERIES SONT EN FLEURS

du 9 au 21 mai 84.

Ouvrez grandes vos fenêtres aux AUBAINES du printemps

Enjolivez votre intérieur et votre jardin et profitez des rabais florissant dans le mail

des galeries de la capitale

SUR PLACE

Plantes vertes, plants fleuris, meubles et accessoires de parterre.

Pots à fleurs, insecticides, engrais etc...

10,000 PLANTS FLEURIS

Églantine remettra un plant fleuri aux 10,000 premières personnes qui seront munies d'une preuve d'achat des Galeries de la Capitale

SPÉCIALISTE EN HORTICULTURE

M. Camille Pouliot sera là pour vous conseiller Vendredi le 11 mai, de 16H00 à 21H00

Jeudi et vendredi les 17 et 18 mai de 16H00 à 21H00

Samedi 12 mai de 10h00 à 16h00
Samedi 19 mai de 10h00 à 16h00



Selon Jean Pouliot de CFCF

La télé anglaise ne menace pas le français

par Lia LEVESQUE

MONTREAL (PC) — Le fait qu'un fort pourcentage de téléspectateurs francophones écoutent la télévision anglophone ne représente nullement une menace d'assimilation ou un obstacle au développement de la culture et de la langue française au Québec.

C'est du moins ce qu'a prétendu hier le président et chef de la direction de CFCF Inc., M. Jean Pouliot.

La société gère entre autres la station télévisée anglophone CFCF, de même que les stations radio CFCF MA et CFCF MF à Montréal. CFCF télé s'accapare de 23 pour 100 des heures d'écoute à Montréal, chaque semaine. Elle reçoit 14 millions d'heures d'écoute, soit quatre millions de plus que l'ensemble des quatre chaînes américaines qui diffusent au Québec.

M. Jean Pouliot ne croit pas à la menace que représente une écoute généralisée de la télévision anglophone par les téléphones francophones.

"S'ils écoutent CFCF c'est que notre programmation répond mieux à leurs goûts. Je ne vois pas pourquoi on devrait arranger notre programmation pour s'empêcher d'aller chercher une partie de l'auditoire francophone", a-t-il mentionné, lors d'une interview avec les journalistes. M. Pouliot a également prononcé une allocution devant la Chambre de commerce du district de Montréal.

M. Pouliot juge "bon pour la culture" que des francophones écoutent la télé anglaise et applaudirait "si les anglophones faisaient la même chose".

M. Pouliot assure que chaque Canadien, individuellement, ne se soucie pas de ce qu'ils écoutent collectivement.

"Ils regardent les programmes qui les intéressent, sans se soucier de leur origine."

Il a également abordé le peu de succès qu'a connu, il y a quelques années, la diffusion par satellite d'émissions françaises au Québec. "Les Québécois sont des Américains qui parlent français; pas des Français qui vivent en Amérique du Nord", et c'est ce qui explique aussi, selon lui, la popularité de la télévision anglophone chez les Québécois francophones.

Le CRTC pris par son mandat

Dans son allocution sur l'avenir des nouveaux média, M. Pouliot a noté certaines contraintes qu'impose la loi canadienne sur la radiodiffusion. "Je ne critiquerai pas le CRTC, qui donne et renouvelle nos permis. Mais il doit appliquer le mandat que lui confie la loi sur la radiodiffusion, concernant la protection de la culture."

Cette protection de la culture coûte cher aux Canadiens, selon M. Jean Pouliot. "Si nous voulons demeurer canadien, il faut en payer le prix. Canadieniser la télévision payante, à titre d'exemple, double les coûts."

Bien qu'il ne critique pas ouvertement ce mandat du CRTC, M. Pouliot suggère de "tenir compte des développements récents et, si la loi a des effets négatifs, de voir à la réviser". Le CRTC oblige présentement les radiodiffuseurs à présenter une programmation canadienne à 60 pour 100. "Nous avons besoin de flexibilité beaucoup plus que de réglementation."

"L'objectif de la loi était valable quand les postes américains n'avaient qu'une distribution limitée au Canada", mais ce n'est plus le cas, signale le président de CFCF.

Réflexion sur les changements dans la vie des enseignants

par Damien GAGNON

Au-delà de mille enseignants du niveau primaire réfléchiront toute la fin de semaine sur l'organisation de l'enseignement en tenant compte des nombreux changements que connaît présentement leur profession.

Ils participeront au congrès pédagogique interdisciplinaire organisé par le comité pédagogique interdisciplinaire du Québec (CPIQ) qui se tient à compter de demain soir au Centre municipal des congrès. Les assises prendront fin samedi soir.

Claire Talbot, conseillère pédagogique à la Commission des écoles catholiques de Québec, Nicole Leblanc et Conrad Huard, conseillère et conseiller pédagogiques à la Commission scolaire Des Ilets ont donné les raisons qui ont motivé une telle rencontre.

Depuis 1979, soulignent ces trois membres du comité thé-

matique, de nombreux programmes d'études ont fait leur apparition dans l'environnement de l'enseignement primaire et d'autres sont annoncés d'ici septembre 1986. Il y a aussi le développement technologique et les micro-ordinateurs qui apparaissent déjà dans les écoles.

Tous ces programmes ainsi que le développement de nouvelles technologies invitent les enseignants à une réflexion sur l'organisation de l'enseignement.

Ce congrès se veut donc un moment privilégié de réflexion, d'échanges et de concertation sur le vécu des enseignants, la prise de conscience des différentes démarches pédagogiques et l'implication vers une pédagogie d'évolution.

Il y aura conférences, ateliers de travail et une exposition de matériel. Le vendredi soir, l'exposition qui comptera une trentaine de stands sera ouverte au grand public.

BMR INVITATION

AUX 200,000* CLIENTS QUI NOUS ONT FAVORISÉ DEPUIS QUE NOUS AVONS FAIT L'ACQUISITION DE F. MORISSETTE INC. ET À TOUS LES AUTRES, À L'OCCASION DE LA PRÉSENTATION DE NOS PRODUITS D'ÉTÉ POUR L'EXTÉRIEUR, DANS LES DEUX PLUS BEAUX CENTRES DE RENOVATION DE LA RÉGION DE QUÉBEC.

200,000 transactions de vente et plus

BULLETIN SPÉCIAL

Ce fut tellement agréable que nous avons décidé de vous inviter à nouveau jeudi, vendredi et samedi, les 10, 11 et 12 mai.

Jeudi, vendredi et samedi, les 3, 4 et 5 mai, seront accordés sur les produits suivants:

- PATIO • CABANONS • PRUCHE • ROULETTE • COULEURS • PEINTURE ET
- SECTIONS DE CLÔTURE • TAPIS • VITRAGES • GOUTTIÈRES • ÉCHELLES
- BROSSE • BROSSE • BROSSE • BROSSE • BROSSE • BROSSE • BROSSE • BROSSE
- FILS ELECT. 14/2 • SERRURES • MONO • PORTES DE SERVICE • CHAISES DE PARC
- TOILETTES • CÉRAMLITE • ARMOIRES DE CUISINE • DÉCLIN DE VINYLE
- DRAIN AGRICOLE • ETC.

A cette occasion, nous vous offrons le café

VOTRE CENTRE DE RENOVATION PAR EXCELLENCE

FERNAND MORISSETTE INC.

BOIS — MATÉRIAUX — QUINCAILLERIE

4245, BOUL. HAMEL — 4008, BOUL. DU JARDIN

QUÉBEC — QUÉBEC

628-0721

Heures d'ouverture: Lundi, mardi, mercredi: 9 h 00 à 12 h 30; Jeudi, vendredi: 8 h 00 à 12 h 30; Samedi: 9 h 00 à 12 h 30

QUALITÉ — SERVICE — BON PRIX

Qui peut offrir l'élégance à un prix qui fait sourire? Ça, c'est Kinney!

Escarpins à bout ouvert pour dames, avec dessus en uréthane et talon habillé recouvert de trois pouces. En noir, blanc ou gris dans les pointures pour dames de 6 à 10.
Prix normal Kinney \$34.99

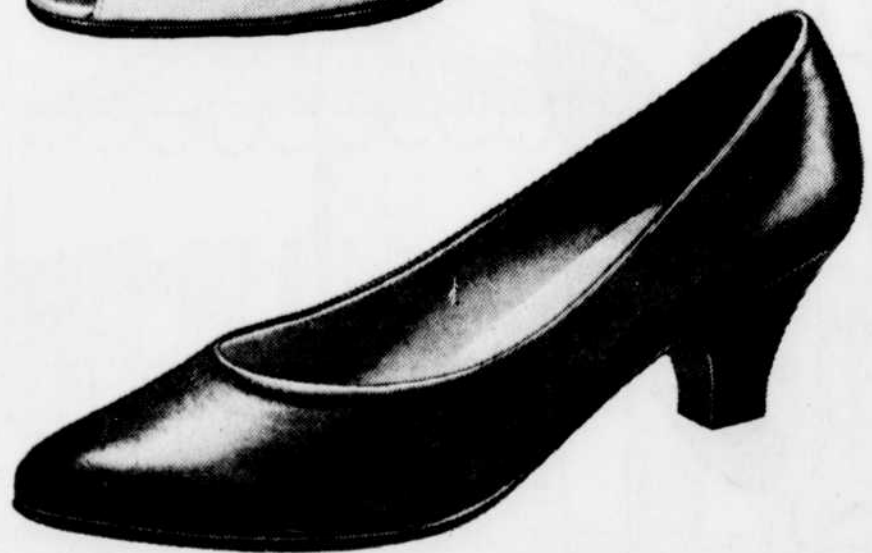
\$24⁸⁸

Sacs à main assortis.
Prix normal Kinney \$15.00

\$9⁸⁸

Escarpins pour dames en cuir véritable avec talon de deux pouces recouvert de cuir et semelle synthétique. En noir ou blanc dans les pointures pour dames de 6 à 10.
Prix normal Kinney \$34.99

\$24⁸⁸



La vente se termine le 19 mai

Les Galeries Ste-Anne
667-6001

Les Galeries Chagnon
837-1339

Kinney

Le grand magasin de chaussures canadien

jolie
VENTE

10% 20% 30%

de rabais à l'occasion
de la Fête des Mères.
Robes, impers, vêtements sport,
accessoires, etc.

9, 10, 11, 12 mai

jolivet

LES GALERIES CHARLESBOURG
TEL: 628-0131

DOSSIERS

/ Réplique /

Grâce à la proportionnelle territoriale Le député sera plus représentatif

par Michel Martin
étudiant en science
politique

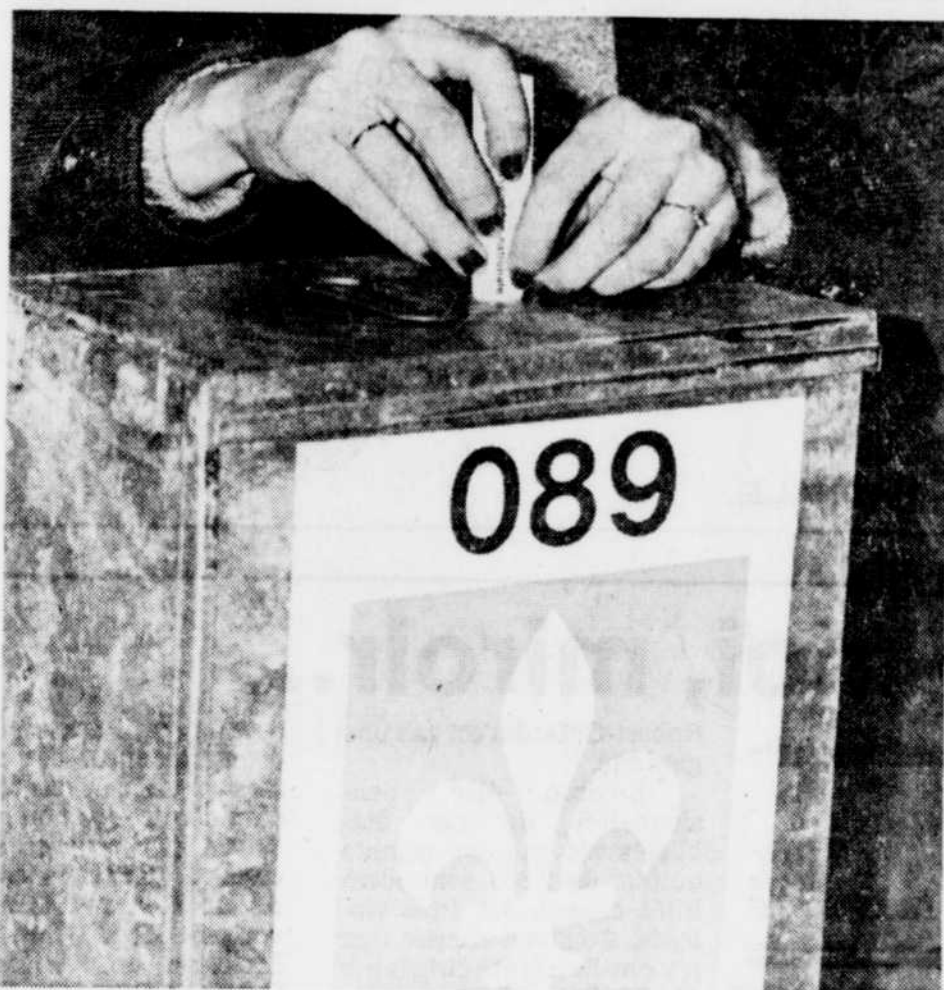
En déposant son rapport, le 28 mars, la Commission de la représentation électorale savait fort bien que son projet de proportionnelle territoriale ne ferait pas l'unanimité. La résistance au changement est vive même si chacun s'accorde à dire qu'une telle réforme s'impose, ne serait-ce que pour remédier aux nombreuses distorsions que notre mode de scrutin engendre à chaque élection. Parmi les craintes qu'un tel projet suscite, la peur de ne plus avoir "son" député et "son" comté en inquiète plus d'un. Qu'en est-il exactement?

Selon M. Jacques Roy, notwithstanding les avantages que comporte la proportionnelle territoriale (élimination des distorsions entre pourcentage de votes et pourcentage de sièges, expression plus juste d'un pluralisme idéologique, etc.), "l'application d'un tel mode de scrutin dans la forme proposée aurait pour effet d'altérer singulièrement certains aspects de la réalité du système électoral existant, notamment au chapitre des relations entre les députés et leurs électeurs". Or, rien n'est moins sûr. En fait, loin de l'altérer, la réforme proposée améliorerait la représentativité du député et, par le fait même, rehausserait son statut.

Tout d'abord, il convient de s'entendre sur un point généralement reconnu par tous: le député est un élu près de la population, un intermédiaire privilégié entre cette dernière et le gouvernement — nous sommes dans une démocratie dite de représentation — alors, que le député soit élu au scrutin uninominal à un tour ou au scrutin proportionnel, il demeurera un représentant de la population et devra, comme c'est le cas aujourd'hui, lui rendre des comptes le temps venu. Ce que vient modifier la proposition de la Commission de la représentation électorale concerne essentiellement la façon dont les représentants seront élus (liste de candidats) et le territoire dans lequel ils se présenteront (la région).

Par conséquent, il va sans dire que la relation qui s'établira entre le député et les électeurs s'en trouvera modifiée et je ne peux le nier. Mais de là à prédire que le député élu au scrutin proportionnel se dé-

Le projet proposé par la Commission de la représentation électorale d'un nouveau mode de scrutin au Québec, appelé "proportionnelle territoriale", est loin de faire l'unanimité des experts et des observateurs. Aujourd'hui, M. Michel Martin, étudiant en science politique à l'université Laval et assistant de recherche auprès du politologue Vincent Lemieux, réplique à un point de vue publié récemment dans cette même page sous la signature de M. Jacques Roy et qui critiquait sévèrement le projet de la commission.



Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve

sintéressera totalement de ses électeurs et des problèmes locaux qui les concernent, il n'y a qu'un pas que semble franchir assez allègrement M. Roy. Ce dernier fait état de l'étude du politologue Vincent Lemieux réalisée en novembre 1978 laquelle illustrait la satisfaction de la population à l'égard du rôle actuel qu'exerce le député. Ce que M. Jacques Roy oublie de mentionner, cependant, c'est que l'étude en question démontre de façon tout aussi

— 74.7 pour 100 des répondants n'avaient jamais rencontré le député de leur côté;

— 62.8 pour 100 des répondants ne savent pas où se trouve le bureau du député;

— 92.1 pour 100 des répondants n'ont jamais rien demandé à leur député.

Alors quand M. Roy se demande ce qu'il adviendra de cette relation entre le député et ses électeurs advenant l'adoption de la proportionnelle territoriale, le moins

qu'on puisse dire, c'est qu'il y a place pour de l'amélioration.

Des avantages

A mon avis, l'adoption d'un mode de scrutin tel que celui recommandé par la Commission de la représentation électorale, à savoir la proportionnelle territoriale, comporte de nombreux avantages et les retombées au titre des relations député / électeurs seront certes bénéfiques. Tout d'abord, le mode de scrutin actuellement en vigueur au Québec (scrutin uninominal à un tour) engendre des distorsions entre le pourcentage de votes et le pourcentage de sièges et provoque des situations cocasses mais tout de même malsaines pour la démocratie.

En effet, parmi les exemples les plus souvent cités, mentionnons seulement qu'en 1976, dans le comté de Berthier, 65 pour 100 des électeurs étaient représentés par un député pour lequel ils n'avaient pas voté ou encore, à Rouyn-Noranda en 1944, le député élu le fut avec seulement 21 pour 100 des votes! Un record en politique québécoise. En fait, trop d'électeurs se retrouvent avec un député pour lequel ils n'ont pas voté et plus souvent qu'autrement, ces mêmes électeurs sont réticents à demander quoi que ce soit à ce député qu'ils considèrent comme leur adversaire politique.

La proportionnelle territoriale ferait en sorte que dans une région comprenant plusieurs députés, les électeurs se trouveraient représentés par au moins un député à eux. De plus, la présence de plusieurs députés dans une même région donnerait à l'électeur plus d'un recours à sa disposition s'il n'est pas satisfait du travail d'un député. En somme, dans un monde où l'unanimité des électeurs n'existe pas et où les divisions partisans ne s'estompent pas au lendemain de l'élection, il est illusoire de penser qu'un député prétende représenter tous les électeurs et considérer le comté qu'il représente comme sa propriété.

La dimension régionale

Par ailleurs, force nous est de constater que cette nouvelle représentativité du député ne peut être complètement assurée que par une modification de la circonscription électorale laquelle, dans ses limites actuelles, ne correspond en rien aux réalités politiques, économiques ou

sociales. En effet, le comté tel que nous le connaissons ne représente souvent qu'une partie de ville ou encore qu'une portion de territoire desservi par des organismes qui, eux, ont une portée régionale (Chambre de commerce, commission scolaire, etc.). De plus, comme c'est le cas à Charlesbourg par exemple, la plupart des gens travaillent et vont se divertir à l'extérieur du comté.

Par conséquent, on peut s'interroger sérieusement sur le pouvoir du député d'intervenir efficacement dans des domaines qui dépassent sa "juridiction". Le nouveau mode de scrutin permettrait aux députés de se constituer en équipe régionale afin d'apporter des solutions concrètes à des problèmes plus importants qui concernent une population qui n'a que faire des limites du comté dans ses activités quotidiennes. D'ailleurs, cette formule de l'équipe régionale n'est pas le fruit de l'imagination puisque de plus en plus, les députés tendent à se regrouper sur une base régionale.

Enfin, cette "liste régionale" pousserait un parti à présenter des candidats issus de tous les milieux socio-économiques de la région — s'il veut accroître ses chances de gagner — conférant ainsi au député un rôle d'intervenant régional qui pourrait oeuvrer au plan collectif dans des champs spécifiques. La concurrence qui s'établirait entre les équipes régionales de deux ou plusieurs partis obligerait les députés à s'enraciner dans leur milieu et à être attentifs aux préoccupations des électeurs qui auraient désormais la possibilité de faire appel aux services d'un député concurrent.

Tout compte fait, il semble que la proposition de la Commission de la représentation électorale soit mieux à même de respecter le pluralisme idéologique et les réalités sociologiques qui caractérisent la société québécoise contemporaine. Les changements qu'elle introduit au chapitre de la relation entre le député et les électeurs ne font qu'apporter les correctifs indispensables à une situation devenue intolérable. A ceux qui rejettent du revers de la main toute proposition de réforme du mode de scrutin, je n'ai qu'une chose à dire: si on conserve ce système archaïque et dont le corollaire indissociable s'appelle le bipartisme, il y a fort à parier que le fossé entre les élus et les électeurs ira en s'agrandissant...

/ Documentaire /

Les dirigeants d'entreprises américaines et la reprise Des hausses de "salaire" fabuleuses

Pendant que les salariés américains ont dû se contenter, l'an dernier, d'une augmentation moyenne de 2.6 pour 100 de leurs revenus, les dirigeants des grandes entreprises américaines ont bénéficié durant la même période d'une hausse fabuleuse de leurs émoluments. L'Agence France-Presse analyse les données parues dans le dernier numéro de Business Week.

WASHINGTON (AFP) — A l'heure de la reprise économique, les dirigeants des grandes entreprises américaines reçoivent à nouveau des rémunérations astronomiques qui sont vivement critiquées dans le monde syndical et politique, mais aussi vigoureusement défendues dans les milieux d'affaires.

Selon l'hebdomadaire Business Week, 25 PDG américains ont gagné chacun plus de \$2.3 millions l'an dernier, avec en tête le président de la société d'informatique NCR, John Anderson, qui a reçu \$13.2 millions de salaire, primes et actions de la compagnie.

Les 269 plus importantes entreprises ont augmenté l'année dernière de 13 pour 100 en moyenne la rémunération de leurs PDG et directeurs généraux, soit plus de 9 pour 100 de progression réelle puis-que l'inflation a été en 1983 de 3.8 pour 100.

Dans le même temps, l'augmentation moyenne des salaires, calculée par le département du Commerce d'après les conventions collectives, a été l'an dernier de 2.6 pour 100, soit la plus faible depuis 16 ans.

Les assemblées générales des actionnaires, traditionnellement tenues en avril, ont ainsi révélé aux Américains ébahis que la crise économique, dont certains souffrent encore, était bien finie pour la quasi-totalité des dirigeants de grandes entreprises.

L'automobile

Les dirigeants de l'automobile,

traditionnellement parmi les plus en vue du patronat américain, se sont également fait remarquer cette année par leurs émoluments: le salaire annuel du président de Ford, Philipp Caldwell, est de \$1.4 million (contre \$445,000 en 1982, soit une augmentation annuelle de 214 pour 100), celui du président de General Motors, Roger Smith, a, pour la première fois dans cette compagnie, dépassé \$1 million (plus 171 pour 100 par rapport à 1982).

Le numéro un de l'automobile mondiale a en plus distribué \$13 millions de primes de fin d'année à 5,800 cadres. Mais les augmentations sont réparties dans tous les secteurs, ce qui montre que les entreprises les plus diverses ont profité de la reprise économique.

Beaucoup d'augmentations ont été accordées sous forme d'options d'achat d'actions de l'entreprise. Celles-ci, qui constituent une part de plus en plus importante des rémunérations au sommet, représentent des revenus importants en une période de hausse soutenue de la Bourse, en même temps qu'un moyen pour les sociétés de s'attacher leurs dirigeants.

Le président de Borg-Warner Corp., James Berge, a ainsi plus que compensé une réduction de 48 pour 100 de son salaire par \$3.2 millions de revenus sous forme d'actions.

Dénonciations

Ces augmentations de salaires ont provoqué des protestations vigoureuses qui, pour une fois, venaient aussi bien des syndicats que

du gouvernement Reagan. Les ouvriers de l'automobile, qui doivent renouveler en août leur convention collective, ont ainsi déjà annoncé que cette fois ils ne se contenteront pas de déclarations sur la nécessité de maintenir les coûts face à la concurrence internationale.

Plusieurs responsables gouvernementaux ont de leur côté manifesté, plus ou moins publiquement, leur étonnement devant ces rémunérations. Après le secrétaire au Commerce et le chef des conseillers économiques du président, le représentant spécial pour le Commerce international, William Brock, a carrément avoué qu'il "avait l'impression de s'être fait avoir" par les dirigeants de l'industrie automobile. Ceux-ci ont obtenu depuis quatre ans des quotas limitant les importations automobiles japonaises, en arguant de la nécessité de restaurer leur compétitivité.

Critiquant les responsables de Detroit, qui affirment que prolonger ces limitations pour une année encore est "absolument nécessaire", M. Brock a exprimé son opposition à une telle protection "alors que l'industrie américaine supportera des primes et salaires en augmentation constante".

Rattrapage

A tout cela, de nombreux PDG répondent que ces augmentations ne représentent qu'un rattrapage après les importantes diminutions qu'ils avaient dû accepter en 1982 et 1981, durant la crise. Ils rappellent aussi que pour fournir des encouragements financiers réels à monter l'échelle des promotions dans l'entreprise, il faut que le sommet soit assez haut.

D'autre part, soulignent-ils, ces rémunérations ne font que suivre, avec moins d'ampleur, le redressement des entreprises qu'ils dirigent, et donc l'augmentation des dividendes distribués aux actionnaires. Les sociétés automobiles



Le président de GM, Roger Smith.



Philipp Caldwell, président de Ford.

américaines, notamment, ont réalisé l'an dernier des profits records de \$6.3 milliards.

Le magazine spécialisé Business Week a ainsi publié des séries de tableaux comparant les résultats des 269 premières sociétés américaines et les rémunérations de leurs dirigeants. Il souligne que les augmentations versées à ceux-ci doivent être évaluées non seulement par rapport aux résultats financiers à court

terme de leur entreprise, mais aussi en fonction des progrès de compétitivité à long terme qu'ils ont obtenus.

La célèbre firme d'informatique Apple a ainsi offert l'an dernier \$1,850,000 de salaire et primes à John Sculley pour qu'il quitte la société Pepsi. "Quand on pense aux améliorations qu'il a apportées à notre politique commerciale, il n'est pas cher", affirme Steven Jobs, le fondateur d'Apple.

Correction

Une erreur de transcription a malheureusement rendu incompréhensible un paragraphe du texte paru lundi, en page Dossiers, sur les chambres de naissance, sous la signature de Hélène Lazar. Ce paragraphe aurait dû se lire comme suit:

A Québec, on trouve une chambre de naissance à Saint-Sacrement, à Saint-François-d'Assise, au Jeffery Hale et à l'Hôtel-Dieu de Lévis. Le

Christ-Roi en offre deux et l'hôpital Chauveau en promet une pour bientôt. Mais dans la plupart des cas, leur faible taux d'occupation et les restrictions imposées dans leur utilisation tendent à prouver que les améliorations matérielles ne signifient pas nécessairement un profond changement d'attitude. Derrière l'emballage attirant, le contenu déçoit souvent.

Nos excuses à nos lecteurs ainsi qu'à Mme Lazar.

LA PAGE ÉDITORIALE LE SOLEIL

Président du conseil et Éditeur:
Jacques-G. Francoeur
Rédacteur en chef et Éditeur adjoint:
Alain Guilbert

Président et directeur général:
Paul-A. Audet
Directeur de l'information:
Gilbert Athot

Vice-président et trésorier:
Charles-A. Poulin
Directeur de l'édition:
Jacques Dumais

La tuerie dans une passoire



par
Jacques DUMAIS

Au fil d'un drame d'horreur au comble de l'absurde et qui tenait presque de la fiction télévisée, la Vieille Capitale, d'ordinaire si calme, se retrouva bien malgré elle dans un état de siège, hier.

Tous ces morts et blessés constituent les victimes innocentes d'un forcené. Pour les survivants comme pour les familles éprouvées, c'est une bien mince consolation de savoir qu'une telle fusillade ait pu s'avérer plus mortelle encore, sans la présence d'esprit et le sang-froid d'un sergent d'armes devenu héros, M. René Jalbert.

Selon la cassette préenregistrée par Denis Lortie et remise à l'animateur André Arthur, peu avant le massacre, le premier ministre René Lévesque et sa députation étaient la cible ultime de cette opération. Grâce à un concours de circonstances, on peut se réjouir qu'elle n'ait pu atteindre son objectif.

Il n'empêche que cette fusillade et son triste bilan illustrent à quel point une société ouverte et ses dirigeants demeurent des proies faciles pour quelques malades méconnus et isolés qui décident, un jour, de donner suite à leur psychose.

Le président américain Ronald Reagan, on le sait, a échappé de justesse à l'un de ces tarés. Le pape Jean-Paul II continue d'être l'appât de tueurs ou insensés ou téléguidés. Politisés ou à lier, des fous ont déjà tiré à vue sur des foules d'innocents à New York, à Londres, à Paris... et maintenant à Québec.

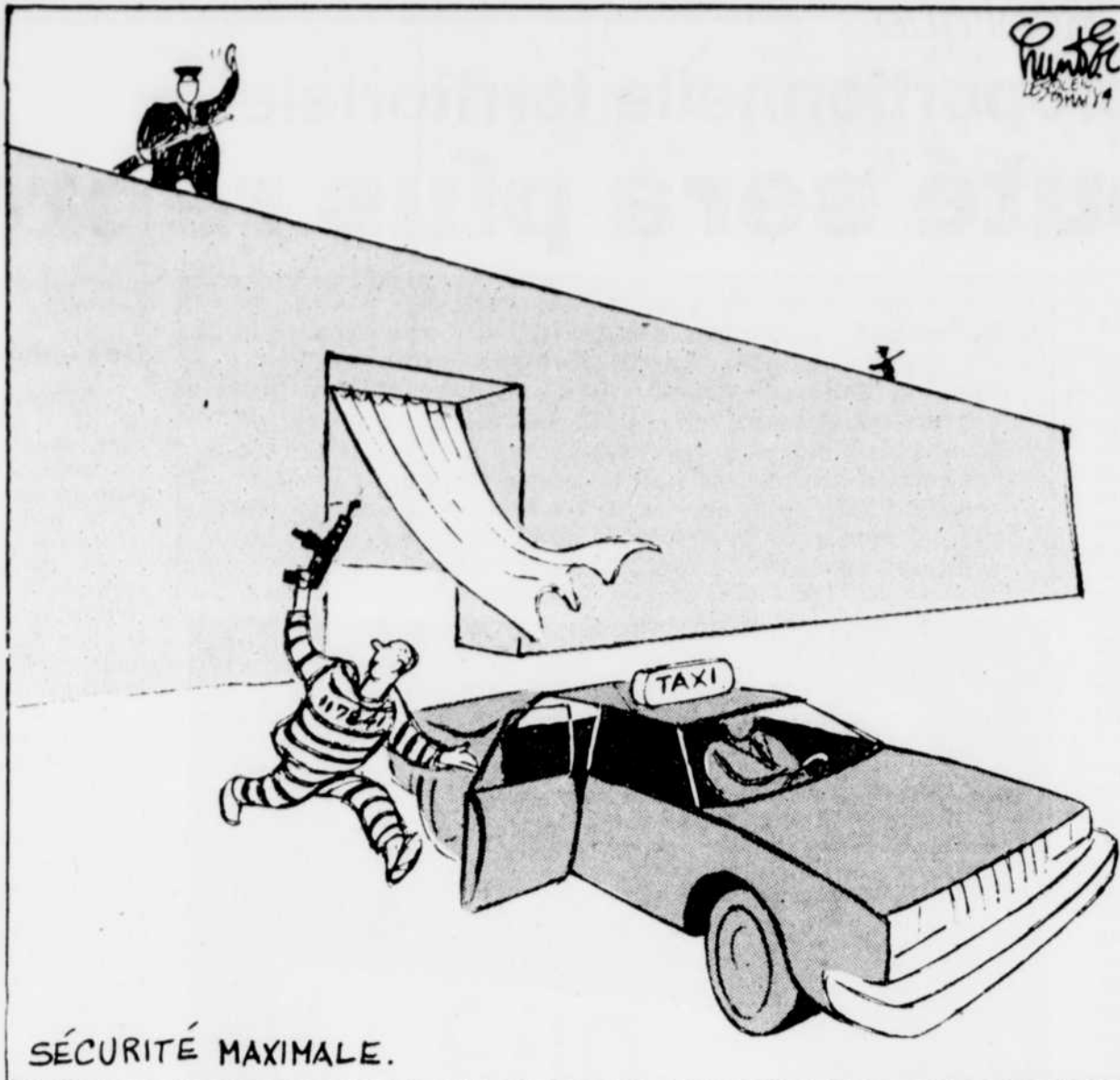
• • •

Comme le disait un témoin des événements d'hier, le député péquiste David Payne: "On ne peut pas légiférer contre les 'crack pots'". Fort bien mais partout en Occident les parlements demeurent des cibles de prédilection. A telle enseigne qu'il est nécessaire d'en arriver, autant que faire se peut, à protéger la vie du personnel élu et de soutien qui y oeuvre à Québec.

On a souvent déploré depuis l'avènement du régime péquiste, en 1976, une érosion graduelle des mesures de sécurité qui avaient fait une forteresse de l'hôtel du Parlement après la crise d'octobre 1970. Pour des motifs fort louables de démocratisation de la "maison du peuple", le gouvernement est cependant allé à l'autre extrême. Surtout, on semble n'avoir rien retenu de la prise d'otage de l'ex-président Claude Vaillancourt, en 1981, et du blitz de fiers-à-bras opposés à la fusion Baie-Comeau-Hauterive, l'année suivante.

Evidemment, les forcenés peuvent facilement contourner tous les barrages les plus imaginatifs et répressifs. Mais comment comprendre qu'un caporal aussi visible et armé que celui d'hier ait pu, sans entraves, poursuivre sa cavale de la Citadelle au parlement et y semer la mort? Si les agents de sécurité avaient été armés, auraient-ils pu contenir l'individu et prévenir ou limiter une telle tragédie?

Ce genre de questions doivent être posées à Québec. Ottawa a également le devoir de s'interroger sur le dépistage de cas troubles dans son armée et sur la facilité qu'ils ont de se procurer des armes. Il faut aussi que la collectivité pose enfin le problème de l'influence de la violence verbale et physique, propagée parfois par les hommes publics et continuellement par les médias, sur d'innombrables éléments les plus perturbés de notre société...



le point

Dis-moi, miroir...



par
Roger BELLEFEUILLE

Le plus grand danger qui guette un établissement comme le centre hospitalier Robert-Giffard est l'acoutumance à une "drôle" de réalité. Qu'à la longue, le personnel n'en vienne à percevoir que "normales" des situations qui dans d'autres lieux seraient l'objet d'une vive réprobation. Y compris les manifestations de violence et d'abus de quelque nature. Entre commensaux et entre employés et bénéficiaires.

A ce titre, la recherche commandée par les autorités de Robert-Giffard à deux sociologues de l'université Laval vaut son pesant d'or. Elle devrait inciter tous et chacun à revoir ses propres attitudes... avant de chercher le bouc émissaire.

Cet établissement de soins psychiatriques est-il vraiment un "foyer de violence" comme titrait LE SOLEIL en première page, hier? L'on nous dit que six employés sur quelque 2.900 à temps complet et à temps partiel ont été congédiés depuis environ un an pour abus physiques et sexuels. Un score nul serait sans aucun doute préférable. Mais

Robert-Giffard n'est pas une garderie.

Environ 450 pensionnaires de cet établissement qui en compte autour de 2.300 sont identifiés comme des êtres violents. Combien d'entre eux n'y ont-ils pas été dirigés par des hôpitaux généraux de la ville qui en avaient eux-mêmes un grand-peur?

Cadres de tout échelon, professionnels de toute discipline, préposés aux malades doivent être bien conscients qu'en mettant les pieds... et le coeur dans cette enceinte, ils pénètrent dans un lieu par définition marginal. Et que c'est à eux et à leurs supérieurs de juger de leur capacité de soutenir le stress d'un tel cadre de travail.

Ils doivent être bien conscients aussi que 80 pour 100 des bénéficiaires de cette maison sont assujettis à la curatelle publique ou privée. Donc jugés incapables de décider par eux-mêmes. En conséquence, devant dépendre de la "protection" d'autrui, et au premier chef du personnel chargé d'en prendre soin, à tous les niveaux de la hiérarchie. La sélection du personnel commande dans ce contexte une attention particulière.

Cette recherche a aussi le mérite de poser au grand jour la réalité de la vie sexuelle d'un grand nombre de pensionnaires. Des gens pour qui Robert-Giffard est

devenu au fil des ans le lieu d'appartenance. Cet hôpital n'est plus l'asile des femmes d'un côté et des hommes de l'autre. Les lieux et les occasions d'activités communes se sont multipliés. Favorisant de ce fait même l'éclosion de relations affectives entre deux "solitudes". Et partant, le désir des plus naturels et normaux d'un rapprochement physique. Le besoin de tendresse n'a pas nécessairement déserté ces êtres en l'absence d'une pensée pas toujours rationnelle.

La logique même d'une démarche tant vantée vers la normalisation n'autorise pas d'escamoter ces réalités. D'ailleurs, brimer l'actualisation de ce besoin de rapprochement est certes potentiellement source de violence ou d'agressivité.

Il serait peut-être temps que la tolérance qui a envahi les centres de détention avec la formule des visites-contacts et de lieux d'intimité s'étende aux établissements de soins psychiatriques.

Pour reprendre les propos de Gemma, l'un des sympathiques personnages natures de l'ouvrage "Erreur sur la personne", de Serge Provencher, avec ce rapport de recherche: "Ils vont plus réaliser que les fous ne sont pas si fous que ça, pis que dans le fond tout le monde ressemble à tout le monde".

bloc-notes Pourquoi des puces dorées?



par
Raymond GIROUX

Le Conseil supérieur de l'éducation reprochait hier au gouvernement d'équiper les écoles primaires d'ordinateurs chromés, tout-puissants et coûteux, au lieu d'appareils de bas de gamme utilisables pour des jeux éducatifs et des programmes de base.

En contrepartie, le rapport de 75 pages préconise le transfert des fonds ainsi économisés pour l'achat d'un plus grand nombre d'ordinateurs, limités en ce moment à huit par école au primaire et à huit par laboratoire au secondaire.

La politique gouvernementale reflète en effet la tendance malsaine des consommateurs québécois à se procurer une Cadillac là où une petite voiture suffit et à acheter tous les accessoires disponibles sur le marché sans se préoccuper de leur utilité réelle: rappelons-nous encore une fois la rage de l'équipement audio-visuel dans nos écoles et nos collèges.

Il ne faut pas croire que l'apprentissage à l'ordinateur deviendra une donnée de pointe de l'enseignement. Au contraire, la tendance naturelle de l'école qui nivelle au plus petit dénominateur commun et demeure sourde au défi de l'excellence prônée par tout politicien et intellectuel qui se respecte, de nos jours, entraînera une éducation à pas de tortue.

Un nombre restreint d'ordinateurs rendra l'école moins utile encore qu'un Radio Shack, les enfants n'appréciant surtout pas le rôle du touriste qui doit toucher à tout et se limiter au lèche-vitrine.

A chacun son tour, dira le professeur, et les plus rapides attendront les derniers, car les titulaires n'ont pas le temps, règle générale, de s'occuper à la fois des forts en thèmes, des sous-doués, des cas problèmes, des malportants et de la majorité silencieuse.

Fixer d'en haut le nombre d'ordinateurs par école, par classe ou par élève relève du même esprit néfaste qui conduit le personnel à enseigner montre à la main et le ministère de l'Éducation à proposer des programmes sans tenir compte des particularités locales, dans un esprit dit d'égalité sociale qui veut rassembler tout le Québec sous un même immense clocher.

Il est évident qu'un ministre de l'Éducation peut présenter plus facilement un rapport annuel quand tout le monde agit selon les mêmes critères mathématiques. Il suffit de multiplier le nombre d'élèves par le coefficient X ou Y, de le diviser par le nombre de bits Z et les vaches de M. Bérubé seront bien gardées.

Les élèves, eux, n'ont cure de ces exigences. Ceux de troisième année n'ont pas à établir sur leur ordinateur la courbe des investissements publics inutiles au Québec, par région et par tranche d'âge des victimes, pour les 20 dernières années. Ils préféreraient aux gros "chars" du gouvernement un plus grand nombre de petites "compactes" répondant amplement à leurs intérêts.

lettre

La coopération Nord-Sud en éducation

La Société de coopération Nord-Sud en éducation organise, pendant le mois de mai, une campagne de souscription et de soutien financier. En ma qualité de président de cet organisme, je veux vous dire un mot des objectifs qu'il poursuit, de la philosophie qui l'inspire et de l'ampleur des besoins financiers qui sont les siens. C'est en toute fraternité que je m'adresse à vous, confiant que vous accepterez de partager avec les peuples du Tiers-monde. Il faut le répéter, les superflus des pays riches (le Canada est du nombre) doivent servir aux pays pauvres. La règle, qui valait autrefois en faveur des plus proches, doit s'appliquer aujourd'hui à la totalité des nécessiteux du monde. Les riches en seront d'ailleurs les premiers bénéficiaires. Sinon, leur refus de partager ne pourrait que susciter le désespoir des pauvres aux imprévisibles conséquences.

La Société de coopération Nord-Sud en éducation est un organisme non gouvernemental

et sans but lucratif. Les objectifs qu'il poursuit sont de deux ordres:

- collaborer avec les responsables de l'éducation dans le Tiers-monde à la réalisation de leurs objectifs, par le biais de projets concrets

- sensibiliser le monde de l'éducation, celui des affaires et le public canadien en général à la coopération internationale et au dialogue Nord-Sud.

Ce sont là des objectifs fort louables et qui doivent faire partie de nos préoccupations assidues. Comme vous, je crois que les Canadiens, par leurs efforts de coopération au développement, peuvent contribuer efficacement à la réalisation du grand rêve que chacun nourrit au plus profond de lui-même: l'amélioration du sort des plus démunis.

Cependant, le développement ne se réduit pas à la simple croissance économique, à la seule accumulation de richesses matérielles. Pour être authentique, il doit être intégral.

Nous n'acceptons pas de séparer l'économie de l'humain, de l'isolier du développement culturel où il s'inscrit. Ce qui compte d'abord pour nous de coopération Nord-Sud en éducation, c'est l'homme, chaque groupement d'hommes, jusqu'à l'humanité tout entière.

Il ne suffit pas non plus de promouvoir la technique pour que la terre soit plus humaine à habiter. Les erreurs de ceux qui les ont devancés dans l'industrialisation doivent prévenir les pays du Tiers-monde, des périls à éviter en ce domaine. La technologie de demain peut engendrer des maux non moins redoutables que ceux du libéralisme d'hier. Dans ce qui leur est proposé, les peuples en voie de développement doivent savoir choisir: critiquer et éliminer les erreurs qui entraîneraient un abaissement de leur idéal humain; accepter les valeurs saines et bénéfiques pour les développer avec les leurs, selon leur génie propre. L'instrument idéal de ce nécessaire dis-

cernement et de cette ultime adaptation demeure l'éducation.

Déjà coopération Nord-Sud en éducation pour l'année 1983-1984, possède sa liste de projets de coopération dans certains pays du Tiers-monde. Ces projets ont été retenus après étude et considération, pour leur valeur en termes de retombées bénéfiques chez les populations de base et en fonction de leur impact de la satisfaction de besoins primordiaux en éducation. A titre d'exemples: au Tchad, alphabétisation des enfants et des adultes, et achat de matériel didactique; achat de matériel divers pour l'alphabétisation accompagnant l'apprentissage de la couture, du bricolage et de la broderie au Rwanda. Les femmes seront les principales bénéficiaires de ce dernier projet, mais les familles et toute la population du secteur de Bwisha au Rwanda en recevront indirectement les bienfaits. Je pourrais ainsi vous faire part de dizaines d'autres projets de même nature et dont le mérite et la nécessité sont aussi évidents.

Sur le plan de la sensibilisation de nos jeunes aux réalités du Tiers-monde, coopération Nord-Sud en éducation a mis au point une stratégie scolaire pour les enfants de niveaux primaire et secondaire en impliquant les administrateurs, les commissaires, les enseignants et les parents.

Mais tous ces projets demandent des sous. Coopération Nord-Sud en éducation reçoit déjà l'appui moral et financier de nombreuses associations professionnelles, de clubs sociaux, de communautés religieuses, de groupes et d'individus. Aujourd'hui c'est un appel au grand public que nous lançons. Aidez-nous à aider les autres, surtout les plus pauvres parmi les pauvres. Votre aide financière nous est indispensable. Adressez votre don à: Coopération Nord-Sud en éducation, 1940 est, boulevard Henri-Bourassa, Montréal (Québec), H2B 1S2.

Georges-Henri Lévesque, o.p. Président

VOTRE PAGE

A nos lecteurs
et nos lectrices

LE SOLEIL publie avec plaisir les opinions de ses lecteurs et de ses lectrices. Les lettres doivent être signées et accompagnées des nom, adresse complète et numéro de téléphone de leurs auteur(e)s. LE SOLEIL se réserve le droit d'éditer et d'abréger les lettres. Priorité sera donnée aux lettres courtes. Adresser à: Votre page, LE SOLEIL, 390 rue Saint-Vallier est, Québec, G1K 7J6. Téléphone: 647-3388.

L'éducation

Critique injuste

Lorsqu'une critique est fondée, on doit l'accepter; lorsqu'elle est erronée, on doit la rejeter. Mais lorsqu'elle est faite d'interprétations qui tronquent et déforment la réalité, elle devient pernicieuse et il faut clarifier les faits.

C'est le sentiment que j'ai ressenti suite à la lecture de l'article intitulé: "Les mathématiques perdent du terrain au niveau primaire", paru dans LE SOLEIL de mercredi, le 25 avril dernier.

Dans ces lignes, M. Michel Lyons affirme que le programme du Québec est le moins exigeant au Canada... qu'il est débilisant... qu'on apprend aux élèves à compter jusqu'à 69 en 1ère année alors que dans le programme de 1959 c'était jusqu'à 100... que la multiplication s'apprend en 3e alors qu'avant c'était en 2e... que les fractions qui étaient vues en 4e ne sont abordées qu'en 6e... que les opérations sur les fractions sont supprimées... qu'on a oublié l'enseignement de l'heure, de la monnaie, du pourcentage... que la géométrie et la mesure sont vues superficiellement et que les problèmes de réflexion céderaient le pas aux problèmes d'application.

La comparaison du programme de mathématique du Québec avec ceux des autres provinces montre, au contraire, qu'il y a beaucoup plus, énormément plus de ressemblances que de différences entre eux. D'autre part, la comparaison avec celui de 1959 du département de l'instruction publique est tout à fait fautive. Le programme de 1959 était un programme essentiellement d'arithmétique et l'actuel comporte, outre le contenu mathématique, des objectifs visant le développement psychomoteur, affectif et intellectuel, ce qui semble avoir complètement échappé à M. Lyons.

Contrairement à ce qu'il affirme, l'apprentissage des fractions débute bel et bien en 4e année et les opérations sur les fractions sont vues en 4e, 5e et 6e année.

L'enseignement du pourcentage est prévu en 5e et 6e année. L'heure et la monnaie n'apparaissent pas effectivement dans le programme de mathématique mais dans celui des sciences humaines; même chose pour les mesures de masse, de capacité et de température qui relèvent du programme de sciences de la nature.

En ce qui concerne la géométrie, le programme de mathématique contient pas moins de 52 objectifs sur ce thème et suggère que 20 à 25 pour 100 du temps d'enseignement leur soit consacré.

André-Jean Roy
Charlesbourg



La sécurité des écoliers dépend souvent d'une question de "gros sous".

Des écoliers menacés

Les parents qui sont membres de comités d'école depuis plusieurs années savent que les relations avec les différents groupes intéressés à la chose scolaire prennent des tournures quelquefois enthousiasmantes, quelquefois frustrantes et quelquefois cocasses. Jugez de celle-ci!

N'ayant pas d'école dans leur quartier, les citoyens du quartier Montchatel, à Neufchâtel, acceptent, faute de mieux, que leurs enfants soient répartis dans deux, trois ou même quatre écoles selon les années. Et chaque année le comité d'école essaie tant bien que mal de défendre les intérêts des enfants et des parents touchés par

cette répartition. Cette année, c'est-à-dire pour septembre, un autre élément viendra aggraver cette situation: la Commission scolaire Jeune Lorette a décidé de ne plus offrir de transport scolaire aux enfants demeurant dans le périmètre de 2 km, n'y étant pas obligée par la loi. Or, les deux seules voies d'accès à ces écoles sont la côte Penney et la rue Cook où même des adultes y pensent à deux fois avant de s'y aventurer à pied.

Les représentants de la ville de Québec contactés par le comité d'école avouent ne rien pouvoir faire dans un avenir rapproché même s'ils admettent que ces rues ne sont pas sécuritaires.

Nous avons donc demandé au conseil des commissaires de considérer ces enfants comme allant à une école "hors quartier", ce qui les place dans une catégorie ayant droit au transport. Les commissaires ont rejeté catégoriquement cette proposition. Nous sommes d'accord que des règles justes et équitables doivent être appliquées mais est-ce le fait d'une saine gestion que de refuser de reconnaître qu'il existe des cas particuliers?

Une chose est certaine. Le problème existe, il est ici. Chez nous. Maintenant. Notre comité d'école demeure ouvert au dialogue et a démontré sa volonté de coopérer avec les autorités pour trouver une solution acceptable pour septembre. Nous demandons un effort d'imagination de la part de nos élus pour trouver une solution adéquate à ce problème qui peut devenir dramatique. Et vous, parents, si vous voulez que la rentrée se fasse bien en septembre, c'est maintenant qu'il faut agir.

Hervé Montambault
Saint-Ubalde, Portneuf

Andrée Champagne Freund
Neufchâtel

Trop de millage...

Je suis étudiant à la polyvalente Donnacona et j'habite à Saint-Ubalde, nous avons deux heures par jour de transport scolaire à subir. Ce qui donne durant une année d'étude comme millage 14,400 milles... J'aimerais bien faire subir au responsable de la Tardivel qui s'occupe des

logements et des bourses à venir voyager pendant une semaine en autobus avec nous, je crois qu'il nous donnerait une bourse. Ce transport amène un surplus de fatigue, donc une diminution du rendement scolaire.

Victoire pour l'école catholique

La sale guerre contre l'école catholique qui avait contre elle toutes les conspirations possibles et imaginables, tous les abandons que l'inertie collective pouvait susciter, se termine presque dans l'apothéose du miracle digne d'un autre siècle.

Le Ralliement provincial des parents du Québec peut aujourd'hui proclamer son courage, sa détermination et son mérite. Il s'est battu seul ou presque dans cette guerre à la manière de Don Quichotte contre ses moulins à vent pour sauver la confessionnalité.

Il avait contre lui tous les pouvoirs, le pouvoir politique, l'empire de la presse, de la radio, de la télévision ligé à celui du syndicalisme. Et par-dessus tout la conspiration des gens de bien. Il s'est buté à l'inertie et à

l'incohérence des associations catholiques, aux "piétards" du sentimentalisme religieux qui ne peuvent rien comprendre à l'action contre l'entropie chrétienne de notre époque; de même aux "patriotards" de nos sociétés dites nationales qui n'ont cure que pour la sauvegarde d'une caricature du patrimoine national; de même à notre pauvre clergé québécois chez qui on a sonné deux fois à la porte et avec quel frais pour se rendre compte de son ignorance et de son indifférence devant l'autodestruction de l'école catholique au Québec et dont l'irresponsabilité et le fatalisme donnent croire au paradoxe d'une religiosité éthérée et infantile.

Contre nos évêques pèse l'énorme responsabilité d'avoir approuvé jusqu'à la toute dernière

fin la position irrecevable du ministre de l'Éducation sur la confessionnalité en dépit des contradictions de la charte québécoise et d'une concession fictive de pouvoir à l'école catholique intégrée au système étatique de l'éducation nationale (...).

Néanmoins après avoir lutté férocement depuis 5 ans contre ce gouvernement, nous lui disons bravo d'avoir eu le courage de reconnaître sa mauvaise législation. Tout autre parti ou gouvernement aurait pu s'en abstenir. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'école catholique au Québec bascule dans l'indifférence et l'imposture. (...)

Achille Larouche et
Georges Godin
Ralliement provincial des
parents du Québec

La politique

Repenser la souveraineté

Une observation attentive de l'actualité politique laisse croire que notre premier ministre, M. René Lévesque, a vraiment repris goût à la souveraineté du Québec. Son engagement serait tel qu'il est déterminé à faire porter l'enjeu de la prochaine élection sur la question nationale.

Il y a tout lieu de se féliciter d'une telle attitude, d'autant plus que monsieur Lévesque souhaite une consultation sur l'essence même de l'indépendance sans sortir cette option d'autres préoccupations qui n'ont pas de rapports directs avec l'autonomie du Québec.

Sans nier l'importance de certaines valeurs comme le pacifisme, l'écologisme et le communautarisme, il faut à tout prix éviter de les associer au discours souverainiste. Elles ne peuvent que soulever des passions qui diviseraient un électoralat déjà très capricieux et émotif. Une fois le Québec indépendant, le peuple pourra toujours se prononcer sur ces choix de société.

Il faut avant tout se souvenir que l'accession du Québec

à l'autonomie ne rend pas caduques les intouchables acquis sociaux et linguistiques que nous nous sommes donnés. La souveraineté ne nie pas notre appartenance à des organismes communs de défense comme NORAD et l'OTAN. Elle témoigne d'une ouverture d'esprit à la réalité continentale nord-américaine tout en préservant les particularités qui nous sont propres. Par contre, elle met fin au gaspillage de ressources des centralisateurs d'Ottawa qui tentent vainement d'établir un lien politique est-ouest alors que les grands courants économiques, stratégiques et socio-culturels du continent nord-américain sont orientés nord-sud.

Comme l'ont déjà souligné l'honorable Bernard Landry et Me Guy Bertrand, l'essor du Québec est lié à une réorientation de nos horizons d'échange avec l'ensemble de la francophonie certes, mais aussi et surtout avec les États-Unis. C'est donc dans cette optique qu'il convient de repenser la souveraineté-association.

Charles Lomieux
Sainte-Foy

Mulroney est-il mal conseillé?

Qu'un nouveau chef fasse quelques erreurs de jugement à ses débuts, cela peut être considéré normal. Toutefois les propos que M. Mulroney a tenus le 22 mars 1984 devant les convives de la Chambre de commerce de Montréal, concernant la variation des taux d'intérêt, ce politicien nous a prouvé qu'il n'était pas encore sorti de son noviciat, il est complètement dans l'erreur et ses conseillers devraient l'inviter à se recycler.

Il devrait pourtant savoir qu'en vertu de la constitution (qui était à Londres), les taux d'intérêt étaient plafonnés à 6 pour 100 avant 1967, il est aussi exact que le 21 mars 1967 la Chambre des communes du Canada adoptait une loi visant à faire disparaître le plafond (projet de loi-bill C-222).

Il serait dans l'ordre que le nouveau chef soit informé par ses conseillers que l'article 91 du dit projet de loi stipulait que:

"La banque peut prélever n'importe quel taux d'intérêt ou d'escompte sur un prêt ou une avance consentis par elle ou sur une dette ou un engagement envers elle"

Comment se fait-il que ses conseillers supposent qua-

lifiés ne signalent pas à leur employeur que le 19 novembre 1980, les libéraux appuyés des conservateurs ont accepté la demande d'extension des privilèges bancaires pour une période de 10 ans (projet de loi-bill C-6). Quelques minutes de recherche permettraient à l'ex-homme d'affaires de la Côte-Nord de constater facilement qu'aucun membre du cabinet central ne pourra s'attaquer de façon concrète au taux d'intérêt d'ici 1990.

La fièvre électorale ne doit pourtant pas avoir atteint des pourcentages inquiétants au point où les aspirants au pouvoir tentent de nous faire croire qu'il est possible de réduire le déficit en augmentant les dépenses (réf.: journal LE SOLEIL, mercredi le 25 avril 1984), ou de réduire les taux d'intérêt n'ayant aucun avantage de modifier la loi bancaire avant 1990 puisque cette législation fonctionne sous l'égide de "Révision décennale". L'accumulation de dettes et des déficits par milliards démontre que nos politiciens de couleur fonctionnent toujours dans le rouge.

Chs.-Eug. Dionne
Saint-Pascal, Kam.

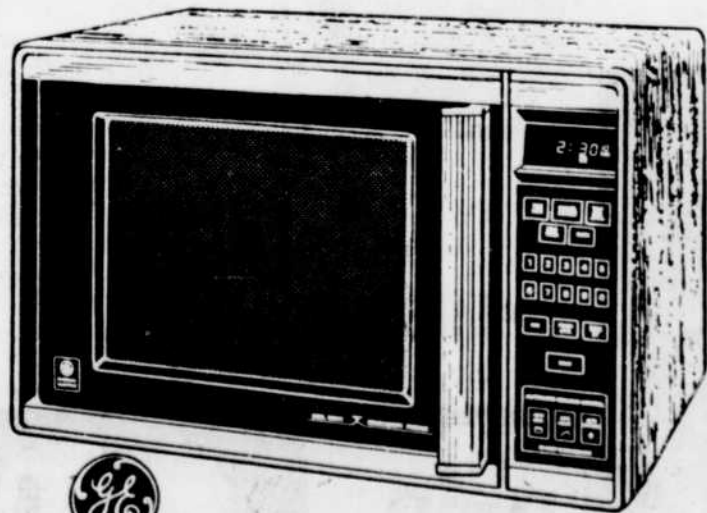
Pour la Fête des Mères, offrez ce qu'il y a de mieux...

FOURS MICRO-ONDES "Dual Wave"

de
GENERAL ELECTRIC

Le seul "vrai spécialiste" vous offre:

GRATUITS



Modèle JX 2300

- Four à micro-ondes "Dual Wave"
- 10 niveaux de puissance
- Sonde thermométrique (80°-200°F)
- Commande de cuisson automatique (capteur)
- Rôtissage automatique
- Décongélation automatique
- Mijotage automatique
- Programmable jusqu'à 3 étapes
- Grille de four à 2 réglages

GARANTIE DE 2 ANS
pièces et main-d'oeuvre

GARANTIE DE 5 ANS
pièces et main-d'oeuvre sur le Magnetron

SERVICE A DOMICILE SANS FRAIS

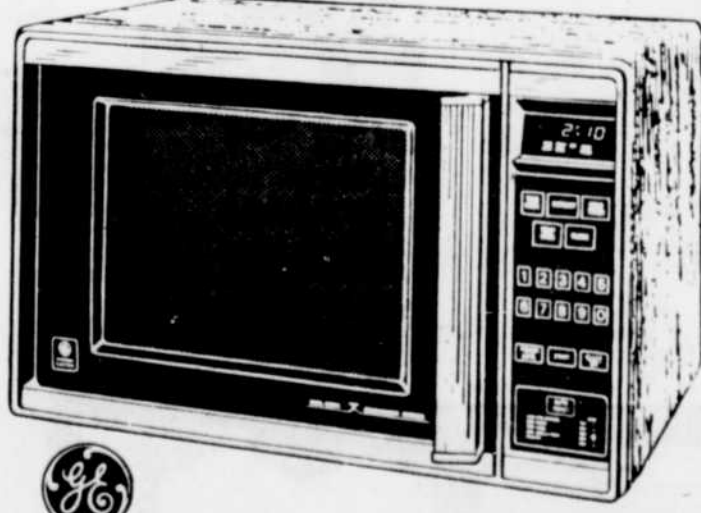


Là où on se sent en confiance

BEAUPORT 535, boul. Ste-Anne
667-6282

LEVIS Place Tanguay
833-4511

LES SAULES 1935, boul. Masson
(Carrefour Les Saules) 871-4411



Modèle JX 2100

- Four à Micro-ondes "Dual Wave"
- Capacité de 1.4 pi³
- Commandes à micro-touches
- Mémoire (3 étapes)
- Rôtissage automatique
- 10 niveaux d'énergie

GARANTIE DE 2 ANS
pièces et main-d'oeuvre

GARANTIE DE 5 ANS
pièces et main-d'oeuvre sur le Magnetron

SERVICE A DOMICILE SANS FRAIS

Super VENTE DE MAI UNIPRIX

TEL QU'ANNONCE À LA V ET À LA RADIO.

Cashmere
THE ECONOMY FULLY BATHROOM TISSUE WITH TEXTURED SURFACE
ÉCONOMIQUE EN TEXTURE MOUSSEUSE. PAPIER DE TOILETTE
4 rouleaux 450 g/m² 1 rouleau 450 g/m²
42x42 x 440 107 cm x 112 cm
SUIVANT 900 2012 81

Scott's Plus

Tide
NEW! More Cold Water CLEANING
DU NEUF! SUP. SACTIN à l'eau froide
CANADA'S FAVORITE LE GRAND FAVORI

Nutri-Diète
Régime amaigrissant
Lait malté 20 sachets, ou
Pouding 18 sachets
Saveurs assorties

SPIC'N SPAN
Nettoyant super formule
liquide, 800 ml
"Nouveau"

Fête des Mères
DIMANCHE 13 MAI

UNIPRIX

3 89⁹⁵*
89⁹⁵*
899⁹⁵*
199⁹⁵*

02-05 AU 12-05 1984

JEAN NATÉ Poudre de bain 100 g 299⁹⁵* 02-05 AU 12-05 1984	JEAN NATÉ Savon sur cordon 200 g 449⁹⁵* 02-05 AU 12-05 1984	CLICKER Fer ou brosse à coiffer au butane 21⁹⁵*		LADY BRAUN Elegance exclusive Rasoir pour dame 39⁹⁵*	BRAUN QUICK STYLE Brosse à coiffer modèle no. LS36 12⁹⁵*	BRAUN Sachet modèle no. CE1400 PLUS fer à friser mod. no DC1 18⁹⁵* L'ENS. 02-05 AU 12-05 1984	CLAIROL Miroir Lumineux à usages multiples Mod. RM2 15⁹⁹* 02-05 AU 12-05 1984	LADY SHAVE DE PHILIPS Rasoir électrique à tête unique en son genre Modèle no. HP2123 Sp. 24⁹⁵* 02-05 AU 12-05 1984
JEAN NATÉ Cologne 45 ml 499⁹⁵* 02-05 AU 12-05 1984	CLAIROL DOUX SALON Fer à friser Modèle no. C-500 15⁹⁹* 02-05 AU 12-05 1984	IVORY Liquide à vaisselle 1 litre 239⁹⁵*		PLEDGE Poli à meubles 200 g. 219⁹⁵*	WINDEX Nettoyeur à vitres, recharge 1.5 litres 169⁹⁵*	FUTURE Pour planchers ordinaires et sans cirage 750 ml 349⁹⁵* 02-05 AU 12-05 1984	TIVOLI Biscuits au beurre 450 g. 199⁹⁵* 02-05 AU 12-05 1984	FIESTA Gelée aux fruits 300 g. 199⁹⁵* 02-05 AU 12-05 1984
COMET Poudre à recurer désinfectante 400 g 59⁹⁵* 02-05 AU 12-05 1984	M. NET Nettoyant liquide 1 litre 209⁹⁵* 02-05 AU 12-05 1984	IVORY Liquide à vaisselle 1 litre 239⁹⁵*	PLEDGE Poli à meubles 200 g. 219⁹⁵*	WINDEX Nettoyeur à vitres, recharge 1.5 litres 169⁹⁵*	FUTURE Pour planchers ordinaires et sans cirage 750 ml 349⁹⁵* 02-05 AU 12-05 1984	SPIC'N SPAN Nettoyant 1 kilo 199⁹⁵* 02-05 AU 12-05 1984	JAVEX Eau de javel 3-6 litres 159⁹⁵* 02-05 AU 12-05 1984	

* Sur remise du coupon du 2 mai au 12 mai 1984. Limite 3 par client.

VOUS NE PAYEZ LE PRIX COUPÉ ANNONCÉ QUE SUR REMISE DU COUPON AU COMPTOIR SEULEMENT. DISPONIBILITÉ GARANTIE.

Si nous ne pouvons vous fournir le produit que vous désirez au prix coupé annoncé durant cette promotion, nous vous GARANTISSONS le même bas prix coupé dès que notre stock sera renouvelé, en vous remettant un BON D'ACHAT DIFFÉRÉ.

Les dessins sont utilisés pour fins d'illustration seulement. Les descriptions prévalent sur les illustrations en tout temps.

CONSULTEZ NOTRE CIRCULAIRE POUR DE NOMBREUX AUTRES SPÉCIAUX